

**BUDGET
DES DÉPENSES
ET
DES RECETTES
DU MANITOBA
DE 2011**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2012
DÉPOSÉ POUR ADOPTION
LORS DE LA CINQUIÈME SESSION
DE LA TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE**

**M^{me} ROSANN WOWCHUK
MINISTRE DES FINANCES**

Manitoba 

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Budget sommaire des recettes - Détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement	7
Budget sommaire des dépenses - Détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement et avec le résultat du Budget sommaire	8
Extrait du Budget sommaire - Opérations fondamentales du gouvernement	9
Budget des recettes - Prévisions et Budget pour 2011-2012 et 2010-2011	10
Budget des dépenses - Prévisions et Budget pour 2011-2012 et 2010-2011	11
Budget des dépenses	
<hr/>	
Aperçu	15
Partie A - Fonctionnement	
Sommaires :	
Crédits législatifs et crédits à voter	19
Prévisions des dépenses 2011-2012	20
État comparatif des dépenses	21
Partie B - Investissements en immobilisations	
Sommaire :	
Crédits législatifs et crédits à voter	22
Prévisions des investissements en immobilisations 2011-2012	23
Rubriques :	
Assemblée législative (1)	25
Conseil exécutif (2)	29
Affaires autochtones et du Nord (19)	31
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation (44)	35
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales (3)	40
Commission de la fonction publique (17)	46
Conservation (12)	49
Culture, Patrimoine et Tourisme (14)	56
Éducation (16)	61
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais (6)	68
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce (10)	70
Services à la famille et Consommation (9)	78
Finances (7)	88
Santé (21)	94
Vie saine, Jeunesse et Aînés (34)	104
Logement et Développement communautaire (30)	109
Infrastructure et Transports (15)	112
Innovation, Énergie et Mines (18)	125
Justice (4)	131
Travail et Immigration (11)	139
Administrations locales (13)	144
Sport (28)	150
Gestion des ressources hydriques (25)	152

TABLE DES MATIÈRES

Crédits d'autorisation (26)	157
Mise en œuvre de certaines ententes (26-1)	158
Fonds des innovations de développement durable (26-2)	158
Initiatives concernant l'administration de la justice (26-3)	158
Rajustements liés aux services internes (26-4)	159
Autres crédits (27)	160
Urgences diverses (27-1)	161
Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux (27-2)	161
Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est (27-3)	161
Annexe A - Organismes de service spécial	165
Annexe B - Convention comptable pour les dépenses en capital	169

BUDGET DES RECETTES

Aperçu	173
Budget des recettes	175
Recettes fiscales	177
Recettes non fiscales	178
Gouvernement du Canada	182

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Budget sommaire

Le Budget de 2011 fournit un aperçu financier du périmètre comptable du gouvernement, lequel comprend les opérations fondamentales du gouvernement et d'autres entités comptables. Les opérations fondamentales du gouvernement comprennent les opérations des ministères ainsi que les programmes et les services qu'ils offrent. Comme le prescrit le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public, les autres entités comptables sont les sociétés d'État, les entreprises publiques et les organismes publics tels que les offices régionaux de la santé, les divisions scolaires, les universités et les collèges qui sont directement ou indirectement sous le contrôle du gouvernement.

Budget des dépenses et des recettes – Opérations fondamentales du gouvernement

Le présent document inclut le Budget des dépenses et des recettes relatives aux opérations fondamentales du gouvernement pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012. Le détail des intentions de dépenses et des prévisions de recettes du gouvernement pour ses opérations fondamentales est fourni tel qu'il est présenté dans le Budget sommaire de 2011. La présentation du Budget sommaire ne change en rien la structure du Budget des dépenses et des recettes par rapport aux exercices précédents.

Les tableaux 1 et 2 des prochaines pages incluent une conciliation avec le Budget sommaire. D'autres extraits du Budget sommaire fournissent des détails additionnels sur le Budget des dépenses et des recettes pour les opérations fondamentales du gouvernement, afin d'aider les députés de l'Assemblée législative qui l'examinent. Plus particulièrement, le tableau 3 offre un aperçu des opérations fondamentales du gouvernement comparativement aux prévisions et au budget de l'exercice précédent. Les tableaux 4 et 5 présentent le détail de cet aperçu. Les zones ombrées des tableaux contiennent les renseignements sur les opérations fondamentales du gouvernement tirés du Budget sommaire, après retraitement.

INTRODUCTION

Tableau 1

Budget sommaire des recettes – Détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	OPÉRATIONS FONDAMENTALES DU GOUVERNEMENT	INCIDENCES DE LA CONSOLIDATION	SOMMAIRE
Source des recettes	Budget des recettes	et recettes d'autres entités comptables	
Impôts			
Impôt sur le revenu des particuliers	2 724 800	-	2 724 800
Impôt sur les bénéfices des sociétés	423 400	-	423 400
Sous-total – Impôts	3 148 200	-	3 148 200
Autres taxes et impôts			
Impôts divers sur les corporations	188 000	-	188 000
Taxes sur les carburants	247 200	19 600	266 800
Taxe sur les transferts fonciers	62 500	-	62 500
Impôt destiné à l'enseignement et aux services de santé	395 400	(101 356)	294 044
Taxe minière	35 000	-	35 000
Taxe sur les ventes au détail	1 671 100	-	1 671 100
Taxe sur le tabac	253 400	-	253 400
Autres taxes et impôts	11 490	-	11 490
Impôts fonciers en matière d'éducation	-	727 509	727 509
Sous-total - Autres taxes et impôts	2 864 090	645 753	3 509 843
Droits et autres recettes			
Amendes et frais et autres frais de justice	50 582	-	50 582
Minéraux et pétrole	22 314	-	22 314
Permis et droits - Automobiles et transports routiers	130 026	-	130 026
Parcs, foresterie et conservation (autres droits)	29 379	-	29 379
Loyer de l'énergie électrique	115 000	-	115 000
Frais de service et frais divers	135 842	1 085 860	1 221 702
Partage des recettes des organismes de service spécial	26 180	(26 180)	-
Droits de scolarité	-	202 453	202 453
Sous-total – Droits et autres recettes	509 323	1 262 133	1 771 456
Transferts fédéraux			
Péréquation	1 941 700	-	1 941 700
Transfert canadien en matière de santé	1 002 200	-	1 002 200
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	416 000	-	416 000
Fonds pour la santé	9 000	-	9 000
Renouvellement de l'infrastructure	66 500	-	66 500
Stimulation économique	17 903	-	17 903
Agrandissement du canal de dérivation du Manitoba	22 491	-	22 491
Coûts partagés et autres transferts	172 022	296 834	468 856
Sous-total – Transferts fédéraux	3 647 816	296 834	3 944 650
Recettes nettes des entreprises publiques			
Société des alcools du Manitoba	254 800	-	254 800
Corporation manitobaine des loteries	348 300	-	348 300
Hydro-Manitoba	-	134 000	134 000
Commission des accidents du travail	-	13 696	13 696
Société d'assurance publique du Manitoba	-	30 000	30 000
Sous-total – Recettes nettes des entreprises publiques	603 100	177 696	780 796
Fonds d'amortissement et autres bénéfices nets	-	239 483	239 483
Total – Budget des recettes	10 772 529	2 621 899	13 394 428

INTRODUCTION

Tableau 2

Budget sommaire des dépenses – Détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

Secteur ou ministère	OPÉRATIONS FONDAMENTALES DU GOUVERNEMENT	INCIDENCES DE LA CONSOLIDATION	SOMMAIRE
	Budget des dépenses	et dépenses d'autres entités comptables	
Santé et Vie saine			
Santé	4 925 016	378 496	5 303 512
Vie saine, Jeunesse et Aînés	77 897	5 263	83 160
Total – Santé et Vie saine	5 002 913	383 759	5 386 672
Éducation			
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	661 237	468 564	1 129 801
Éducation	1 586 218	844 599	2 430 817
Total – Éducation	2 247 455	1 313 163	3 560 618
Services à la famille et Consommation	1 388 417	14 111	1 402 528
Développement des communautés, de l'économie et des ressources			
Affaires autochtones et du Nord	38 051	(263)	37 788
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	228 299	200 883	429 182
Conservation	126 582	1 904	128 486
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	134 567	3 702	138 269
Logement et Développement communautaire	82 326	128 608	210 934
Infrastructure et Transports	594 299	(88 015)	506 284
Innovation, Énergie et Mines	87 658	29 936	117 594
Administrations locales	307 552	(1 558)	305 994
Gestion des ressources hydriques	35 250	(1 903)	33 347
Total – Développement des communautés, de l'économie et des ressources	1 634 584	273 294	1 907 878
Justice et autres dépenses			
Assemblée législative	55 284	(1 175)	54 109
Conseil exécutif	2 827	(87)	2 740
Commission de la fonction publique	21 656	910	22 566
Culture, Patrimoine et Tourisme	64 100	5 458	69 558
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	15 817	61 999	77 816
Finances	86 593	3 259	89 852
Justice	427 743	14 777	442 520
Travail et Immigration	58 761	7 268	66 029
Sport	11 959	215	12 174
Crédits d'autorisation	42 305	-	42 305
Autres crédits	30 151	-	30 151
Total – Justice et autres dépenses	817 196	92 624	909 820
Frais de service de la dette	257 785	548 827	806 612
Total – Budget des dépenses	11 348 350	2 625 778	13 974 128
Soustraire : Total – Budget des recettes (Tableau 1)	10 772 529	2 621 899	13 394 428
Ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice	(65 000)	(80 000)	(145 000)
Résultat net pour l'exercice	(510 821)	76 121	(434 700)
Réserve pour l'inondation printanière de 2011			
Dépenses	(30 000)	-	(30 000)
Recouvrement – Accords d'aide financière en cas de catastrophe	27 000	-	27 000
Total – Réserve pour l'inondation printanière de 2011	(3 000)	-	(3 000)
Transfert du compte de stabilisation des revenus	49 500	(49 500)	-
RECETTES (PERTES) NETTES	(464 321)	26 621	(437 700)

Remarque : les ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice pourraient constituer une augmentation des recettes ou une diminution des dépenses.

INTRODUCTION

Tableau 3

OPÉRATIONS FONDAMENTALES DU GOUVERNEMENT

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

avec données comparatives pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

Variation en % pour
2011-2012 par

rapport à 2010-2011
Prévisions Budget

	Budget	Prévisions de	Budget de	Variation en % pour	
	2011-2012	2010-2011	2010-2011	rapport à 2010-2011	
				Prévisions	Budget
RECETTES					
Impôts	3 148 200	2 915 900	2 667 400	8,0	18,0
Autres taxes et impôts	2 864 090	2 769 115	2 765 298	3,4	3,6
Droits et autres recettes	509 323	500 181	474 560	1,8	7,3
Transferts fédéraux	3 647 816	3 746 533	3 750 895	(2,6)	(2,7)
Recettes nettes des entreprises publiques	603 100	563 800	559 500	7,0	7,8
Fonds d'amortissement et autres bénéfiques nets	-	-	-		
RECETTES TOTALES	10 772 529	10 495 529	10 217 653	2,6	5,4
DÉPENSES					
Santé et Vie saine	5 002 913	4 765 935	4 725 827	5,0	5,9
Éducation	2 247 455	2 129 725	2 131 093	5,5	5,5
Services à la famille et Logement	1 388 417	1 376 315	1 309 520	0,9	6,0
Développement des communautés, de l'économie et des ressources	1 634 584	1 572 658	1 542 123	3,9	6,0
Justice et autres dépenses	817 196	933 300	845 229	(12,4)	(3,3)
Service de la dette	257 785	240 534	265 785	7,2	(3,0)
DÉPENSES TOTALES	11 348 350	11 018 467	10 819 577	3,0	4,9
Ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice	(65 000)	(32 500)	(65 000)		
RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE	(510 821)	(490 438)	(536 924)		
Réserve pour l'inondation printanière de 2011					
Dépenses	(30 000)	(11 254)	-		
Recouvrement – Accords d'aide financière en cas de catastrophe	27 000	-	-		
Total – Réserve pour l'inondation printanière de 2011	(3 000)	(11 254)	-		
Transfert venant du compte de stabilisation des revenus	49 500	49 754	38 490		
RECETTES (PERTES) NETTES	(464 321)	(451 938)	(498 434)	2,7	(6,8)

NOTES :

- Les détails sur les recettes et les dépenses pour l'exercice 2011-2012 se trouvent dans les tableaux 4 et 5.
- Les obligations futures découlant du régime de retraite de la fonction publique ne sont pas comprises dans le budget des opérations fondamentales du gouvernement.
- Les prévisions et le Budget de 2010-2011 ont été ajustés pour tenir compte de la structure des crédits de l'exercice 2011-2012.
- Les ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice pourraient constituer une augmentation des recettes ou une diminution des dépenses.

INTRODUCTION

Tableau 4

Budget des recettes – Opérations fondamentales du gouvernement

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

Source des recettes	Budget des recettes	Prévisions de 2010-2011	Budget 2010-2011	Variation en % pour 2011-2012 par rapport à 2010-2011	
				Prévisions	Budget
Impôts					
Impôt sur le revenu des particuliers	2 724 800	2 586 000	2 420 500		
Impôt sur les bénéfices des sociétés	423 400	329 900	246 900		
Sous-total – Impôts	3 148 200	2 915 900	2 667 400	8,0	18,0
Autres taxes et impôts					
Impôts divers sur les corporations	188 000	222 200	196 200		
Taxes sur le carburant	247 200	241 900	229 900		
Taxe sur les transferts fonciers	62 500	58 999	51 000		
Impôt destiné à l'enseignement et aux services de santé	395 400	377 650	377 650		
Taxe minière	35 000	21 000	6 000		
Taxe sur les ventes au détail	1 671 100	1 603 600	1 668 600		
Taxe sur le tabac	253 400	233 000	225 000		
Autres taxes et impôts	11 490	10 766	10 948		
Sous-total – Autres taxes et impôts	2 864 090	2 769 115	2 765 298	3,4	3,6
Droits et autres recettes					
Amendes et frais et autres frais de justice	50 582	49 416	50 190		
Minéraux et pétrole	22 314	22 276	12 261		
Permis et droits – Automobiles et transports routiers	130 026	127 026	118 026		
Parcs, foresterie et conservation (autres droits)	29 379	28 700	30 144		
Loyer de l'énergie électrique	115 000	113 108	110 000		
Frais de service et frais divers	135 842	134 225	128 509		
Partage des recettes des organismes de service spécial	26 180	25 430	25 430		
Droits de scolarité	-	-	-		
Sous-total – Droits et autres recettes	509 323	500 181	474 560	1,8	7,3
Transferts fédéraux					
Péréquation	1 941 700	2 001 518	2 001 500		
Transfert canadien en matière de santé	1 002 200	949 300	953 358		
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	416 000	404 249	404 698		
Fonds pour la santé	9 000	12 018	9 038		
Renouvellement de l'infrastructure	66 500	47 915	48 100		
Stimulation économique	17 903	106 273	119 905		
Agrandissement du canal de dérivation du Manitoba	22 491	31 565	39 869		
Coûts partagés et autres transferts	172 022	193 695	174 427		
Sous-total – Transferts fédéraux	3 647 816	3 746 533	3 750 895	(2,6)	(2,7)
Recettes nettes des entreprises publiques					
Société des alcools du Manitoba	254 800	246 800	246 800		
Corporation manitobaine des loteries	348 300	317 000	312 700		
Hydro-Manitoba	-	-	-		
Commission des accidents du travail	-	-	-		
Société d'assurance publique du Manitoba	-	-	-		
Sous-total – Recettes nettes des entreprises publiques	603 100	563 800	559 500	7,0	7,8
Fonds d'amortissement et autres bénéfices nets	-	-	-		
Total – Budget des recettes	10 772 529	10 495 529	10 217 653	2,6	5,4

INTRODUCTION

Tableau 5

Budget des dépenses – Opérations fondamentales du gouvernement

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

Secteur ou ministère	Budget des dépenses	Prévisions de 2010-2011	Budget de 2010-2011	Variation en % pour le Budget de 2011-2012 par rapport à 2010-2011	
				Prévisions	Budget
Santé et Vie Saine					
Santé	4 925 016	4 693 174	4 653 008		
Vie saine, Jeunesse et Aînés	77 897	72 761	72 819		
Total – Santé et Vie saine	5 002 913	4 765 935	4 725 827	5,0	5,9
Éducation					
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	661 237	623 557	626 318		
Éducation	1 586 218	1 506 168	1 504 775		
Total – Éducation	2 247 455	2 129 725	2 131 093	5,5	5,5
Services à la famille et Consommation	1 388 417	1 376 315	1 309 520	0,9	6,0
Développement des communautés, de l'économie et des ressources					
Affaires autochtones et du Nord	38 051	37 857	36 857		
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	228 299	213 652	215 082		
Conservation	126 582	121 897	122 423		
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	134 567	128 429	124 636		
Logement et Développement communautaire	82 326	70 302	71 730		
Infrastructure et Transports	594 299	559 285	556 620		
Innovation, Énergie et Mines	87 658	86 619	84 338		
Administrations locales	307 552	322 059	297 358		
Gestion des ressources hydriques	35 250	32 558	33 079		
Total – Développement des communautés, de l'économie et des ressources	1 634 584	1 572 658	1 542 123	3,9	6,0
Justice et autres dépenses					
Assemblée législative	55 284	38 269	38 918		
Conseil exécutif	2 827	2 714	2 827		
Commission de la fonction publique	21 656	21 199	21 656		
Culture, Patrimoine et Tourisme	64 100	63 100	63 208		
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	15 817	10 919	18 060		
Finances	86 593	86 768	88 047		
Justice	427 743	424 033	400 264		
Travail et Immigration	58 761	57 097	58 004		
Sport	11 959	11 919	11 919		
Crédits d'autorisation	42 305	109 129	112 175		
Autres crédits	30 151	108 153	30 151		
Total – Justice et autres dépenses	817 196	933 300	845 229	(12,4)	(3,3)
Frais de service de la dette	257 785	240 534	265 785	7,2	(3,0)
Total – Budget des dépenses	11 348 350	11 018 467	10 819 577	3,0	4,9
Soustraire : Total – Budget des recettes (Tableau 4)	10 772 529	10 495 529	10 217 653		
Ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice	(65 000)	(32 500)	(65 000)		
Résultat net pour l'exercice	(510 821)	(490 438)	(536 924)		
Réserve pour l'inondation printanière de 2011					
Dépenses	(30 000)	(11 254)	-		
Recouvrement – Accords d'aide financière en cas de catastrophe	27 000	-	-		
Total – Réserve pour l'inondation printanière de 2011	(3 000)	(11 254)	-		
Transfert venant du compte de stabilisation des revenus	49 500	49 754	38 490		
RECETTES (PERTES) NETTES	(464 321)	(451 938)	(498 434)	2,7	(6,8)

Remarques :

- Les obligations futures découlant du régime de retraite de la fonction publique ne sont pas comprises dans le budget des opérations fondamentales du gouvernement.
- Les ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice pourraient constituer une augmentation des recettes ou une diminution des dépenses.

**BUDGET
DES DÉPENSES
DU MANITOBA
DE 2011**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2012**

APERÇU

Le Budget des dépenses du Manitoba pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 donne le détail des dépenses que le gouvernement a l'intention d'engager pour ses opérations fondamentales. Il énumère les crédits annuels que doit approuver l'Assemblée législative en vertu de la *Loi portant affectation de crédits*. Y figurent également, conformément à l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les crédits législatifs qui ne nécessitent pas un vote de la Législature.

Les notes explicatives ci-dessous sont fournies dans le but de faciliter l'examen de ce budget.

Catégories de dépenses

Le Budget des dépenses comprend la Partie A – Fonctionnement et la Partie B – Investissements en immobilisations. Les dépenses de fonctionnement correspondent aux coûts annuels de fonctionnement des programmes fondamentaux du gouvernement et d'intérêt sur la dette publique, tandis que la section Investissements en immobilisations traite du coût d'acquisition des immobilisations corporelles en fonction de la convention comptable adoptée par la Province, en vertu de laquelle les dépenses d'immobilisations corporelles (à l'exception des immobilisations foncières) sont amorties selon la méthode « axée sur les charges » sur la durée de vie utile des biens. Ces immobilisations sont divisées en deux grandes catégories : actif général (p. ex. immeubles et matériel) et infrastructure (p. ex. routes et voies d'eau). En vertu de cette convention comptable, les demandes de crédits affectés aux investissements en immobilisations sont distinctes (Partie B), et les amortissements annuels sont inclus dans les crédits affectés aux dépenses de fonctionnement (Partie A).

Partie A - Fonctionnement

Cette partie du Budget des dépenses comprend les trois catégories suivantes :

Dépenses de fonctionnement – dépenses liées à la prestation directe des programmes et services fondamentaux du gouvernement, y compris les salaires et coûts généraux de fonctionnement, les subventions à des tierces parties et les dépenses se rapportant au paiement des crédits d'impôt, aux pensions et à d'autres provisions.

Subventions en capital – fonds accordés à des tierces parties telles que les offices de la santé, les universités et les municipalités, pour l'augmentation ou l'amélioration des immobilisations qui leur appartiennent.

Coûts liés aux immobilisations – provision annuelle destinée à couvrir le coût des immobilisations utilisées pour la prestation des programmes gouvernementaux. On impute aux immobilisations corporelles déjà acquises, et on imputera à celles qui le seront pendant l'exercice 2011-2012, des frais d'intérêts pendant toute leur durée de vie utile, ainsi que des charges qui sont en fonction de taux d'amortissement prédéterminés. Reconnaître l'amortissement selon cette méthode permet d'attribuer le coût des immobilisations à leurs périodes de service.

Partie B - Investissements en immobilisations

Cette partie du Budget des dépenses correspond aux crédits pour l'achat annuel ou l'acquisition d'immobilisations corporelles qui répondent aux critères d'amortissement. On entend par immobilisations corporelles les biens dont la durée de vie utile dépasse une année et qui sont acquis, construits ou développés, et conservés pour être utilisés et non revendus. Les immobilisations corporelles dont la valeur est inférieure à la limite de capitalisation établie sont inscrites au chapitre des dépenses dans l'année de leur acquisition. Comme il a été indiqué précédemment, le coût d'amortissement annuel est représenté dans la Partie A – Fonctionnement sous la forme d'une partie du coût annuel de prestation des programmes fondamentaux du gouvernement. L'Annexe B (page 169) offre plus de détails sur la classification des éléments d'actif, les estimations de durée de vie utile et les taux d'amortissement pour l'actif général et pour l'infrastructure.

La *Loi portant affectation de crédits* prévoit des crédits affectés aux dépenses des ministères, y compris l'amortissement annuel (Partie A du Budget des dépenses), ainsi que des crédits annuels affectés aux investissements en immobilisations (Partie B). Les crédits pour la Partie A et pour la Partie B sont des crédits annuels et deviennent donc périmés à la fin de l'exercice.

APERÇU

Budget des dépenses de l'année précédente

Le Budget des dépenses de l'année précédente comprend non seulement le Budget des dépenses principal, mais aussi, le cas échéant, tout Budget des dépenses supplémentaire approuvé par l'Assemblée législative en vertu d'une loi portant affectation supplémentaire de crédits. Il n'y a pas eu de Budget des dépenses supplémentaire en 2010-2011.

Afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, il peut être nécessaire de rajuster les chiffres du Budget des dépenses de l'année précédente. Ceci permet de tenir compte des réorganisations internes, ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison. En règle générale, ces rajustements n'ont aucun effet sur le total du Budget des dépenses de l'année précédente. Cependant, au cours de l'exercice 2010-2011, l'Assemblée législative a approuvé un rajustement du traitement du premier ministre et des ministres et des indemnités des députés. Le total du Budget des dépenses de l'année précédente a donc été réduit de (264 000 \$).

Autorisations de dépenser supplémentaires

Pour la Partie A comme pour la Partie B, la Législature approuve les crédits du Budget des dépenses principal par numéros de résolutions (« Rés. n° » dans le Budget détaillé). L'autorisation de dépenser ne peut pas être transférée entre les principaux crédits, sauf s'il s'agit de transferts à partir des crédits que mentionne la rubrique intitulée « Crédits d'autorisation » (p. ex. pour la Mise en œuvre de certaines ententes). Si des dépenses supplémentaires sont nécessaires à cause de circonstances imprévues, le gouvernement doit déposer un Budget des dépenses supplémentaire et une loi portant affectation supplémentaire de crédits quand l'Assemblée siège, ou obtenir l'autorisation de faire ces dépenses par mandat spécial si l'Assemblée ne siège pas ou qu'elle a suspendu ses travaux, comme le prévoit l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Tout Budget des dépenses supplémentaire fait partie du total des crédits votés pour l'année en question comme il est indiqué ci-dessus. Les crédits du Budget des dépenses principal pour la Partie B – Investissements en immobilisations sont soumis au même processus d'autorisation.

Crédits législatifs

Les crédits législatifs sont approuvés par la Législature en vertu de lois autres que la *Loi portant affectation de crédits*. Ces crédits servent aux indemnités et allocations de retraite des députés, à diverses allocations relatives aux fonctions et obligations spéciales des députés, à certaines dépenses électorales, ainsi qu'à la dette publique. Les crédits législatifs sont indiqués par un « S » dans la colonne des résolutions du Budget détaillé. Comme l'indique le premier paragraphe, ces chiffres sont inclus dans le Budget des dépenses à titre de renseignement seulement, car ils ne font pas partie des crédits approuvés en vertu de la *Loi portant affectation de crédits*.

Crédits d'autorisation et autres crédits

En plus des ministères, le Budget comprend des rubriques séparées pour les crédits se rapportant à des programmes qui sont administrés par plusieurs ministères lorsqu'il est important de connaître le montant total accordé à chacun de ces programmes ou lorsque la répartition des fonds entre les divers ministères n'est pas encore déterminée au moment de l'impression du Budget. Dans certains cas, le ministre des Finances affecte des fonds aux ministères à partir des crédits d'autorisation, selon le besoin, grâce au pouvoir que lui accorde l'article 33 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (Crédits d'autorisation). Dans d'autres cas, les ministères ont le pouvoir d'imputer directement à la rubrique ad hoc les dépenses autorisées. Plusieurs de ces programmes ont été regroupés sous la rubrique intitulée « Autres crédits ».

APERÇU

Recouvrements

Le gouvernement a comme politique de déterminer les dépenses totales de fonctionnement applicables à ses divers programmes fondamentaux en répartissant les frais généraux parmi ces programmes. Le recouvrement des coûts s'applique aux dépenses suivantes : les assurances, les locaux, les frais de bureautique, les subventions en remplacement d'impôt, les services aériens, certains avantages sociaux et les frais relatifs aux immobilisations corporelles. Le recouvrement des coûts figure généralement dans un sous-poste intitulé « Moins : Somme récupérable d'autres postes ». Cela signifie qu'une partie ou la totalité des coûts du programme sont récupérés auprès d'autres programmes par imputation aux ministères clients ou à d'autres ministères. Les sommes récupérées pour les services fournis dans le cadre de programmes ne relevant pas du périmètre comptable consolidé figurent dans les recettes.

Organismes de service spécial

Les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe en matière de résultats d'exploitation et auxquels on accorde une plus grande souplesse de gestion. Ils peuvent offrir des services directement au public, des services internes au gouvernement pour ses opérations fondamentales, des services scientifiques et technologiques, ou encore des programmes de réglementation et d'exécution des lois. Les organismes de service spécial sont créés par règlement et fonctionnent en vertu d'une charte ayant reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Normalement, aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses annuel pour ces organismes, car ils s'autofinancent généralement à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent. Cependant, chacun d'entre eux est mentionné dans les prévisions du ministère responsable, et une liste de ces organismes figure dans l'Annexe A à la page 165.

Documents budgétaires supplémentaires

Les documents budgétaires supplémentaires, produits par chaque ministère et déposés à l'Assemblée législative, donnent de plus amples détails sur les dépenses prévues.

PARTIE A - FONCTIONNEMENT
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS À VOTER

	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	290 605	2,7	283 012
Total des crédits à voter	11 087 745	5,2	10 536 565
Total de la Partie A - Fonctionnement	11 378 350	5,2	10 819 577

*** CONCILIATION
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie A - Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2010-2011	283 100	10 536 741	10 819 841
Moins : Rajustements du traitement des députés	(88)	(176)	(264)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	283 012	10 536 565	10 819 577

PARTIE A - FONCTIONNEMENT
BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012

(milliers de \$)

	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SUBVENTIONS EN CAPITAL	COÛTS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS *		TOTAL
			ACTIF GÉNÉRAL	INFRASTRUCTURE	
Assemblée législative					
• Crédits législatifs	32 820	-	-	-	32 820
• Autres crédits	22 404	-	60	-	22 464
Conseil exécutif	2 812	-	15	-	2 827
Affaires autochtones et du Nord	33 870	4 069	23	89	38 051
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	648 671	11 571	995	-	661 237
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	213 942	13 849	508	-	228 299
Commission de la fonction publique	21 615	-	41	-	21 656
Conservation	117 753	-	2 108	6 721	126 582
Culture, Patrimoine et Tourisme	62 016	334	1 750	-	64 100
Éducation	1 249 059	48 181	159	-	1 297 399
• Aide fiscale relative à l'éducation	288 819	-	-	-	288 819
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	15 817	-	-	-	15 817
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	132 700	-	1 867	-	134 567
Services à la famille et Consommation	1 381 515	2 831	4 071	-	1 388 417
Finances	83 440	-	3 153	-	86 593
• Dette publique	257 785	-	-	-	257 785
Santé	4 807 825	111 890	5 301	-	4 925 016
Vie saine, Jeunesse et Aînés	77 890	-	7	-	77 897
Logement et Développement communautaire	78 291	3 865	170	-	82 326
Infrastructure et Transports	319 522	314	51 253	223 210	594 299
Innovation, Énergie et Mines	77 393	-	10 265	-	87 658
Justice	424 310	-	3 433	-	427 743
Travail et Immigration	58 240	-	521	-	58 761
Administrations locales	104 018	203 481	53	-	307 552
Sport	11 959	-	-	-	11 959
Gestion des ressources hydriques	34 920	-	330	-	35 250
Crédits d'autorisation	42 305	-	-	-	42 305
Autres crédits	60 151	-	-	-	60 151
TOTAL	10 661 862	400 385	86 083	230 020	11 378 350

* Comprend les coûts d'amortissement liés aux immobilisations corporelles déjà acquises et celles qui seront acquises pendant l'exercice 2011-2012, ainsi que les frais d'intérêts imputés à la valeur de ces immobilisations pendant toute leur vie utile.

PARTIE A
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES

	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
Assemblée législative			
• Crédits législatifs	32 820	90,5	17 227
• Autres crédits	22 464	3,6	21 691
Conseil exécutif	2 827	-	2 827
Affaires autochtones et du Nord	38 051	3,2	36 857
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	661 237	5,6	626 318
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	228 299	6,1	215 082
Commission de la fonction publique	21 656	-	21 656
Conservation	126 582	3,4	122 423
Culture, Patrimoine et Tourisme	64 100	1,4	63 208
Éducation	1 297 399	5,1	1 234 347
• Aide fiscale relative à l'éducation	288 819	6,8	270 428
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	15 817	(12,4)	18 060
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	134 567	8,0	124 636
Services à la famille et Consommation	1 388 417	6,0	1 309 520
Finances	86 593	(1,7)	88 047
• Dette publique	257 785	(3,0)	265 785
Santé	4 925 016	5,8	4 653 008
Vie saine, Jeunesse et Aînés	77 897	7,0	72 819
Logement et Développement communautaire	82 326	14,8	71 730
Infrastructure et Transports	594 299	6,8	556 620
Innovation, Énergie et Mines	87 658	3,9	84 338
Justice	427 743	6,9	400 264
Travail et Immigration	58 761	1,3	58 004
Administrations locales	307 552	3,4	297 358
Sport	11 959	0,3	11 919
Gestion des ressources hydriques	35 250	6,6	33 079
Crédits d'autorisation	42 305	(62,3)	112 175
Autres crédits	30 151	-	30 151
Total avant dépenses pour l'inondation printanière de 2011	11 348 350	4,9	10 819 577
Autres crédits - Inondation printanière de 2011	30 000		-
TOTAL	11 378 350		10 819 577

**PARTIE B - INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS À VOTER**

	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	-	-	-
Total des investissements en immobilisations à voter	<u>808 050</u>	1,4	<u>797 196</u>
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	<u><u>808 050</u></u>	1,4	<u><u>797 196</u></u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie B - Investissements en immobilisations			
Prévisions des investissements en immobilisations publiées en 2010-2011	-	797 196	797 196
Prévisions des investissements en immobilisations 2010-2011 (après rajustement)	<u>-</u>	<u>797 196</u>	<u>797 196</u>

PARTIE B
PRÉVISIONS DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS 2011-2012

	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	1 132	(81,6)	6 162
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	250	-	250
Conservation	26 630	51,7	17 557
Culture, Patrimoine et Tourisme	110	s.o.	-
Éducation	27	s.o.	-
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	2 829	(10,1)	3 146
Services à la famille et Consommation	415	(70,5)	1 409
Santé	813	(51,8)	1 685
Infrastructure et Transports	749 022	(0,2)	750 536
Innovation, Énergie et Mines	2 742	(26,8)	3 746
Justice	3 448	(40,4)	5 783
Gestion des ressources hydriques	77	156,7	30
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)	20 555	198,2	6 892
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	808 050	1,4	797 196

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1)			
Partie A - Fonctionnement (crédits législatifs)			
1. Indemnités (crédits législatifs)	5 044	-	5 044
2. Prestations de retraite (crédits législatifs)	3 180	1,1	3 144
3. Dépenses des députés (crédits législatifs)	6 865	0,8	6 809
4. Financement des élections (crédits législatifs)	17 731	s.o.	2 230
Sous-total	32 820	90,5	17 227
Partie A - Fonctionnement (crédits à voter)			
5. Autres dépenses de l'Assemblée	8 512	2,4	8 316
6. Bureau du vérificateur général	6 489	0,7	6 447
7. Bureau de l'ombudsman	3 042	3,7	2 934
8. Bureau du directeur général des élections	1 497	2,1	1 466
9. Bureau du protecteur des enfants	2 864	16,0	2 468
10. Coûts liés aux immobilisations	60	-	60
Sous-total	22 464	3,6	21 691
Total de la Partie A - Fonctionnement	55 284	42,1	38 918
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	22 404	3,6	21 631
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	60	-	60
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	22 464	3,6	21 691
Crédits législatifs	32 820	90,5	17 227
Total de la Partie A - Fonctionnement	55 284	42,1	38 918

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	39 006
Moins : Rajustement des indemnités des députés	(88)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	38 918

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
Partie A - Fonctionnement				
S	1.	Indemnités (crédits législatifs) Indemnités des députés.	5 044	5 044
	a)	Députés	4 880	4 880
	b)	Indemnités supplémentaires	164	164
S	2.	Prestations de retraite (crédits législatifs) Prestations de retraite des députés; cotisations de contrepartie au régime enregistré d'épargne-retraite des députés.	3 180	3 144
	a)	Prestations de retraite et remboursements	3 161	3 125
	b)	Régime enregistré d'épargne-retraite	19	19
S	3.	Dépenses des députés (crédits législatifs) Remboursement des dépenses des députés liées à leurs fonctions et devoirs spéciaux.	6 865	6 809
	a)	Dépenses de circonscription	2 613	2 592
	b)	Résidence temporaire et indemnité de séjour	449	443
	c)	Indemnité de transport quotidien	5	5
	d)	Indemnité de déplacement	813	806
	e)	Allocation relative aux besoins spéciaux et au fonctionnement	154	151
	f)	Impression et affranchissement	450	450
	g)	Dépenses des comités	5	5
	h)	Adjoints de circonscription	2 376	2 357
S	4.	Financement des élections (crédits législatifs) Paiement des dépenses électorales pour les élections partielles et les élections générales dans la province.	17 731	2 230
	a)	Dépenses aux termes de la <i>Loi électorale</i>	12 199	1 962
	b)	Dépenses aux termes de la <i>Loi sur le financement des campagnes électorales</i>	5 532	268

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.1	5.	Autres dépenses de l'Assemblée.	8 512	8 316
		Soutien administratif de l'Assemblée législative.		
	a)	Bureau du chef de l'opposition officielle		
	1)	Traitement du chef de l'opposition officielle	46	46
	2)	Autres salaires et avantages sociaux	214	216
	3)	Autres dépenses	56	55
		Sous-total a)	316	317
	b)	Salaires et avantages sociaux	6 003	5 925
	c)	Autres dépenses	2 193	2 074
1.2	6.	Bureau du vérificateur général.	6 489	6 447
		Vérification indépendante des comptes du Trésor et de divers comités, commissions et organismes gouvernementaux, et présentation des résultats de ce travail en conformité avec les dispositions de la <i>Loi sur le vérificateur général</i> .		
	a)	Salaires et avantages sociaux	5 115	5 115
	b)	Autres dépenses	1 374	1 332
1.3	7.	Bureau de l'ombudsman	3 042	2 934
		Reçoit les plaintes et fait enquête conformément à la <i>Loi sur l'ombudsman</i> , à la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et à la <i>Loi sur les renseignements médicaux personnels</i> . Redresse les torts subis lorsque la plainte est légitime et le redressement possible. Étudie les questions relatives à la protection de la vie privée et à la confidentialité des renseignements personnels.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 537	2 442
	b)	Autres dépenses	505	492
1.4	8.	Bureau du directeur général des élections.	1 497	1 466
		Conformément à la <i>Loi électorale</i> , le Bureau est chargé d'inscrire les électeurs, de superviser les élections et de produire les rapports exigés. Conformément à la <i>Loi sur le financement des campagnes électorales</i> , il veille à ce que, chaque année et à chaque élection, les partis politiques, les candidats et les associations de circonscription se conforment aux dispositions de la <i>Loi</i> et communiquent les renseignements obligatoires.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 165	1 155
	b)	Autres dépenses	332	311

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.5	9.	Bureau du protecteur des enfants	2 864	2 468
		Veille au respect des droits, des intérêts et des préférences des enfants qui reçoivent des services de protection.		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 994	1 679
		b) Autres dépenses	870	789
1.6	10.	Coûts liés aux immobilisations	60	60
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
		Total de la Partie A - Fonctionnement	55 284	38 918

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
CONSEIL EXÉCUTIF (2)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration	2 812	-	2 812
2. Coûts liés aux immobilisations	15	-	15
Total de la Partie A - Fonctionnement	2 827	-	2 827
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	2 812	-	2 812
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	15	-	15
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	2 827	-	2 827

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	2 841
Moins : Rajustement du traitement du premier ministre	(14)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	2 827

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CONSEIL EXÉCUTIF (2), suite				
Partie A - Fonctionnement				
2.1	1.	Administration.....	2 812	2 812
		Indemnités du Conseil exécutif; soutien du cabinet du premier ministre; fonctionnement du Conseil exécutif.		
	a)	Traitement du premier ministre et président du Conseil exécutif	56	56
	b)	Direction et administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 524	2 524
	2)	Autres dépenses	232	232
		Sous-total b)	2 756	2 756
2.2	2.	Coûts liés aux immobilisations.....	15	15
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
Total de la Partie A - Fonctionnement			2 827	2 827

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Direction générale	1 073	(0,8)	1 082
2. Opérations	36 866	3,4	35 660
3. Coûts liés aux immobilisations	112	(2,6)	115
Total de la Partie A - Fonctionnement	38 051	3,2	36 857
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	33 870	3,7	32 673
Subventions en capital	4 069	-	4 069
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	23	-	23
Infrastructure	89	(3,3)	92
Total de la Partie A - Fonctionnement	38 051	3,2	36 857

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	36 866
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de crédits venant de :	
- Commission de la fonction publique	3
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(3)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	36 857

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19), suite				
Partie A - Fonctionnement				
19.1	1.	Direction générale	1 073	1 082
		Direction, contrôle, planification et coordination de la politique et des programmes du ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	771	780
	2)	Autres dépenses	265	265
		Sous-total b)	1 036	1 045
19.2	2.	Opérations	36 866	35 660
		Soutien administratif du ministère; contribution aux services municipaux et aide financière et technique aux localités du Nord; élaboration de lignes directrices, de programmes et de stratégies axés sur le développement du Nord; coordination du dossier des droits fonciers issus des traités et du Programme d'application de la Convention sur l'inondation des terres du Nord; contribution aux dépenses de fonctionnement du Fonds de développement économique local; élaboration de lignes directrices et coordination de négociations fédérales-provinciales et interprovinciales, et travaux de recherche connexes, en ce qui touche les dossiers de la population autochtone du Manitoba; soutien aux initiatives de la communauté autochtone grâce au Fonds de développement économique et de mise en valeur des ressources pour les Autochtones.		
	a)	Services financiers et administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	302	305
	2)	Autres dépenses	97	97
		Sous-total a)	399	402
	b)	Développement des administrations locales		
	1)	Soutien des programmes et des opérations		
	a)	Salaires et avantages sociaux	235	237
	b)	Autres dépenses	88	88
	c)	Opérations communautaires	10 149	10 149
	d)	Services régionaux	486	486
	e)	Subventions	323	323
	f)	Initiative d'alimentation saine dans le Nord	585	585
	g)	Subventions en capital	4 069	4 069
	h)	Aide en capital aux collectivités	1 729	1 032
		Sous-total 1)	17 664	16 969
	2)	Région du Nord		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 109	1 106
	b)	Autres dépenses	358	358
		Sous-total 2)	1 467	1 464

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19), suite				
	3)	Région du Centre-Nord		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 020	1 014
		b) Autres dépenses	298	298
		Sous-total 3)	1 318	1 312
	4)	Fonds des affaires du Nord		
		a) Salaires et avantages sociaux	256	249
		b) Autres dépenses	52	52
		Sous-total 4)	308	301
	5)	Services de planification et d'élaboration de programmes		
		a) Salaires et avantages sociaux	583	590
		b) Autres dépenses	136	136
		Sous-total 5)	719	726
		Sous-total b)	21 476	20 772
	c)	Secrétariat des affaires autochtones		
	1)	Services de soutien		
		a) Salaires et avantages sociaux	362	362
		b) Autres dépenses	81	81
		Sous-total 1)	443	443
	2)	Gestion des ententes		
		a) Salaires et avantages sociaux	592	588
		b) Autres dépenses	129	129
		c) Mise en œuvre des ententes	1 279	1 279
		Sous-total 2)	2 000	1 996
	3)	Politiques et initiatives stratégiques		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 066	1 062
		b) Autres dépenses	357	357
		c) Programmes de développement pour les Autochtones	3 032	3 032
		d) Fonds de développement économique et de mise en valeur des ressources pour les Autochtones	1 125	1 125
		e) Partenaires pour des carrières	200	200
		f) Fonds de croissance économique	4 792	4 292
		Sous-total 3)	10 572	10 068
	4)	Section de consultation des Autochtones		
		a) Salaires et avantages sociaux	317	320
		b) Autres dépenses	189	189
		Sous-total 4)	506	509
		Sous-total c)	13 521	13 016
	d)	Fonds de développement économique local	1 470	1 470

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19), suite				
19.3	3.	Coûts liés aux immobilisations	112	115
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	23	23
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	39	41
		2) Frais d'intérêts	50	51
		Sous-total b)	89	92
		Total de la Partie A - Fonctionnement	38 051	36 857

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	2 176	-	2 176
2. Soutien aux collèges et aux universités	589 784	6,2	555 600
3. Aide aux étudiants du Manitoba	35 514	4,5	33 972
4. Apprentissage et alphabétisation des adultes	21 197	2,0	20 785
5. Subventions en capital	11 571	(12,3)	13 196
6. Coûts liés aux immobilisations	995	68,9	589
Total de la Partie A - Fonctionnement	661 237	5,6	626 318

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	648 671	5,9	612 533
Subventions en capital	11 571	(12,3)	13 196
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	995	68,9	589
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	661 237	5,6	626 318

Partie B - Investissements en immobilisations

44. Immobilisations			
Actif général	1 132	(81,6)	6 162
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	1 132	(81,6)	6 162

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	627 005
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de fonctions allant à :	
- Vie saine, Jeunesse et Aînés	(87)
Transfert du pouvoir de recouvrement venant de :	
- Services à la famille et Consommation	(412)
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(179)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	626 318

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44), suite				
Partie A - Fonctionnement				
44.1	1.	Administration et finances	2 176	2 176
		Haute direction, planification, recherche et gestion de la politique et des programmes du ministère. Le soutien administratif est fourni par le ministère de l'Éducation dans le domaine des services financiers et administratifs, des systèmes et de la technologie, et des initiatives touchant l'éducation et la formation professionnelle des Autochtones.		
		<i>Services ministériels</i> : soutiennent la planification, l'élaboration de politiques, la gestion de l'information, la collaboration interministérielle, la coordination intergouvernementale et les projets spéciaux à l'échelle du ministère.		
		<i>Éducation internationale</i> : fait connaître le Manitoba sur la scène internationale en tant que lieu privilégié offrant des programmes, des services et des produits d'éducation et de formation abordables et de grande qualité. Accroît les connaissances des Manitobaines et Manitobains sur les différentes cultures par des échanges éducatifs internationaux qui profitent à toutes les parties. Incite à une approche holistique de l'éducation internationale qui fait appel à tous les intervenants, à tous les niveaux d'éducation, à tous les domaines d'études et de formation et à toutes les régions du Manitoba.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	473	473
		2) Autres dépenses	117	117
		Sous-total b)	590	590
	c)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	320	320
		2) Autres dépenses	147	147
		Sous-total c)	467	467
	d)	Éducation internationale		
		1) Salaires et avantages sociaux	178	174
		2) Autres dépenses	154	158
		Sous-total d)	332	332
	e)	Administration et finances	750	750
44.2	2.	Soutien aux collèges et aux universités	589 784	555 600
		Orientation et soutien financier des universités et des collèges.		
		<i>Conseil de l'enseignement postsecondaire</i> : planifie et coordonne le développement d'un système d'éducation postsecondaire qui favorise l'excellence et l'accès à l'éducation; aide à la coordination et à l'intégration des services et des établissements; étudie et évalue les programmes et services offerts au niveau postsecondaire; encourage la responsabilité financière.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44), suite

Subventions de fonctionnement aux universités : soutien financier aux universités de Brandon, du Manitoba et de Winnipeg, au Collège universitaire de Saint-Boniface, au Collège universitaire du Nord, à la Canadian Mennonite University, au Providence College and Seminary, au William and Catherine Booth University College et au Steinbach Bible College.

Fonds des initiatives stratégiques en éducation postsecondaire : financement d'initiatives visant l'élaboration de nouveaux programmes dans les universités; subventions d'incitation à la réorganisation des systèmes.

Subventions aux collèges : soutien financier au Collège communautaire Assiniboine, au Collège Red River et à l'École technique et professionnelle.

Initiative d'expansion des collèges : aide financière au Collège communautaire Assiniboine, au Collège Red River, au Collège universitaire du Nord et à l'École technique et professionnelle afin de permettre plus de choix et d'accroître leur capacité et les possibilités qu'ils offrent, particulièrement dans les secteurs d'une importance stratégique pour le marché du travail ou dans lesquels il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée; d'augmenter les taux de persévérance scolaire et d'obtention de diplôme des étudiants; et d'établir des liens plus solides entre les établissements d'enseignement.

Programme Accès : aide financière aux établissements postsecondaires pour des programmes spécialisés à l'intention de personnes pour lesquelles l'accès à une éducation postsecondaire a longtemps connu des obstacles.

Aide à l'enseignement postsecondaire et à la formation professionnelle : aide financière pour soutenir les accords de formation interprovinciaux.

Stevenson Aviation Centre : dispense des programmes de formation en aéronautique et en aérospatiale reconnus à l'échelle nationale, afin de répondre aux besoins en matière de compétences et de ressources humaines. Des employés du ministère sont détachés auprès du Collège Red River afin d'assumer la gestion des opérations et des programmes de formation du centre.

a)	Conseil de l'enseignement postsecondaire		
	1) Salaires et avantages sociaux	1 086	1 060
	2) Autres dépenses	323	349
	Sous-total a)	1 409	1 409
b)	Subventions de fonctionnement aux universités	442 712	417 353
c)	Fonds des initiatives stratégiques en éducation postsecondaire	500	500
d)	Subventions aux collèges	87 092	85 387
e)	Initiative d'expansion des collèges	42 060	39 852
f)	Programme Accès	9 881	9 354
g)	Aide à l'enseignement postsecondaire et à la formation professionnelle	6 130	5 645
h)	Stevenson Aviation Centre		
	1) Salaires et avantages sociaux	1 719	1 719
	2) Moins : Somme récupérable du Collège Red River	(1 719)	(1 719)
	Sous-total h)	-	-
i)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	-	(3 900)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44), suite				
44.3	3.	Aide aux étudiants du Manitoba	35 514	33 972
		Aide financière complémentaire visant à offrir plus d'options aux étudiants dont les finances limitent les choix éducationnels et qui risqueraient autrement de ne pas pouvoir faire d'études postsecondaires.		
		L'Aide aux étudiants du Manitoba offre un guichet unique de services. Elle administre les prêts, y compris l'évaluation, le versement, le remboursement et le recouvrement, et gère le Programme d'aide au remboursement. Elle finance et administre également le portefeuille de prêts aux étudiants.		
		En plus d'administrer les prêts canadiens aux étudiants et les prêts étudiants du gouvernement du Manitoba, l'Aide aux étudiants du Manitoba assume la gestion de l'aide financière provinciale, y compris des programmes de remise des dettes, destinés aux étudiants postsecondaires dont : le Fonds de bourses du Manitoba, l'Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba, le Programme d'aide financière aux étudiants et résidents en médecine, le programme manitobain de bourses d'études supérieures, les bourses Accès, les bourses du Prince de Galles et de la Princesse Anne, et le Programme de bourses d'études pour les Autochtones. L'Aide aux étudiants du Manitoba détermine également l'admissibilité au Programme canadien de subventions aux étudiants et aux bourses de transition, deux programmes financés par le gouvernement fédéral.		
		Grâce au Fonds des perspectives d'avenir (inclus dans le Fonds de bourses du Manitoba), l'Aide aux étudiants du Manitoba, en partenariat avec Vie saine, Jeunesse et Aînés Manitoba, gère des projets qui permettent d'offrir, dans les écoles publiques, des programmes d'intervention précoce aux élèves à risque et à faible revenu pour leur faciliter l'accès à l'éducation postsecondaire.		
		Par l'intermédiaire de la Section de l'administration des établissements d'enseignement professionnel privés, l'Aide aux étudiants fournit des directives aux gestionnaires de ces établissements pour assurer le respect de la <i>Loi sur les établissements d'enseignement professionnel privés</i> et des règlements du Manitoba, et pour assurer que ces établissements répondent aux critères de désignation aux fins de l'Aide aux étudiants.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	3 736	3 711
	b)	Autres dépenses	1 337	1 112
	c)	Bourses et fonds du Manitoba		
	1)	Fonds de bourses du Manitoba	14 260	11 260
	2)	Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba	4 875	4 875
	3)	Programme d'aide financière aux étudiants et résidents en médecine	4 221	3 721
	4)	Programme manitobain de bourses d'études supérieures	2 250	2 000
	5)	Prêts et bourses	2 731	2 731
	6)	Bourses d'études aux étudiants autochtones en médecine	168	126
		Sous-total c)	28 505	24 713
	d)	Subventions et fonds du Canada		
	1)	Fonds canadien des bourses d'études du millénaire	30	30
	2)	Subventions canadiennes pour études	1 000	1 000
	3)	Bourse de transition	2 300	4 300
		Sous-total d)	3 330	5 330
	e)	Administration des prêts étudiants	2 827	2 827
	f)	Moins : Somme récupérable de Santé	(4 221)	(3 721)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44), suite				
44.4	4.	Apprentissage et alphabétisation des adultes	21 197	20 785
		Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie provinciale visant l'alphabétisation des adultes. Financement et soutien d'organismes offrant des programmes d'alphabétisation sans frais aux adultes qui veulent améliorer leurs capacités de lecture et d'écriture afin d'atteindre leurs objectifs d'emploi ou de formation, ou leurs objectifs personnels. Enregistrement et financement des centres d'apprentissage pour adultes pour qu'ils puissent offrir gratuitement des cours d'appoint et des cours menant à des crédits d'études secondaires et permettant d'obtenir un diplôme d'études secondaires et d'accéder à des possibilités d'emploi et d'études postsecondaires. Administration du test d'évaluation en éducation générale afin d'offrir aux adultes du Manitoba l'équivalence d'études secondaires.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	975	965
	b)	Autres dépenses	362	372
	c)	Centres d'apprentissage pour adultes	17 766	17 354
	d)	Alphabétisation des adultes	2 506 (1)	2 506
	e)	Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail	(412)	(412)
44.5	5.	Subventions en capital	11 571 (2)	13 196
	a)	Universités	9 754	11 379
	b)	Collèges	1 817	1 817
44.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	995	589
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	590	130
	b)	Frais d'intérêts	405	459
Total de la Partie A - Fonctionnement			661 237	626 318
Partie B - Investissements en immobilisations				
44.7	44.	Immobilisations	1 132	6 162
		Remplacement du système d'information du Programme d'aide aux étudiants du Manitoba.		
	a)	Actif général	1 132	6 162

1. Le montant total autorisé pour l'alphabétisation des adultes s'élève à 2 806 \$, soit 2 506 \$ inclus dans le ministère de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation et 300 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes.

2. Des fonds supplémentaires sont prévus dans la *Loi d'emprunt* annuelle.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	2 879	(0,2)	2 884
2. Politique et agroenvironnement	14 339	16,1	12 351
3. Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu	148 199	8,4	136 678
4. Développement et innovation de l'industrie agricole	18 964	(1,6)	19 279
5. Développement rural et agroalimentaire	43 410	-	43 393
6. Coûts liés aux immobilisations	508	2,2	497
Total de la Partie A - Fonctionnement	228 299	6,1	215 082
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	213 942	5,7	202 437
Subventions en capital	13 849	14,0	12 148
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	508	2,2	497
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	228 299	6,1	215 082
Partie B - Investissements en immobilisations			
3. Immobilisations			
Actif général	250	-	250
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	250	-	250

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	215 518
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(427)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	215 082

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite

Partie A - Fonctionnement

3.1	1.	Administration et finances	2 879	2 884
		Haute direction, planification stratégique et contrôle des politiques et programmes du ministère. Fournit des services ministériels, y compris des services de gestion financière et administrative, de comptabilité, de contrôle financier et des services relatifs à l'obligation redditionnelle.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	609	608
	2)	Autres dépenses	66	66
	3)	Analyse de la politique	46	46
		Sous-total b)	721	720
	c)	Direction générale de la planification stratégique		
	1)	Salaires et avantages sociaux	518	494
	2)	Autres dépenses	143	147
		Sous-total c)	661	641
	d)	Services administratifs et financiers		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 075	1 105
	2)	Autres dépenses	385	381
		Sous-total d)	1 460	1 486
3.2	2.	Politique et agroenvironnement	14 339	12 351
		Coordonne l'élaboration des programmes et de la politique à long terme du ministère. Effectue des recherches et des analyses et fournit au personnel du ministère, au public et à l'industrie des statistiques sur l'agriculture et l'alimentation et des renseignements sur l'industrie. Offre au ministère des services consultatifs spécialisés, un service central de soutien et un leadership dans le domaine de la gestion du savoir. Fournit un service de soutien et des fonds pour l'administration de divers conseils et commissions. Offre des conseils, un soutien professionnel et des programmes dans les domaines suivants : la durabilité sur le plan environnemental et l'aménagement du territoire, y compris la gestion des terres domaniales destinées à l'exploitation agricole.		
	a)	Analyse des politiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 518	1 411
	2)	Autres dépenses	334	325
		Sous-total a)	1 852	1 736

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite				
	b)	Gestion du savoir		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 425	1 278
		2) Autres dépenses	264	271
		Sous-total b)	1 689	1 549
	c)	Conseils, commissions et législation		
		1) Salaires et avantages sociaux	506	553
		2) Autres dépenses	203	204
		Sous-total c)	709	757
	d)	Agroenvironnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 117	1 978
		2) Autres dépenses	1 154	1 168
		3) Programme d'aide financière à la gestion des déjections animales	8 025	6 324
		Sous-total d)	11 296	9 470
	e)	Aménagement du territoire		
		1) Salaires et avantages sociaux	878	913
		2) Autres dépenses	834	845
		Sous-total e)	1 712	1 758
	f)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(2 919)	(2 919)
3.3	3.	Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu . .	148 199	136 678
		<i>Société des services agricoles du Manitoba</i> : offre divers programmes, y compris des programmes de prêts directs et de garanties d'emprunt, et des programmes d'assurance-récolte, d'indemnisation des dommages causés par la faune et d'aide spéciale. Ces programmes répondent aux besoins de financement des agriculteurs et permettent de limiter les conséquences des pertes de production sur leurs revenus.		
		<i>Stabilisation du revenu agricole</i> : verse la contribution du Manitoba dans le cadre de programmes de stabilisation, en vue d'aider les agriculteurs qui subissent une diminution de revenu à gérer leur exploitation agricole.		
		<i>Aide au développement de l'industrie alimentaire</i> : offre une aide à l'industrie alimentaire du Manitoba et encourage le développement et les investissements durables.		
		<i>Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles</i> : couvre les remboursements de la taxe scolaire appliquée aux terres agricoles.		
	a)	Société des services agricoles du Manitoba		
		1) Administration	10 655	10 423
		2) Programme Agri-protection	50 351	43 485
		3) Indemnisation des dommages causés par la faune	1 477	1 041
		4) Frais nets d'intérêts, provisions pour prêts et mesures incitatives	412	822
		Sous-total a)	62 895	55 771

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite				
	b)	Stabilisation du revenu agricole	50 518	48 296
	c)	Aide au développement de l'industrie alimentaire	559	670
	d)	Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles	35 515	33 474
	e)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(1 288)	(1 533)
3.4	4.	Développement et innovation de l'industrie agricole Offre un soutien technique, un leadership, des services spécialisés et des renseignements au personnel, aux producteurs et à l'industrie afin de favoriser le développement de l'industrie agroalimentaire et de l'économie rurale du Manitoba. Encourage l'acquisition et l'amélioration de connaissances de pointe dans des domaines spécialisés. Fournit des conseils sur la lutte contre les maladies du bétail et les maladies qui touchent les cultures, et sur leur prévention. Administre divers laboratoires et programmes, y compris les laboratoires de diagnostic vétérinaire et de diagnostic des maladies des cultures. Offre des conseils, un soutien professionnel et des programmes dans les domaines suivants : l'agronomie, la production animale, la protection des animaux, la médecine vétérinaire, la salubrité des aliments, la diversification, la recherche, l'innovation et l'adaptation. Fournit un service de liaison et de coordination de la recherche effectuée en collaboration avec les organismes de recherche agroalimentaire provinciaux et fédéraux. <i>Initiative de développement durable de l'agriculture</i> : fournit des fonds et un soutien aux organismes provinciaux et locaux afin d'encourager l'adoption de pratiques agricoles durables.	18 964	19 279
	a)	Élevage du bétail		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 761	4 963
		2) Autres dépenses	1 771	1 789
		3) Subventions	675	675
		Sous-total a)	7 207	7 427
	b)	Bureau du vétérinaire en chef et Centre de compétence pour la salubrité des aliments		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 427	2 470
		2) Autres dépenses	2 278	2 256
		Sous-total b)	4 705	4 726
	c)	Cultures		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 361	2 431
		2) Autres dépenses	696	696
		Sous-total c)	3 057	3 127

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite				
	d)	Innovation et adaptation de l'industrie agroalimentaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 382	1 391
	2)	Autres dépenses	328	323
	3)	Subventions	1 465	1 465
		Sous-total d)	3 175	3 179
	e)	Initiative de développement durable de l'agriculture	1 000	1 000
	f)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(180)	(180)
3.5	5.	Développement rural et agroalimentaire	43 410	43 393
		Prestation directe et soutien de programmes en collaboration avec les intervenants pour améliorer la viabilité des exploitations familiales et de l'industrie agricole, et pour bâtir des communautés rurales dynamiques. Offre des services de vulgarisation grâce aux centres Profitons des possibilités de croissance et un leadership technique grâce aux centres de compétence et à un organisme de service spécial. Fournit à l'industrie agroalimentaire des conseils spécialisés dans la production agricole, les pratiques de gestion durable, la salubrité des aliments à la ferme, la gestion d'entreprises agricoles et rurales, le développement économique et communautaire dans les régions rurales, le développement agricole pour les Autochtones, l'agrotourisme, le développement du leadership et des jeunes, la transformation des aliments, la commercialisation et le marketing des produits alimentaires. Fournit une orientation et des ressources spécialisées pour soutenir les initiatives menant à la viabilité des collectivités, à la création d'emplois et à l'investissement de nouveaux capitaux. Offre une aide financière et un soutien professionnel à des projets économiquement viables en partenariat avec les collectivités, les administrations municipales, les organismes de développement communautaire locaux et régionaux, les responsables des chaînes de valeur, les entreprises et les organismes pour jeunes.		
	a)	Centres Profitons des possibilités de croissance		
	1)	Salaires et avantages sociaux	10 809	10 816
	2)	Autres dépenses	3 754	3 722
		Sous-total a)	14 563	14 538
	b)	Développement économique et rural		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 894	1 925
	2)	Autres dépenses	835	851
	3)	Subventions	866	1 116
		Sous-total b)	3 595	3 892

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite				
	c)	Centre de développement de produits alimentaires	2 245 (1)	2 245
	d)	Commercialisation et marketing de produits alimentaires		
	1)	Salaires et avantages sociaux	782	750
	2)	Autres dépenses	493	486
		Sous-total d)	1 275	1 236
	e)	Subventions de développement de l'infrastructure	1 015	1 015
	f)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(2 258)	(2 508)
	g)	Initiatives de développement économique rural	22 975	22 975
3.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	508	497
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	421	407
	b)	Frais d'intérêts	87	90
		Total de la Partie A - Fonctionnement	228 299	215 082

Partie B - Investissements en immobilisations

3.7	3.	Immobilisations	250	250
		Acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	250	250

1. Le Centre de développement de produits alimentaires est un organisme de service spécial pour lequel le ministère prévoit une aide de fonctionnement dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Commission de la fonction publique.	21 615	-	21 615
2. Coûts liés aux immobilisations	41	-	41
Total de la Partie A - Fonctionnement	21 656	-	21 656
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	21 615	-	21 615
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	41	-	41
Infrastructure.	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	21 656	-	21 656

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011.	20 480
Transfert de fonctions venant de :	
- Services à la famille et Consommation	74
- Justice	296
Transfert de crédits venant de :	
- Logement et Développement communautaire	505
- Infrastructure et Transports	124
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	350
Transfert de crédits allant à :	
- Affaires autochtones et du Nord	(3)
- Conservation	(34)
- Innovation, Énergie et Mines	(130)
- Gestion des ressources hydriques.	(6)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	21 656

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite

Partie A - Fonctionnement

17.1	1.	Commission de la fonction publique	21 615	21 615
		<i>Haute direction</i> : offre des services d'orientation de la gestion et de coordination des programmes de la Commission; conseille le gouvernement sur les questions relatives aux ressources humaines; fournit des services de conseils, de consultation et d'administration au Conseil de la Commission de la fonction publique. À titre d'organisme quasi judiciaire, le Conseil de la Commission de la fonction publique reçoit les appels en vertu de la <i>Loi sur la fonction publique</i> , de divers règlements et des conventions collectives, et il conseille le ministre en ce qui concerne la gestion des ressources humaines.		
		<i>Gestion générale des ressources humaines</i> : planification, gestion et contrôle de la politique et des programmes du ministère, y compris la gestion financière et administrative, la fonction de contrôle et les technologies de l'information.		
		<i>Services intégrés de ressources humaines</i> : offre à l'ensemble des ministères des services liés aux ressources humaines, aux salaires et aux avantages sociaux.		
		<i>Équité, perfectionnement professionnel et formation en stages</i> : permet au gouvernement d'assurer le recrutement et le perfectionnement du personnel conformément aux besoins organisationnels et aux politiques d'emploi, dont celles favorisant un effectif représentatif.		
		<i>Programme d'aide aux employés</i> : chargé de voir à ce que les employés qui demandent eux-mêmes de l'aide parce qu'ils éprouvent divers problèmes personnels et interpersonnels ayant des effets négatifs sur leur vie familiale et professionnelle reçoivent toute l'aide qu'il leur faut. Le Programme y parvient au moyen de services de counselling et d'interventions qui répondent aux problèmes touchant le rendement au travail et le bien-être des employés.		
		<i>Organisme de perfectionnement et de formation</i> : chargé de la formation du personnel et des services de développement organisationnel pour l'ensemble des ministères et d'autres clients du secteur public.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	424	423
		2) Autres dépenses	86	86
		Sous-total a)	510	509
	b)	Gestion générale des ressources humaines		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 982	1 964
		2) Autres dépenses	1 121	1 121
			3 103	3 085
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(277)	(277)
		Sous-total b)	2 826	2 808

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
	c)	Services intégrés de ressources humaines		
	1)	Salaires et avantages sociaux	13 616	13 647
	2)	Autres dépenses	2 045	2 045
			15 661	15 692
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(346)	(346)
		Sous-total c)	15 315	15 346
	d)	Équité, perfectionnement professionnel et formation en stages	2 209	2 209
	e)	Programme d'aide aux employés		
	1)	Salaires et avantages sociaux	722	709
	2)	Autres dépenses	188	188
			910	897
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(155)	(154)
		Sous-total e)	755	743
	f)	Organisme de perfectionnement et de formation	-	-
17.2	2.	Coûts liés aux immobilisations	41	41
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
		Total de la Partie A - Fonctionnement	21 656	21 656

1. L'Organisme de perfectionnement et de formation est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
CONSERVATION (12)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	10 471	0,8	10 387
2. Services régionaux et parcs	65 555	5,3	62 276
3. Programmes de conservation	28 016	(1,3)	28 390
4. Changement climatique et protection de l'environnement	11 600	(0,4)	11 651
5. Projets mineurs se rapportant aux immobilisations	2 111	-	2 111
6. Coûts liés aux immobilisations	8 829	16,0	7 608
Total de la Partie A - Fonctionnement	126 582	3,4	122 423
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	117 753	2,6	114 815
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	2 108	19,0	1 772
Infrastructure	6 721	15,2	5 836
Total de la Partie A - Fonctionnement	126 582	3,4	122 423
Partie B - Investissements en immobilisations			
12. Immobilisations			
Actif général	9 873	s.o.	800
Infrastructure	16 757	-	16 757
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	26 630	51,7	17 557

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	123 246
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de crédits venant de :	
- Commission de la fonction publique	34
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(848)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	<u>122 423</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CONSERVATION (12), suite				
Partie A - Fonctionnement				
12.1	1.	Administration et finances	10 471	10 387
		Haute direction et services à l'ensemble du ministère : services financiers, technologies de l'information, bibliothèque et autre soutien administratif.		
		Veille à l'élaboration de lois et de règlements, de lignes directrices, de plans et de programmes visant la protection et la gestion durables des ressources et de l'environnement du Manitoba. Assure l'entretien de rapports suivis avec les autres gouvernements.		
		<i>Commission de protection de l'environnement</i> : évalue les répercussions environnementales des projets de développement, fait des recommandations et donne des conseils à ce sujet; enquête à l'échelle du Manitoba sur toute question importante se rapportant à l'environnement; entreprend, au besoin, des activités éducatives destinées au grand public.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	675	694
		2) Autres dépenses	179	179
		Sous-total b)	854	873
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 078	3 164
		2) Autres dépenses	1 534	1 475
		Sous-total c)	4 612	4 639
	d)	Politiques du ministère		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 476	1 254
		2) Autres dépenses	213	213
		3) Subventions	145	145
			1 834	1 612
	4)	Moins : Somme récupérable du Fonds des innovations de développement durable	(60)	(60)
		Sous-total d)	1 774	1 552
	e)	Initiative des zones protégées		
		1) Salaires et avantages sociaux	280	279
		2) Autres dépenses	79	79
		3) Subventions	260	340
		Sous-total e)	619	698
	f)	Relations avec la communauté autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	609	623
		2) Autres dépenses	250	250
		Sous-total f)	859	873

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CONSERVATION (12), suite				
	g)	Wabanong Nakaygum Okimawin	826	826
	h)	Politique gouvernementale des terres domaniales		
		1) Salaires et avantages sociaux	224	224
		2) Autres dépenses	18	18
		Sous-total h)	242	242
	i)	Commission de protection de l'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	311	310
		2) Autres dépenses	337	337
		Sous-total i)	648	647
12.2	2.	Services régionaux et parcs	65 555	62 276
		À l'échelle communautaire, coordination et intégration des programmes et services liés aux parcs, à l'environnement et à la conservation; mise en application des lois et des règlements. Programmes d'intervention d'urgence en cas d'incendie de forêt.		
	a)	Services de soutien régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 330	2 277
		2) Autres dépenses	1 250	1 250
		Sous-total a)	3 580	3 527
	b)	Région du Nord-Ouest		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 862	1 939
		2) Autres dépenses	753	753
		Sous-total b)	2 615	2 692
	c)	Région du Nord-Est		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 147	2 077
		2) Autres dépenses	1 237	1 237
		Sous-total c)	3 384	3 314
	d)	Région du Centre		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 420	3 403
		2) Autres dépenses	1 352	1 332
		Sous-total d)	4 772	4 735
	e)	Région de l'Est		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 291	3 258
		2) Autres dépenses	949	920
		Sous-total e)	4 240	4 178

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CONSERVATION (12), suite				
	f)	Région de l'Ouest		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 186	3 117
		2) Autres dépenses	1 287	1 229
		Sous-total f)	4 473	4 346
	g)	Parcs et réserves naturelles		
		1) Salaires et avantages sociaux	16 113	15 539
		2) Autres dépenses	8 844	7 819
		3) Subventions	472	472
			25 429	23 830
		4) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(472)	(472)
		Sous-total g)	24 957	23 358
	h)	Programme de prévention des incendies et d'intervention d'urgence		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 693	6 699
		2) Autres dépenses	11 341	9 927
			18 034	16 626
		3) Moins : Somme récupérable d'Urgences diverses	(500)	(500)
		Sous-total h)	17 534	16 126
12.3	3.	Programmes de conservation	28 016	28 390
		Gestion stratégique des ressources naturelles du Manitoba (parcs, terres, forêts et faune) conformément aux principes du développement durable.		
		<i>Organismes de service spécial</i> : Manitoba vert – Solutions écologiques et pépinière forestière Pineland.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	148	148
		2) Autres dépenses	272	272
		Sous-total a)	420	420
	b)	Forêts		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 474	5 580
		2) Autres dépenses	4 781	5 236
		3) Subventions	23	23
		4) Plants pour la régénération forestière	901	901
			11 179	11 740
		5) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(978)	(978)
		Sous-total b)	10 201	10 762

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CONSERVATION (12), suite				
	c)	Protection de la faune et des écosystèmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 413	3 277
		2) Autres dépenses	1 521	1 306
		3) Subventions	959	959
		4) Entente Canada-Manitoba sur la prévention des dommages causés aux récoltes par la sauvagine	354	354
			6 247	5 896
		5) Moins : Somme récupérable du Fonds des innovations de développement durable	(314)	(314)
		Sous-total c)	5 933	5 582
	d)	Fonds de mise en valeur du milieu écologique	50	50
	e)	Fonds spécial de conservation et d'aide aux espèces en voie de disparition	125	125
	f)	Projet de mise en valeur de la faune	409	219
	g)	Terres		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 741	1 752
		2) Autres dépenses	4 154	4 154
		Sous-total g)	5 895	5 906
	h)	Prévention de la pollution		
		1) Salaires et avantages sociaux	354	347
		2) Autres dépenses	97	97
		Sous-total h)	451	444
	i)	GeoManitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 142	3 139
		2) Autres dépenses	1 285	1 285
			4 427	4 424
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 621)	(1 621)
		Sous-total i)	2 806	2 803
	j)	Institut international du développement durable	1 126	1 126
	k)	Moins : Somme récupérable du Fonds des innovations de développement durable	(1 126)	(1 126)
	l)	Manitoba vert – Solutions écologiques	1 726 (1)	2 079
	m)	Pépinière forestière Pineland	- (2)	-

1. Manitoba vert – Solutions écologiques est un organisme de service spécial pour lequel le ministère prévoit une aide de fonctionnement dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).
2. La pépinière forestière Pineland est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CONSERVATION (12), suite				
12.4	4.	Changement climatique et protection de l'environnement	11 600	11 651
		Élabore et coordonne la mise en œuvre des programmes provinciaux ayant trait au changement climatique; veille à l'évaluation des répercussions environnementales des projets de développement. Programmes d'intervention d'urgence en cas d'urgences environnementales.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	307	315
		2) Autres dépenses	55	55
		Sous-total a)	362	370
	b)	Services environnementaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 077	2 029
		2) Autres dépenses	1 287	1 287
		Sous-total b)	3 364	3 316
	c)	Opérations environnementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 593	3 637
		2) Autres dépenses	1 203	1 203
		Sous-total c)	4 796	4 840
	d)	Direction des évaluations environnementales et des licences		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 448	1 452
		2) Autres dépenses	287	287
		Sous-total d)	1 735	1 739
	e)	Section de la qualité de l'air		
		1) Salaires et avantages sociaux	309	304
		2) Autres dépenses	69	69
		Sous-total e)	378	373
	f)	Initiatives relatives au changement climatique		
		1) Salaires et avantages sociaux	490	538
		2) Autres dépenses	461	461
		3) Subventions	14	14
		Sous-total f)	965	1 013
12.5	5.	Projets mineurs se rapportant aux immobilisations.	2 111	2 111
		Achat de matériel, rénovation et mise en valeur des parcs et des emplacements de camping, ainsi que des installations d'interprétation en vue de la préservation des marais du patrimoine.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CONSERVATION (12), suite				
12.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	8 829	7 608
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	1 383	1 355
		2) Frais d'intérêts	725	417
		Sous-total a)	2 108	1 772
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	3 039	2 926
		2) Frais d'intérêts	3 682	2 910
		Sous-total b)	6 721	5 836
		Total de la Partie A - Fonctionnement	126 582	122 423

Partie B - Investissements en immobilisations

12.7	12.	Immobilisations	26 630	17 557
		<i>Actif général</i> : Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologies de l'information, acquisition de matériel et Centre international de conservation des ours polaires.		
		<i>Infrastructure</i> : Construction liée à l'infrastructure des parcs, à l'amélioration des emplacements de camping et à l'aménagement de lotissements pour chalets.		
	a)	Actif général	9 873	800
	b)	Infrastructure		
		1) Projets d'infrastructure des parcs	10 992	8 372
		2) Amélioration des emplacements de camping	3 265	7 385
		3) Aménagement de lotissements pour chalets	2 500	1 000
		Sous-total b)	16 757	16 757

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	2 440	0,9	2 419
2. Programmes	48 059	0,9	47 617
3. Documentation et information	11 851	0,2	11 827
4. Coûts liés aux immobilisations	1 750	30,1	1 345
Total de la Partie A - Fonctionnement	64 100	1,4	63 208

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	62 016	0,8	61 529
Subventions en capital	334	-	334
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 750	30,1	1 345
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	64 100	1,4	63 208

Partie B - Investissements en immobilisations

14. Immobilisations			
Actif général	110	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	110	-	-

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	63 359
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de crédits venant de :	
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	253
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(395)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	63 208

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
Partie A - Fonctionnement				
14.1	1.	Administration et finances	2 440	2 419
		Planification, gestion et contrôle de la politique et des programmes du ministère, y compris la planification financière et les services de comptabilité centrale, d'administration des subventions et de technologie de l'information.		
		<i>Commission de classification cinématographique du Manitoba : renseignements à la population sur les films et vidéos offerts au Manitoba.</i>		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	578	578
		2) Autres dépenses	48	48
		Sous-total b)	626	626
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 013	949
		2) Autres dépenses	330	328
		Sous-total c)	1 343	1 277
	d)	Commission de classification cinématographique du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	206	250
		2) Autres dépenses	228	229
		Sous-total d)	434	479
14.2	2.	Programmes	48 059	47 617
		Offre de l'aide financière et des services de consultation à des organismes du Manitoba dans le but de favoriser les arts et le patrimoine communautaires, et de soutenir les services de bibliothèques; régleme la protection et la préservation d'éléments significatifs du patrimoine du Manitoba; aide les organismes créés par une loi à promouvoir l'industrie culturelle et artistique. Veille à ce que les priorités et les activités du gouvernement soient conformes aux dispositions de la <i>Loi sur le multiculturalisme au Manitoba</i> . Établit des partenariats avec les communautés ethnoculturelles. Favorise le développement, la croissance et la diversité de l'industrie touristique au Manitoba en collaboration avec l'organisme d'État Voyage Manitoba.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	536	536
		2) Autres dépenses	62	132
		Sous-total a)	598	668
	b)	Subventions aux organismes culturels	9 737	9 693

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
	c)	Conseil des Arts du Manitoba		
		1) Subventions	9 620	9 613
		2) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement urbain	(875)	(875)
		Sous-total c)	8 745	8 738
	d)	Conseil consultatif chargé des subventions destinées au patrimoine	411	411
	e)	Direction des arts		
		1) Salaires et avantages sociaux	695	695
		2) Autres dépenses	165	165
		3) Développement de l'enregistrement cinématographique et sonore	4 383	4 133
		4) Subventions	3 935	3 785
		Sous-total e)	9 178	8 778
	f)	Direction des services de bibliothèques publiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	925	925
		2) Autres dépenses	696	689
		3) Subventions	5 493	5 415
		Sous-total f)	7 114	7 029
	g)	Ressources historiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 330	1 330
		2) Autres dépenses	387	392
		3) Subventions	1 254	1 254
		Sous-total g)	2 971	2 976
	h)	Multiculturalisme		
		1) Salaires et avantages sociaux	290	290
		2) Autres dépenses	109	109
		3) Subventions	409	391
		Sous-total h)	808	790
	i)	Voyage Manitoba		
		1) Subventions	7 613	7 602
		2) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique urbain et rural	(500)	(500)
		Sous-total i)	7 113	7 102
	j)	Secrétariat du tourisme		
		1) Salaires et avantages sociaux	402	450
		2) Autres dépenses	337	353
		3) Subventions	645	629
		Sous-total j)	1 384	1 432

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
14.3	3.	Documentation et information	11 851	11 827
		Fournit au public et au gouvernement des services de communication et d'information. Les Services de communication du Manitoba sont chargés des fonctions suivantes : les communications à l'échelle du gouvernement; l'achat de services de publicité, d'impression et de création; la communication de l'information aux médias; la gestion du contenu de sites Internet; le Service de renseignements au public; la vente et la distribution des publications officielles. Les Services provinciaux sont chargés de ce qui suit : la traduction et l'interprétation pour le gouvernement; les Archives du Manitoba, y compris le service de gestion des documents officiels; la coordination centrale et le soutien de la politique en ce qui concerne l'accès à l'information et la protection de la vie privée; la Bibliothèque de l'Assemblée législative.		
	a)	Services de communication du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 006	3 978
		2) Autres dépenses	1 160	1 165
		3) Publicité du secteur public	1 966	1 966
			7 132	7 109
		4) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 725)	(2 725)
		Sous-total a)	4 407	4 384
	b)	Service de traduction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 627	1 627
		2) Autres dépenses	624	623
			2 251	2 250
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(235)	(235)
		Sous-total b)	2 016	2 015
	c)	Archives du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 819	2 819
		2) Autres dépenses	1 896	1 868
			4 715	4 687
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(703)	(675)
		Sous-total c)	4 012	4 012
	d)	Bibliothèque de l'Assemblée législative		
		1) Salaires et avantages sociaux	868	868
		2) Autres dépenses	548	548
		Sous-total d)	1 416	1 416

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
14.4	4.	Coûts liés aux immobilisations	1 750	1 345
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	967	595
	b)	Frais d'intérêts	783	750
		Total de la Partie A - Fonctionnement	64 100	63 208

Partie B - Investissements en immobilisations

14.5	14.	Immobilisations.....	110	-
		Élaboration ou amélioration des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	110	-

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
ÉDUCATION (16)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	1 894	(0,6)	1 906
2. Programmes scolaires	25 977	(0,3)	26 050
3. Bureau de l'éducation française	9 745	0,3	9 714
4. Aide fiscale relative à l'éducation	288 819	6,8	270 428
5. Soutien aux écoles	1 211 443	5,4	1 149 404
6. Financement des immobilisations	48 181	2,3	47 112
7. Coûts liés aux immobilisations	159	(1,2)	161
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 586 218	5,4	1 504 775
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	1 537 878	5,5	1 457 502
Subventions en capital	48 181	2,3	47 112
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	159	(1,2)	161
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 586 218	5,4	1 504 775
Partie B - Investissements en immobilisations			
16. Immobilisations			
Actif général	27	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	27	-	-

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	1 506 799
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de fonctions allant à :	
- Services à la famille et Consommation	(100)
Transfert de crédits venant de :	
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	5
Transfert de crédits allant à :	
- Vie saine, Jeunesse et Aînés	(80)
- Innovation, Énergie et Mines	(1 840)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	1 504 775

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
Partie A - Fonctionnement				
16.1	1.	Administration et finances	1 894	1 906
		Planification, haute direction et soutien administratif pour les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes dans les domaines du contrôle central, des services financiers et administratifs, et des services des systèmes et de la technologie.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	579	578
		2) Autres dépenses	112	112
		Sous-total b)	691	690
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	927	925
		2) Autres dépenses	326	335
		Sous-total c)	1 253	1 260
	d)	Services des systèmes et de la technologie		
		1) Salaires et avantages sociaux	245	245
		2) Autres dépenses	238	244
		Sous-total d)	483	489
	e)	Moins : Somme récupérable de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation	(570)	(570)
16.2	2.	Programmes scolaires	25 977	26 050
		Leadership, coordination et soutien des systèmes d'éducation manitobains, soit l'éducation des jeunes enfants et l'éducation de la maternelle à la 12 ^e année.		
		<i>Manitoba School for the Deaf</i> : programmes en American Sign Language, de la maternelle à la 12 ^e année, pour les élèves sourds et malentendants.		
		<i>Enseignement, programmes d'études et évaluation</i> : leadership, élaboration de documents, soutien et formation professionnelle en ce qui concerne les programmes d'études et les programmes d'évaluation de la maternelle à la 12 ^e année, pour assurer à tous les élèves une éducation pertinente, intéressante et de haute qualité. Soutien de l'éducation et de l'apprentissage des jeunes enfants au Manitoba en vue de resserrer le lien entre l'apprentissage des jeunes enfants et le système scolaire de la maternelle à la 12 ^e année. Soutien des initiatives gouvernementales dans des secteurs prioritaires tels que l'enseignement dans les régions rurales et du Nord et dans les collectivités à faible revenu, l'éducation des Autochtones et le développement durable. Offre de cours imprimés d'enseignement à distance et coordination de la prestation de cours sur le Web pour assurer à tous les apprenants l'accès à un éventail de possibilités d'éducation. Appui à la transition efficace des jeunes tout au long du parcours de la maternelle à la 12 ^e année, et entre la fin des études secondaires et l'entrée sur le marché du travail ou le début d'études postsecondaires. Contrôle des subventions et soutien aux écoles dans les domaines des premiers apprentissages en mathématiques, de l'intervention précoce en alphabétisation, de la réussite scolaire chez les élèves autochtones et de l'enseignement technique et professionnel.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
<i>Programmes et services de soutien aux élèves : services de consultation et offre de possibilités de perfectionnement professionnel, à l'intention des éducateurs et des spécialistes scolaires, en vue d'appuyer le développement d'environnements d'apprentissage efficaces et l'amélioration des résultats d'apprentissage pour les enfants et les jeunes, surtout ceux ayant des besoins particuliers, qui étudient de la maternelle à la 12^e année. Soutien direct à l'enseignement pour les élèves atteints de déficiences sensorielles. Services de consultation additionnels dans le domaine des services aux élèves pour les divisions scolaires des régions rurales et du nord du Manitoba. Coordination interministérielle des services aux enfants et aux jeunes ayant des besoins spéciaux. Administration des ententes de prestation de services conclues avec les établissements qui ne font pas partie du système d'écoles publiques. Collaboration avec les divisions scolaires, les organismes éducationnels et communautaires, et les groupes de parents en vue de mettre en œuvre divers services et programmes, dont la planification des écoles et des divisions scolaires. Collaboration avec Enfants en santé Manitoba, le système de justice pour la jeunesse et d'autres fournisseurs de services pour offrir des programmes et des soutiens qui favorisent le bien-être des enfants et des jeunes du Manitoba.</i>				
<i>Ressources éducatives : appui aux éducateurs par la production et la diffusion de ressources éducatives imprimées et non imprimées, y compris des programmes d'études provinciaux et des cours d'apprentissage à distance, ainsi que des documents en braille et des documents sonores pour les élèves aveugles et malvoyants. Collaboration avec les divisions scolaires, les établissements d'enseignement postsecondaire et les organisations internationales afin de mettre en œuvre toute une gamme de services pour les élèves ayant une déficience visuelle. Accès des enseignants et des éducateurs aux programmes d'études et aux ressources d'apprentissage alignées par l'intermédiaire de la Bibliothèque des ressources pédagogiques. Coordination du site Web de la maternelle à la 12^e année.</i>				
a)		Administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	313	313
	2)	Autres dépenses	70	72
		Sous-total a)	383	385
b)		Manitoba School for the Deaf		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 474	3 463
	2)	Autres dépenses	383	383
		Sous-total b)	3 857	3 846
c)		Enseignement, programmes d'études et évaluation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	7 329	7 317
	2)	Autres dépenses	3 972	4 041
	3)	Aide	453	453
		Sous-total c)	11 754	11 811
d)		Programmes et services de soutien aux élèves		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 325	3 316
	2)	Autres dépenses	1 418	1 430
	3)	Aide	80	80
		Sous-total d)	4 823	4 826

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
	e)	Ressources éducatives		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 940	3 919
		2) Autres dépenses	1 220	1 263
		Sous-total e)	5 160	5 182
	f)	Centre des manuels scolaires du Manitoba	-	-
16.3	3.	Bureau de l'éducation française	9 745	9 714
		Élaboration, recommandation et administration de politiques et de programmes se rapportant à l'enseignement en français. Services aux élèves, au personnel enseignant et aux divisions scolaires offrant des programmes français et des programmes d'immersion française, ainsi que des cours de français de base. Élaboration et mise en œuvre de cadres de programmes d'études ainsi que de documents et de documentation d'appui pour la série Foundation for Implementation. Élaboration et administration des évaluations et des tests basés sur les normes de la Province. Services de bibliothèque et de production médiatique. Communication avec les intervenants dans le domaine de l'éducation, dont les éducateurs et les parents. Gestion d'ententes et de programmes intergouvernementaux, y compris l'Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la deuxième langue officielle. Leadership et soutien en ce qui concerne la programmation éducative, de la maternelle à la 12 ^e année, telle qu'elle s'applique à l'enseignement en français au Manitoba.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	184	184
		2) Autres dépenses	21	22
		Sous-total a)	205	206
	b)	Développement et implantation des programmes d'études		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 371	1 367
		2) Autres dépenses	439	425
		Sous-total b)	1 810	1 792
	c)	Services de soutien en éducation		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 339	1 333
		2) Autres dépenses	261	268
		Sous-total c)	1 600	1 601

1. Le Centre des manuels scolaires du Manitoba est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
	d)	Programmes de langues officielles et services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	986	981
		2) Autres dépenses	863	867
		3) Aide	3 416	3 416
		Sous-total d)	5 265	5 264
	e)	Services de bibliothèque et de production de documents		
		1) Salaires et avantages sociaux	600	595
		2) Autres dépenses	265	256
		Sous-total e)	865	851
16.4	4.	Aide fiscale relative à l'éducation	288 819	270 428
		Financement du crédit d'impôt foncier en matière d'éducation et de l'aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires, afin de réduire l'impact des impôts fonciers liés à l'éducation.		
	a)	Crédit d'impôt foncier pour l'éducation	287 296	268 751
	b)	Aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires	1 523	1 677
16.5	5.	Soutien aux écoles	1 211 443	1 149 404
		Programmes et services facilitant le financement et l'administration des établissements d'enseignement de la maternelle à la 12 ^e année.		
		<i>Financement des écoles</i> : assure l'élaboration et l'administration du Programme de financement des écoles, ainsi que l'observation de l'obligation de rendre compte dans le cadre du programme; subventions aux écoles indépendantes et aux organisations éducationnelles. Orientation de la politique financière des divisions scolaires et soutien administratif de ces dernières. Maintien du Système comptable FRAME (rapports financiers et comptabilité - Éducation Manitoba). Financement des activités d'évaluation foncière menées par le ministère des Administrations locales.		
		<i>Services d'administration scolaire</i> : veille au maintien d'un cadre efficace de lois, de règlements et de politiques pour l'enseignement élémentaire et secondaire; atteste les compétences du personnel enseignant des écoles manitobaines. Recueille et conserve les notes des élèves du secondaire. Veille au maintien d'un système de transport sécuritaire des élèves. Veille à ce que les écoles indépendantes respectent les exigences en matière d'administration et de programmes scolaires et à ce que l'enseignement à domicile réponde aux normes éducatives de base. Assure la liaison avec les divisions scolaires et les communautés huttérites pour les questions relatives à l'éducation des élèves huttérites. Coordonne l'étude et la révision des lois et des règlements et assure la communication à ce sujet. Soutien un réseau de recherche en éducation à l'échelle provinciale. Offre des services de soutien aux conseils et commissions réglementaires et non réglementaires. Offre et coordonne des services de traduction et de langue française aux ministères de l'Éducation et de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
<i>Réseau informatique scolaire</i> : tient, à l'échelle du ministère, une base de données concernant l'éducation de la maternelle à la 12 ^e année, contenant notamment des renseignements sur l'évolution et la performance des élèves, sur les notes des élèves du secondaire et sur les brevets des enseignants.				
<i>Direction générale de l'éducation des Autochtones</i> : établit la politique, coordonne la recherche et élabore une stratégie pour l'éducation et la formation professionnelle des Autochtones. Coordonne le Plan d'action sur l'éducation et l'emploi chez les Autochtones du Manitoba et veille à ce que les systèmes d'éducation et de formation professionnelle du Manitoba répondent aux besoins des Autochtones.				
<i>Subventions aux écoles</i> : verse la part du financement que le gouvernement doit accorder aux écoles publiques conformément au Programme de financement des écoles, et finance d'autres services liés directement aux écoles publiques, y compris les charges relatives à l'intérêt sur les débiteures et les frais de fonctionnement de la Commission des finances des écoles publiques. Accorde des subventions aux écoles indépendantes de manière à ce que le gouvernement s'acquitte de ses obligations en la matière, et verse aux écoles publiques des subventions générales de soutien.				
<i>Autres subventions</i> : verse des subventions à diverses organisations éducationnelles.				
<i>Caisse de retraite des enseignants</i> : finance la part de l'employeur pour les cotisations à l'égard du service actuel et la répartition des frais d'intérêts liés aux emprunts visant à capitaliser partiellement l'obligation non réglée.				
a)		Financement des écoles		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 070	1 070
	2)	Autres dépenses	143	150
	3)	Évaluation foncière	3 035	2 994
		Sous-total a)	4 248	4 214
b)		Services d'administration scolaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 104	2 104
	2)	Autres dépenses	691	699
		Sous-total b)	2 795	2 803
c)		Réseau informatique scolaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	95	95
	2)	Autres dépenses	186	186
		Sous-total c)	281	281
d)		Direction générale de l'éducation des Autochtones		
	1)	Salaires et avantages sociaux	721	721
	2)	Autres dépenses	653	572
		Sous-total d)	1 374	1 293

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
	e)	Subventions aux écoles		
	1)	Subventions de fonctionnement	1 022 356	967 295
	2)	Subventions générales de soutien	30 300	28 999
		Sous-total e)	1 052 656	996 294
	f)	Autres subventions	2 865	2 865
	g)	Caisse de retraite des enseignants	147 404	141 834
	h)	Moins : Somme récupérable de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation	(180)	(180)
16.6	6.	Financement des immobilisations Poste prévoyant les subventions d'immobilisations accordées aux divisions scolaires.	48 181	47 112
16.7	7.	Coûts liés aux immobilisations Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.	159	161
	a)	Amortissement	141	140
	b)	Frais d'intérêts	18	21
		Total de la Partie A - Fonctionnement	1 586 218	1 504 775
Partie B - Investissements en immobilisations				
16.8	16.	Immobilisations Acquisition de matériel.	27	-
	a)	Actif général	27	-

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6)

Partie A - Fonctionnement

1. Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	15 817	(12,4)	18 060
Total de la Partie A - Fonctionnement	15 817	(12,4)	18 060

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	15 817	(12,4)	18 060
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	15 817	(12,4)	18 060

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	18 060
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	18 060

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite				
Partie A - Fonctionnement				
6.1	1.	Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	15 817	18 060
		Paiements divers relatifs à la fonction publique, y compris la part de l'employeur pour les cotisations à l'égard du service actuel, les indemnités de cessation d'emploi et les autres paiements du gouvernement en tant qu'employeur.		
	a)	Régime de retraite de la fonction publique		
		1) Coûts liés aux pensions	60 156	69 850
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(53 236) (1)	(62 071)
		Sous-total a)	6 920	7 779
	b)	Autres avantages salariaux	8 882	10 266
	c)	Commission des accidents du travail		
		1) Évaluations - accidents des employés du gouvernement	6 525	5 704
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(6 510) (1)	(5 689)
		Sous-total c)	15	15
		Sous-total a) à c)	15 817	18 060
	d)	Régime de pensions du Canada	35 311	33 775
	e)	Régime d'assurance-emploi	17 007	15 892
	f)	Assurance-vie collective de la fonction publique	2 225	2 220
	g)	Régime d'assurance dentaire	8 543	8 494
	h)	Régime de soins de la vue	1 199	1 200
	i)	Programme de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance	3 581	3 533
	j)	Régime d'assurance prévoyant le transport par ambulance et l'hospitalisation dans une chambre à deux lits	220	216
	k)	Régime d'assurance-invalidité de longue durée	5 398	5 387
	l)	Impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire	21 069	21 274
	m)	Compte gestion-santé	3 022	2 624
		Sous-total d) à m)	97 575	94 615
	n)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(97 575) (1)	(94 615)
		Total de la Partie A - Fonctionnement	15 817	18 060

1. Le coût de ces paiements est récupéré des postes de salaire des ministères.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	3 869	-	3 869
2. Services d'aide à l'entreprise	12 898	1,5	12 705
3. Compétences sur le marché du travail	110 260	9,6	100 580
4. Développement économique et communautaire	2 217	-	2 217
5. Relations internationales et commerce	3 456	(7,2)	3 726
6. Coûts liés aux immobilisations	1 867	21,3	1 539
Total de la Partie A - Fonctionnement	134 567	8,0	124 636

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	132 700	7,8	123 097
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 867	21,3	1 539
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	134 567	8,0	124 636

Partie B - Investissements en immobilisations

10. Immobilisations			
Actif général	2 829	(10,1)	3 146
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	2 829	(10,1)	3 146

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	144 598
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert du pouvoir de recouvrement venant de :	
- Services à la famille et Consommation	(2 281)
Transfert de crédits venant de :	
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	76
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(565)
- Crédits d'autorisation - Mise en œuvre de certaines ententes - Stimulation économique	(17 183)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	124 636

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
Partie A - Fonctionnement				
10.1		1. Administration et finances	3 869	3 869
		<i>Services administratifs et financiers</i> : planification et gestion par la haute direction des politiques et des programmes du ministère. Services centralisés de gestion financière et administrative et de gestion des systèmes et de la technologie pour le ministère de l'Entrepreneuriat, de la Formation professionnelle et du Commerce et celui de l'Innovation, de l'Énergie et des Mines.		
		<i>Politique, planification et coordination</i> : soutien et analyse, à l'échelle ministérielle et interministérielle, de la politique relative au marché du travail, au commerce et au développement économique. Coordination et soutien de la planification stratégique et commerciale du ministère, production d'analyses et de renseignements relatifs au marché du travail afin de faciliter les liens entre le milieu de l'éducation, les employeurs et les particuliers sur le marché du travail.		
		<i>Bureau des statistiques du Manitoba</i> : coordination des statistiques provinciales dans les secteurs de l'économie et de la main-d'œuvre afin de répondre aux besoins des nouvelles directives et des nouveaux programmes du gouvernement et de ses organismes d'État.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	562	562
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	635	635
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	984	984
		2) Autres dépenses	384	384
			1 368	1 368
		3) Moins : Somme récupérable d'Innovation, Énergie et Mines	(150)	(150)
		Sous-total c)	1 218	1 218
	d)	Politique, planification et coordination		
		1) Salaires et avantages sociaux	783	783
		2) Autres dépenses	237	237
		Sous-total d)	1 020	1 020
	e)	Bureau des statistiques du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	818	818
		2) Autres dépenses	201	201
			1 019	1 019
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(60)	(60)
		Sous-total e)	959	959

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
10.2	2.	Services d'aide à l'entreprise	12 898	12 705
		<i>Développement de l'industrie</i> : facilite l'accès aux capitaux de création ou d'expansion des entreprises; aide et soutien aux projets de développement économique dans le but d'améliorer la situation économique et environnementale du Manitoba.		
		<i>Services d'experts-conseils et d'aide au marketing</i> : services d'aide au développement commercial et d'experts-conseils offerts aux entreprises des secteurs de la fabrication, de la transformation et des services. Favorisent les possibilités de développement économique en s'appuyant sur les avantages naturels et les capacités industrielles diversifiées du Manitoba. Le groupe d'aide au marketing coordonne les activités de communication et de commercialisation, la promotion du commerce et des investissements et la préparation d'information sur les marchés et d'autres renseignements.		
		<i>Développement des petites entreprises</i> : élaboration, coordination et mise en œuvre d'une gamme de services et de programmes visant à favoriser la croissance de la petite entreprise et, de façon générale, le secteur de l'entrepreneuriat.		
		<i>Immigration des investisseurs et des entrepreneurs</i> : attire des investissements et fait venir des gens d'affaires au Manitoba grâce à des initiatives générales de promotion des affaires et de recrutement d'entrepreneurs.		
		<i>Initiatives de compétitivité</i> : lance, coordonne et exécute des initiatives afin d'améliorer la prestation de services gouvernementaux aux entreprises, dans le cadre de la Stratégie de développement économique du secteur manufacturier du Manitoba et d'autres initiatives visant à stimuler la productivité et la compétitivité des entreprises au Manitoba.		
		<i>Entente de partenariat économique</i> : contribution à l'Entente de partenariat Canada-Manitoba pour le développement économique, dont le but est de favoriser la croissance économique de la province par des investissements stratégiques.		
	a)	Développement de l'industrie		
	1)	Services financiers		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 137	1 137
	b)	Autres dépenses	333	333
	c)	Aide financière aux entreprises	13 525	14 698
			14 995	16 168
	d)	Moins : Récupération des intérêts - Aide financière aux entreprises	(8 810)	(8 810)
		Sous-total 1)	6 185	7 358
	2)	Aide à la commercialisation destinée aux entreprises	4 075	-
		Sous-total a)	10 260	7 358

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
	b)	Services d'experts-conseils et d'aide au marketing		
		1) Salaires et avantages sociaux	845	845
		2) Autres dépenses	331	331
		Sous-total b)	<u>1 176</u>	<u>1 176</u>
	c)	Développement des petites entreprises		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 261	1 261
		2) Autres dépenses	652	652
		3) Subventions	60	60
		Sous-total c)	<u>1 973</u>	<u>1 973</u>
	d)	Immigration des investisseurs et des entrepreneurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	318	318
		2) Autres dépenses	69	69
		Sous-total d)	<u>387</u>	<u>387</u>
	e)	Initiatives de compétitivité		
		1) Salaires et avantages sociaux	348	348
		2) Autres dépenses	99	99
		Sous-total e)	<u>447</u>	<u>447</u>
	f)	Entente de partenariat économique	1 287 (1)	1 364
	g)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 632)	-
10.3	3.	Compétences sur le marché du travail.	<u>110 260</u>	<u>100 580</u>

La Division des compétences sur le marché du travail est responsable de la programmation liée au marché du travail pour le gouvernement provincial. Elle conçoit et met en œuvre une vaste gamme de programmes et de services liés au marché du travail et collabore avec les particuliers, les employeurs et les communautés pour aider à développer et à appliquer les aptitudes nécessaires. Les programmes et les services sont offerts par trois entités : Perfectionnement de la main-d'œuvre dans l'industrie, Apprentissage Manitoba et Emploi Manitoba.

Bureau du directeur général principal : direction, coordination et intégration stratégiques en matière de responsabilité financière, de politique et d'utilisation des ressources financières pour les programmes de la Division des compétences sur le marché du travail.

1. Le montant total autorisé pour cette entente s'élève à 6 432 \$, soit 1 287 \$ inclus dans le ministère de l'Entrepreneuriat, de la Formation professionnelle et du Commerce, et 5 145 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite

Perfectionnement de la main-d'œuvre dans l'industrie : établit des partenariats avec le secteur industriel afin de définir les besoins de ressources humaines et de formation, et d'élaborer les stratégies y répondant; collabore avec les entreprises pour générer des fonds et accroître les investissements dans la formation à l'échelle de l'industrie afin d'appuyer la compétitivité et la croissance dans les secteurs stratégiques de l'économie provinciale; coordonne les initiatives visant à appuyer le perfectionnement de la main-d'œuvre au sein des petites et moyennes entreprises; en collaboration avec les entreprises et les syndicats, élabore et coordonne des projets de formation en milieu de travail sur les compétences essentielles et des projets de reconnaissance de l'apprentissage préalable dans l'industrie, et en partage les coûts.

Apprentissage Manitoba : de concert avec l'industrie, détermine quels métiers seront désignés; s'occupe de l'inscription des apprentis et élabore la réglementation relative aux métiers; établit des normes de formation et d'obtention d'un certificat à l'égard d'un métier qui répondent aux exigences provinciales et interprovinciales en matière de reconnaissances professionnelles; crée des partenariats avec des fournisseurs de services de formation afin de mettre en œuvre et de fournir des programmes de formation; octroie les certificats et gère les dossiers des apprentis et des ouvriers qualifiés. Dans le cadre de l'Initiative en matière d'enseignement technique et professionnel, offre à la population manitobaine un éventail complet de possibilités de formation technique et professionnelle et de perfectionnement des compétences qui sont accessibles à tous, intégrées aux différents niveaux d'enseignement et axées sur les besoins du marché du travail.

Emploi Manitoba : en fonction des tendances du marché du travail au Manitoba et par des partenariats avec des intervenants de la communauté, offre directement des programmes, des services et des ressources visant à aider les particuliers intéressés à définir leurs objectifs d'emploi et à les réaliser.

Entente Canada-Manitoba sur le développement du marché du travail : en vertu d'une entente entre le gouvernement fédéral et la Province, aide les personnes au chômage bénéficiaires de l'assurance-emploi à se préparer au marché du travail, à obtenir un emploi et à le conserver en offrant divers services, y compris l'appui à la formation professionnelle. L'Entente vise aussi à appuyer – y compris par l'apport de fonds – l'établissement de partenariats avec les employeurs, tant individuels que regroupés au sein d'associations de membres de l'industrie, dans le but de répondre aux exigences actuelles et futures du marché du travail et de la main-d'œuvre.

Fonds d'investissement dans l'industrie et la main-d'œuvre : donne aux entreprises du Manitoba l'occasion de former une main-d'œuvre hautement qualifiée en appuyant des investissements stratégiques qui enrichiront le bassin de ressources humaines de la province, notamment grâce à l'accroissement des conseils sectoriels.

Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail : en vertu d'une entente entre le gouvernement fédéral et la Province, le Canada accorde un financement afin d'appuyer des programmes et des services qui répondent aux priorités et aux objectifs immédiats et émergents du marché du travail. L'Entente vise principalement les aides et les services d'emploi et de formation pour les personnes aux compétences relativement faibles.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
	a)	Bureau du directeur général principal		
		1) Salaires et avantages sociaux	348	348
		2) Autres dépenses	265	265
		Sous-total a)	613	613
	b)	Perfectionnement de la main-d'œuvre dans l'industrie		
		1) Salaires et avantages sociaux	792	792
		2) Autres dépenses	132	132
		3) Soutien à la formation	1 825	1 825
		Sous-total b)	2 749	2 749
	c)	Apprentissage Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 108	4 108
		2) Autres dépenses	1 870	2 130
		3) Soutien à la formation	14 154	9 995
			20 132	16 233
		4) Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le développement du marché du travail	(2 237)	(2 497)
		Sous-total c)	17 895	13 736
	d)	Emploi Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 000	6 000
		2) Autres dépenses	2 485	2 485
		3) Soutien à la formation	9 494	7 865
			17 979	16 350
		4) Moins : Somme récupérable de Services à la famille et Consommation	(300)	(300)
		Sous-total d)	17 679	16 050
	e)	Entente Canada-Manitoba sur le développement du marché du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 233	7 233
		2) Autres dépenses	989	989
		3) Soutien à la formation	44 818	45 868
		Sous-total e)	53 040	54 090
	f)	Fonds d'investissement dans l'industrie et la main-d'œuvre	2 600	2 600
	g)	Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	893	893
		2) Autres dépenses	543	543
		3) Soutien à la formation	21 674	16 732
		Sous-total g)	23 110	18 168
	h)	Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail	(7 426)	(7 426)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
10.4	4.	Développement économique et communautaire	2 217	2 217
		<i>Secrétariat du Comité du Cabinet chargé du développement économique et communautaire</i> : service d'analyse et de soutien administratif au comité du Cabinet qui supervise et coordonne les initiatives du gouvernement relatives au développement économique et communautaire de la province.		
		<i>Conseil consultatif économique du premier ministre</i> : services consultatifs et de soutien à la mise au point continue de la stratégie économique du Manitoba, y compris en cernant les priorités, en demandant l'avis des communautés et en participant à l'élaboration de lignes directrices et de recommandations.		
	a)	Secrétariat du Comité du Cabinet chargé du développement économique et communautaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 469	1 469
		2) Autres dépenses	332	332
		Sous-total a)	1 801	1 801
	b)	Conseil consultatif économique du premier ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	194	194
		2) Autres dépenses	222	222
		Sous-total b)	416	416
10.5	5.	Relations internationales et commerce	3 456	3 726
		Soutien aux entreprises pour qu'elles développent leurs capacités d'exportation et diversifient leurs activités sur les marchés internationaux. Promotion des possibilités d'investissement à l'étranger afin d'augmenter les investissements et les possibilités d'emploi au Manitoba.		
		Coordination d'une approche globale pour promouvoir les intérêts du Manitoba à l'échelle internationale, notamment en ce qui concerne la participation au développement international et le service protocolaire de la Province.		
	a)	Relations internationales		
		1) Salaires et avantages sociaux	867	867
		2) Autres dépenses	440	440
		Sous-total a)	1 307	1 307
	b)	Direction générale du commerce du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 805	1 805
		2) Autres dépenses	1 344	1 614
			3 149	3 419
	3)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement urbain	(1 000)	(1 000)
		Sous-total b)	2 149	2 419

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
10.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	1 867	1 539
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	1 173	1 050
	b)	Frais d'intérêts	694	489
Total de la Partie A - Fonctionnement			134 567	124 636

Partie B - Investissements en immobilisations

10.7	10.	Immobilisations	2 829	3 146
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Actif général	2 829	3 146

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	10 539	-	10 539
2. Consommation et corporations	12 157	0,9	12 051
3. Programmes de soutien des personnes handicapées et Aide à l'emploi et au revenu	850 597	5,9	803 461
4. Services à l'enfant et à la famille	383 958	9,1	352 008
5. Prestation de services dans les communautés	127 095	-	127 095
6. Coûts liés aux immobilisations	4 071	(6,8)	4 366
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 388 417	6,0	1 309 520
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	1 381 515	6,1	1 302 323
Subventions en capital	2 831	-	2 831
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	4 071	(6,8)	4 366
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 388 417	6,0	1 309 520
Partie B - Investissements en immobilisations			
9. Immobilisations			
Actif général	415	(70,5)	1 409
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	415	(70,5)	1 409

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9), suite

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	1 305 442
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de fonctions venant de :	
- Éducation	100
Transfert de fonctions allant à :	
- Commission de la fonction publique	(74)
Transfert du pouvoir de recouvrement allant à :	
- Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	412
- Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	2 281
- Vie saine, Jeunesse et Aînés	3 850
Transfert de crédits allant à :	
- Logement et Développement communautaire	(328)
- Innovation, Énergie et Mines	(2 154)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	1 309 520

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9), suite

Partie A - Fonctionnement

9.1	1.	Administration et finances	10 539	10 539
		Haute direction, orientation de la politique et des programmes, bureau central de contrôle financier, services financiers, développement et soutien des technologies de l'information, obligation redditionnelle et soutien des organismes, et soutien administratif général du ministère.		
		<i>Commission d'appel des services sociaux</i> : audition des appels des Manitobains et Manitobaines en matière de programmes d'aide financière, d'autres programmes et services, et de délivrance de licences aux garderies et aux établissements de soins en résidence.		
		<i>Régie des services publics</i> : représentation de l'intérêt du public dans la réglementation de tarifs justes et raisonnables, y compris l'établissement des tarifs pour le gaz et l'électricité, l'eau et les égouts (sauf pour la Ville de Winnipeg), et l'assurance automobile obligatoire de base. Supervision de la sécurité des gazoducs. Délivrance de permis aux cimetières et crématoriums privés et aux fournisseurs d'arrangements préalables de services de pompes funèbres, ainsi qu'aux courtiers de gaz naturel travaillant au Manitoba, et vérification. Établissement des frais maximaux pouvant être exigés pour l'encaissement de certains chèques du gouvernement. Examen des tarifs exigés par les prêteurs et présentation de recommandations au gouvernement sur ces tarifs. Audition d'appels de décisions du Conseil routier, de questions liées à l'interruption du service de gaz naturel et aux litiges de permis relatifs aux demandeurs d'exploitation de centres téléphoniques 911. Autorisation de certains exploitants de transports publics et approbation d'ententes connexes avec la Ville de Winnipeg.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	689	689
		2) Autres dépenses	62	62
		Sous-total b)	751	751
	c)	Commission d'appel des services sociaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	365	365
		2) Autres dépenses	83	83
		Sous-total c)	448	448
	d)	Régie des services publics		
		1) Salaires et avantages sociaux	681	681
		2) Autres dépenses	667	667
		Sous-total d)	1 348	1 348

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9), suite				
	e)	Politique et planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 179	1 179
		2) Autres dépenses	158	158
		Sous-total e)	1 337	1 337
	f)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 897	1 897
		2) Autres dépenses	383	383
		Sous-total f)	2 280	2 280
	g)	Innovation, information et technologie		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 034	1 034
		2) Autres dépenses	1 790	1 790
		Sous-total g)	2 824	2 824
	h)	Section de l'obligation redditionnelle et du soutien des organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 147	1 147
		2) Autres dépenses	367	367
		Sous-total h)	1 514	1 514
9.2	2.	Consommation et corporations	12 157	12 051
		Facilite la résolution des conflits entre consommateurs et entreprises, ainsi qu'entre locataires et locateurs et coopératives et membres. Un bureau de conseillers vient en aide aux personnes qui interjettent appel des décisions rendues par la Société d'assurance publique du Manitoba en matière d'indemnisation des accidents de la route, et la Commission d'appel des accidents de la route entend ces appels. Veille à l'application des lois et des règlements qui touchent la protection du consommateur, y compris la délivrance de licences aux prêteurs, aux démarcheurs et aux agents de recouvrement. Veille à l'application des lois et des règlements qui touchent la constitution en corporation et l'enregistrement des entreprises, y compris les coopératives et les credit unions, délivre des permis de fonctionnement aux corporations de fiducie et aux corporations de prêt, et délivre des permis aux compagnies et aux particuliers qui vendent des contrats d'assurance. Maintient les registres d'état civil et les registres des droits sur des biens réels et personnels.		
	a)	Administration et recherche		
		1) Salaires et avantages sociaux	486	486
		2) Autres dépenses	219	219
		Sous-total a)	705	705
	b)	Office de la protection du consommateur		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 345	1 345
		2) Autres dépenses	246	246
		3) Subventions	150	150
		Sous-total b)	1 741	1 741

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9), suite				
	c)	Direction de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 294	4 294
		2) Autres dépenses	991	991
		Sous-total c)	5 285	5 285
	d)	Direction de la réglementation des institutions financières		
		1) Salaires et avantages sociaux	749	749
		2) Autres dépenses	216	216
		Sous-total d)	965	965
	e)	Bureau des conseillers des demandeurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	805	805
		2) Autres dépenses	270	270
		Sous-total e)	1 075	1 075
	f)	Commission d'appel des accidents de la route		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 007	917
		2) Autres dépenses	311	295
		Sous-total f)	1 318	1 212
	g)	Commission de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	863	863
		2) Autres dépenses	205	205
		Sous-total g)	1 068	1 068
	h)	Bureau de l'état civil	-	-
	i)	Office d'enregistrement des titres et des instruments	-	-
	j)	Office des compagnies	-	-
9.3	3.	Programmes de soutien des personnes handicapées et Aide à l'emploi et au revenu	850 597	803 461
		<i>Initiatives stratégiques et soutien des programmes</i> : gestion centralisée des programmes, coordination et soutien des politiques, gestion financière, élaboration des politiques et des initiatives stratégiques, recherche, conception et mise au point de projets pilotes et d'initiatives stratégiques. Soutien et mise en œuvre de systèmes d'information pour les programmes de soutien des personnes handicapées.		

1. Le Bureau de l'état civil, l'Office d'enregistrement des titres et des instruments et l'Office des compagnies sont des organismes de service spécial pour lesquels aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9), suite

Programmes de soutien des personnes handicapées : élaboration de programmes et de politiques; gestion financière et surveillance des programmes d'aide à la vie en société pour les adultes ayant une déficience mentale ainsi que pour les enfants handicapés et leur famille. Prestation des services appropriés aux particuliers et aux familles au moyen d'un cadre d'assurance de la qualité.

Services d'intégration communautaire des personnes handicapées : gamme de services de jour, de services en résidence et de services de soutien fournissant aux adultes ayant une déficience mentale la possibilité de vivre en société et de participer à la vie de la communauté.

Services aux enfants handicapés : aide aux familles dont les enfants ont une déficience développementale ou physique en fournissant des services et des soutiens additionnels dont elles pourraient avoir besoin pour élever leurs enfants à la maison et renforcer la capacité d'adaptation familiale.

Soutien de l'emploi et du revenu : leadership, orientation, élaboration de programmes et de politiques, gestion financière, mesures législatives et normes, et soutien des systèmes d'information pour les programmes provinciaux d'aide à l'emploi et au revenu, de soutien à l'éducation et à la formation professionnelle et de supplément du revenu. Coordination de programmes qui permettent à leurs participants de chercher et d'obtenir un emploi rémunérateur, par l'offre d'une gamme de services de formation, d'éducation et de soutien.

Aide à l'emploi et au revenu : prestations d'aide au revenu pour les Manitobains et Manitobaines à faible revenu.

Services de santé : soutien et services essentiels en matière de médicaments, de soins dentaires et de soins optiques pour les bénéficiaires de l'aide à l'emploi et au revenu ainsi que les enfants pris en charge.

Aide au revenu pour les personnes handicapées : aide financière supplémentaire aux adultes handicapés bénéficiant de l'aide à l'emploi et au revenu, pour les dépenses liées à la vie en société.

Emploi *Habilités* : prestation d'une gamme de services de formation professionnelle, d'éducation et de soutien, y compris le programme Supported Employment, permettant aux adultes handicapés admissibles de chercher et d'obtenir un emploi rémunérateur.

Programme 55 ans et plus : supplément de revenu trimestriel aux personnes à faible revenu âgées de 55 ans et plus.

Promotion de l'autonomie : appui des partenariats qui favorisent les occasions d'emploi pour les prestataires de l'aide au revenu. Amélioration des compétences et de l'employabilité, diminution des obstacles à l'emploi et orientation vers des possibilités de formation et d'emploi.

Prestation manitobaine pour enfants : supplément de revenu mensuel aux familles à faible revenu ayant charge d'enfants.

Aide au loyer : allocation mensuelle aux Manitobains et Manitobaines à faible revenu qui habitent un logement locatif privé et paient des coûts d'habitation.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9), suite				
<i>Bureau du commissaire aux personnes vulnérables : veille à l'application des dispositions concernant la subrogation prévues par la Loi sur les personnes vulnérables ayant une déficience mentale.</i>				
<i>Apprentissage et garde des jeunes enfants : orientation des politiques, de l'administration et des programmes en ce qui concerne les établissements autorisés à titre de garderies en résidence et de centres d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Administration d'un programme d'allocations, administration de subventions de fonctionnement, d'équipement et de formation pour les établissements admissibles, et soutien aux établissements qui fournissent des soins aux enfants ayant des besoins spéciaux.</i>				
	a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 731	1 731
		2) Autres dépenses	2 683	2 683
		Sous-total a)	4 414	4 414
	b)	Programmes de soutien des personnes handicapées		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 109	1 109
		2) Autres dépenses	301	301
		3) Services d'intégration communautaire des personnes handicapées	248 955	229 044
		4) Services aux enfants handicapés	26 439	26 122
		Sous-total b)	276 804	256 576
	c)	Soutien de l'emploi et du revenu		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 233	2 233
		2) Autres dépenses	619	619
		3) Aide à l'emploi et au revenu	306 761	293 466
		4) Services de santé	62 304	61 209
		5) Aide au revenu pour les personnes handicapées	24 386	24 386
		6) Emploi/Habilités	9 576	9 655
		7) Programme 55 ans et plus	5 382	5 382
		8) Promotion de l'autonomie	5 104	5 093
		9) Prestation manitobaine pour enfants	5 154	5 154
		10) Aide au loyer	11 951	11 951
			433 470	419 148
	11)	Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail	(2 831)	(3 581)
		Sous-total c)	430 639	415 567
	d)	Bureau du commissaire aux personnes vulnérables		
		1) Salaires et avantages sociaux	411	411
		2) Autres dépenses	112	112
		Sous-total d)	523	523

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9), suite				
	e)	Apprentissage et garde des jeunes enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 997	1 815
		2) Autres dépenses	1 122	854
		3) Aide financière et subventions	135 098	123 712
		Sous-total e)	138 217	126 381
9.4	4.	Services à l'enfant et à la famille	383 958	352 008
		<i>Initiatives stratégiques et soutien des programmes</i> : soutien à la gestion conjointe des initiatives stratégiques de la division et des directions concernées; coordination et collaboration interministérielles, extra-ministérielles et intersectorielles; planification, soutien des politiques, modèles de financement, obligation redditionnelle et gestion financière, et services législatifs de la division.		
		<i>Services de protection des enfants</i> : en vertu de la <i>Loi sur les services à l'enfant et à la famille</i> , de la <i>Loi sur les régies de services à l'enfant et à la famille</i> et de la <i>Loi sur l'adoption</i> , coordination d'une gamme complète de services à l'enfant et à la famille partout dans la province. Orientation et soutien des politiques des quatre régies de services à l'enfant et à la famille qui gèrent la prestation de services de protection de l'enfance par l'intermédiaire des offices qu'elles ont autorisés. Aide financière et orientation de l'administration et des programmes pour les fournisseurs de soins en résidence et pour une gamme d'organismes communautaires qui offrent des services aux enfants et aux familles à risque.		
		<i>Prévention de la violence familiale</i> : orientation des politiques et des programmes et financement des services spécialisés destinés aux femmes, à leurs enfants et aux hommes partout dans la province.		
	a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 743	1 743
		2) Autres dépenses	1 041	1 041
		3) Initiative de protection de l'enfance pour les Autochtones	484	484
		Sous-total a)	3 268	3 268
	b)	Services de protection des enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 112	4 112
		2) Autres dépenses	2 139	2 139
		3) Régies et entretien des enfants	360 407	328 614
		4) Fonds d'innovations pour les familles - Offices autorisés	933	932
		Sous-total b)	367 591	335 797

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9), suite				
	c)	Prévention de la violence familiale		
		1) Salaires et avantages sociaux	637	637
		2) Autres dépenses	93	93
		3) Organismes externes	12 369	12 213
		Sous-total c)	13 099	12 943
9.5	5.	Prestation de services dans les communautés	127 095	127 095
		Prestation d'une vaste gamme de services sociaux et de programmes d'aide financière pour les Manitobains et Manitobaines dans la province.		
		<i>Aide à la prestation de services</i> : conseils spécialisés sur les programmes et soutien de la direction et du personnel chargés de la prestation des services dans les directions suivantes : Services ruraux et du Nord, Services à Winnipeg et Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg.		
		<i>Services ruraux et du Nord</i> : prestation des services sociaux offerts par le ministère, des services d'aide au revenu et des services à l'enfant et à la famille pour les Manitobains et Manitobaines admissibles dans les régions rurales et du Nord.		
		<i>Services à Winnipeg</i> : prestation des services sociaux offerts par le ministère et des services d'aide au revenu pour les Manitobains et Manitobaines admissibles à Winnipeg en coopération avec l'Office régional de la santé de Winnipeg.		
		<i>Services provinciaux</i> : administration des prestations de supplément au revenu, des allocations pour la garde d'enfants et des allocations-logement pour les Manitobains et Manitobaines admissibles, ainsi que des prestations pour des services de santé à l'intention des bénéficiaires de l'aide à l'emploi et au revenu et des enfants pris en charge.		
		<i>Centre manitobain de développement</i> : soins à long terme centrés sur les pensionnaires de l'établissement et programmes de développement à l'intention des adultes ayant une déficience mentale.		
		<i>Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg</i> : en vertu de la <i>Loi sur les services à l'enfant et à la famille</i> et de la <i>Loi sur l'adoption</i> , prestation d'une gamme complète de services de protection des enfants et de services de soutien aux familles à Winnipeg.		
	a)	Aide à la prestation de services		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 647	2 647
		2) Autres dépenses	4 479	4 479
		Sous-total a)	7 126	7 126
	b)	Services ruraux et du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	24 621	24 621
		2) Autres dépenses	3 878	3 878
		Sous-total b)	28 499	28 499

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET CONSOMMATION (9), suite				
	c)	Services à Winnipeg		
		1) Salaires et avantages sociaux	33 687	33 687
		2) Autres dépenses	4 122	4 122
		Sous-total c)	37 809	37 809
	d)	Services provinciaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 604	2 604
		2) Autres dépenses	627	627
		Sous-total d)	3 231	3 231
	e)	Centre manitobain de développement		
		1) Salaires et avantages sociaux	29 424	29 424
		2) Autres dépenses	2 835	2 835
			32 259	32 259
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(172)	(172)
		Sous-total e)	32 087	32 087
	f)	Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg		
		1) Salaires et avantages sociaux	16 553	16 553
		2) Autres dépenses	1 790	1 790
		Sous-total f)	18 343	18 343
9.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	4 071	4 366
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	3 124	3 304
	b)	Frais d'intérêts	947	1 062
		Total de la Partie A - Fonctionnement	1 388 417	1 309 520

Partie B - Investissements en immobilisations

9.7	9.	Immobilisations	415	1 409
		Élaboration ou amélioration des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	415	1 409

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
FINANCES (7)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	2 605	(4,5)	2 728
2. Trésorerie	2 167	1,9	2 126
3. Contrôleur	5 986	0,6	5 948
4. Taxes et impôts	17 127	-	17 121
5. Recherches fiscales, économiques et intergouvernementales	4 456	(0,2)	4 466
6. Assurance et gestion des risques	474	-	474
7. Secrétariat du Conseil du Trésor	8 067	2,0	7 909
8. Coûts liés aux immobilisations	3 153	(3,4)	3 263
9. Paiement net des crédits d'impôt	42 558	(3,3)	44 012
10. Dette publique (crédits législatifs)	257 785	(3,0)	265 785
Total de la Partie A - Fonctionnement	344 378	(2,7)	353 832
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	83 440	(1,6)	84 784
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	3 153	(3,4)	3 263
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	86 593	(1,7)	88 047
Crédits législatifs	257 785	(3,0)	265 785
Total de la Partie A - Fonctionnement	344 378	(2,7)	353 832

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	354 544
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(703)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	353 832

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
Partie A - Fonctionnement				
7.1	1.	Administration et finances	2 605	2 728
		Fournit les services qui suivent au ministère : haute direction, gestion financière et autres services de soutien administratif. Est chargé de la gestion des technologies de l'information et de la direction, de la surveillance et de la coordination des programmes du ministère. Conseille le gouvernement sur sa politique fiscale.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	844	959
	2)	Autres dépenses	116	169
		Sous-total b)	960	1 128
	c)	Services financiers et administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	713	705
	2)	Autres dépenses	103	104
		Sous-total c)	816	809
	d)	Commission d'appel des impôts et des taxes	19	19
	e)	Administrateur indépendant	34	34
	f)	Technologies de l'information		
	1)	Salaires et avantages sociaux	630	590
	2)	Autres dépenses	109	111
		Sous-total f)	739	701
	g)	Commission des valeurs mobilières du Manitoba	- (1)	-
7.2	2.	Trésorerie	2 167	2 126
		Gère et administre les programmes d'emprunt, les ressources de trésorerie, les investissements et le service de la dette du gouvernement. Gère et administre les programmes d'emprunt et les investissements d'organismes gouvernementaux.		
	a)	Administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	144	143
	2)	Autres dépenses	99	99
		Sous-total a)	243	242

1. La Commission des valeurs mobilières du Manitoba est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	b)	Marchés financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	691	665
		2) Autres dépenses	72	72
		Sous-total b)	763	737
	c)	Opérations bancaires et de trésorerie		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 059	1 045
		2) Autres dépenses	102	102
		Sous-total c)	1 161	1 147
7.3	3.	Contrôleur	5 986	5 948
		Établit et gère le contrôle financier de l'ensemble du gouvernement, ainsi que la politique, les méthodes et les systèmes ministériels de finances et de gestion. Fournit un service centralisé de traitement, de comptabilité et de surveillance des entrées et des sorties de fonds du gouvernement, et prépare les états financiers et les rapports internes de gestion financière. Fournit des services de consultation, de vérification interne et de résolution de problèmes aux ministères et organismes publics en ce qui a trait à la comptabilité, aux finances et à la gestion.		
	a)	Bureau du contrôleur		
		1) Salaires et avantages sociaux	497	492
		2) Autres dépenses	87	89
		Sous-total a)	584	581
	b)	Service de consultation et de vérification interne		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 078	2 074
		2) Autres dépenses	240	244
		Sous-total b)	2 318	2 318
	c)	Comptabilité et débours		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 782	2 740
		2) Autres dépenses	812	819
			3 594	3 559
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(510)	(510)
		Sous-total c)	3 084	3 049

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.4	4.	Taxes et impôts	17 127	17 121
		Veille à ce que les recettes fiscales soient perçues et gérées de façon efficace, conformément aux dispositions de diverses lois; conseille le gouvernement, les entreprises qui perçoivent des taxes et les contribuables. S'occupe de la perception, du traitement et de la communication des recettes fiscales. Renseigne les contribuables et entreprend des enquêtes et des vérifications auprès des contribuables pour s'assurer du respect des lois fiscales.		
	a)	Gestion et recherche		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 079	2 081
		2) Autres dépenses	282	286
		Sous-total a)	2 361	2 367
	b)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 334	3 306
		2) Autres dépenses	2 874	2 885
		Sous-total b)	6 208	6 191
	c)	Vérification		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 654	6 648
		2) Autres dépenses	1 085	1 101
		Sous-total c)	7 739	7 749
	d)	Restrictions visant les produits du tabac		
		1) Salaires et avantages sociaux	619	614
		2) Autres dépenses	200	200
		Sous-total d)	819	814
7.5	5.	Recherches fiscales, économiques et intergouvernementales	4 456	4 466
		Appuie la recherche sur les questions économiques et fiscales (tant nationales que provinciales) et sur les relations intergouvernementales de nature financière, y compris les programmes de partage des coûts. Veille à l'application des arrangements fiscaux et des ententes de perception fiscale avec le Canada. Administre des programmes de crédits d'impôt avec le Canada et les municipalités. S'occupe de l'analyse et du soutien de la politique stratégique de la Province dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux et territoriaux, et offre des conseils à cet effet.		
	a)	Relations fédérales-provinciales et recherche économique		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 488	2 486
		2) Autres dépenses	1 345	1 424
		Sous-total a)	3 833	3 910
	b)	Bureau d'aide fiscale du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	505	435
		2) Autres dépenses	118	121
		Sous-total b)	623	556

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.6	6.	Assurance et gestion des risques.	474	474
		Offre des conseils aux ministères, aux organismes gouvernementaux et aux sociétés d'État dans les domaines suivants : évaluation de risques déterminés, établissement de mesures de contrôle des risques et mise en œuvre de programmes adéquats pour réduire ou supprimer les risques. Administre la souscription des assurances, les auto-assurances et le traitement de demandes d'indemnisation pour les ministères et les organismes gouvernementaux.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	408	407
	b)	Autres dépenses	66	67
	c)	Primes d'assurance	2 727	2 285
	d)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 727)	(2 285)
7.7	7.	Secrétariat du Conseil du Trésor	8 067	7 909
		Fournit des services d'analyse au Conseil du Trésor en vue d'aider ce dernier à exercer ses responsabilités de gestion financière et d'examen des structures administratives et des programmes, y compris l'harmonisation des décisions de principe et des plans financiers à plus long terme du gouvernement. Analyse et surveille la situation financière du gouvernement; planifie et coordonne le processus budgétaire. Est chargé des négociations collectives, de la gestion des contrats, de la coordination du secteur public, des recherches sur la rémunération et des services de consultation.		
		<i>Secrétariat aux affaires francophones</i> : conseille le gouvernement en ce qui concerne la politique sur les services en langue française; aide les ministères et organismes gouvernementaux à mettre en œuvre cette politique et à offrir des services en français.		
	a)	Secrétariat du Conseil du Trésor		
	1)	Salaires et avantages sociaux	6 106	5 960
	2)	Autres dépenses	978	978
		Sous-total a)	7 084	6 938
	b)	Secrétariat aux affaires francophones		
	1)	Salaires et avantages sociaux	781	769
	2)	Autres dépenses	202	202
		Sous-total b)	983	971
7.8	8.	Coûts liés aux immobilisations	3 153	3 263
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	2 424	2 416
	b)	Frais d'intérêts	729	847

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.9	9.	Paiement net des crédits d'impôt	42 558	44 012
		Paiement de divers crédits d'impôt provinciaux et des frais relatifs à l'administration fédérale.		
		Crédit d'impôt foncier en matière d'éducation	287 296	268 751
		Crédit d'impôt personnel	39 781	41 844
		Aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires	1 523	1 677
		Crédit d'impôt pour contributions politiques	1 609	1 000
		Réduction de la taxe foncière applicable aux biens-fonds riverains	45	45
		Frais relatifs à l'administration fédérale	1 123	1 123
			331 377	314 440
		Moins : Somme récupérable d'Éducation		
		- Crédit d'impôt foncier en matière d'éducation	(287 296)	(268 751)
		- Aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires	(1 523)	(1 677)
			(288 819)	(270 428)
S	10.	Dettes publiques (crédits législatifs)	257 785	265 785
		Paiement des frais d'intérêts nets et des dépenses connexes en rapport avec la dette publique du Manitoba.		
	a)	1) Intérêts sur la dette publique du Manitoba et dépenses connexes	1 135 939	1 097 687
		2) Intérêts sur les immobilisations des ministères	177 280	153 320
		3) Intérêts sur les fonds spéciaux et en fiducie	16 800	6 875
		Sous-total a)	1 330 019	1 257 882
	b)	Moins : Intérêts et autres frais à percevoir :		
		1) des placements du fonds d'amortissement	(80 311)	(77 855)
		2) d'Hydro-Manitoba	(595 794)	(564 253)
		3) de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	(26 669)	(26 057)
		4) de la Société des services agricoles du Manitoba	(17 108)	(17 249)
		5) d'autres organismes gouvernementaux	(11 998)	(12 143)
		6) d'autres prêts et placements	(93 918)	(72 064)
		7) d'autres postes	(246 436)	(222 476)
		Sous-total b)	(1 072 234)	(992 097)
		Total de la Partie A - Fonctionnement	344 378	353 832

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
SANTÉ (21)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	9 977	1,1	9 869
2. Programmes et services provinciaux	73 892	3,1	71 653
3. Main-d'œuvre de la santé	11 120	0,8	11 037
4. Santé publique et soins de santé primaires	42 174	2,9	40 987
5. Programmes et services régionaux	18 655	12,3	16 611
6. Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba	1 090	0,6	1 084
7. Fonds d'assurance-maladie	4 650 917	5,7	4 399 469
8. Subventions en capital	111 890	17,6	95 172
9. Coûts liés aux immobilisations	5 301	(25,6)	7 126
Total de la Partie A - Fonctionnement	4 925 016	5,8	4 653 008
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	4 807 825	5,6	4 550 710
Subventions en capital	111 890	17,6	95 172
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	5 301	(25,6)	7 126
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	4 925 016	5,8	4 653 008
Partie B - Investissements en immobilisations			
21. Immobilisations			
Actif général	813	(51,8)	1 685
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	813	(51,8)	1 685

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	4 652 827
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de fonctions venant de :	
- Vie saine, Jeunesse et Aînés	402
Transfert de fonctions allant à :	
- Vie saine, Jeunesse et Aînés	(212)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	<u>4 653 008</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
Partie A - Fonctionnement				
21.1	1.	Administration et finances	9 977	9 869
		Haute direction, planification et contrôle des politiques et programmes pour le ministère et le ministre de la Santé.		
		<i>Finances</i> : gestion financière générale et planification financière stratégique pour le ministère, y compris la fonction de contrôleur, la gestion financière, les services administratifs et la gestion des documents; gestion des activités d'élaboration des politiques et des méthodes de financement des services et des organismes de santé non gouvernementaux subventionnés par le ministère; accès en temps opportun à l'information sur la santé, services spécialisés d'analyse, d'interprétation et de recherche, et services de diffusion de l'information en rapport avec le contenu, l'utilisation et la divulgation des principaux fonds de données du ministère; planification stratégique, gestion des risques, mise en œuvre des initiatives stratégiques, et contrôle et évaluation des services de santé.		
		<i>Services centralisés</i> : leadership, prestation de conseils et soutien au ministère en ce qui concerne l'élaboration de lois et la planification stratégique par rapport à divers dossiers, dont ceux touchant le gouvernement fédéral, les provinces, les territoires et d'autres administrations.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 012	1 013
		2) Autres dépenses	164	164
		Sous-total b)	1 176	1 177
	c)	Finances		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 742	5 728
		2) Autres dépenses	1 355	1 355
		Sous-total c)	7 097	7 083
	d)	Services centralisés		
		1) Salaires et avantages sociaux	970	964
		2) Autres dépenses	209	120
		3) Organismes externes	488	488
		Sous-total d)	1 667	1 572
21.2	2.	Programmes et services provinciaux	73 892	71 653
		Rôle de leadership stratégique et offre de solutions au service des objectifs et des priorités de Santé Manitoba.		
		<i>Systèmes d'information</i> : rôle de leadership dans la mise en œuvre de solutions en matière de technologies de l'information afin d'appuyer les objectifs et les priorités du secteur de la santé du Manitoba, y compris les frais de soutien des programmes provinciaux visant l'échange de données électroniques entre le ministère et les fournisseurs de services de soins de santé de la province.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
<i>Programmes de médicaments</i> : prestation générale des médicaments admissibles.				
<i>Services ministériels</i> : soutien administratif aux commissions et aux groupes d'appel et à d'autres clients internes et externes, en accordant une importance particulière à l'information et à la gestion des questions de fond; gestion de l'Office de protection des personnes recevant des soins; maintien de l'accès à des services en français au sein de Santé Manitoba et soutien des offices régionaux de la santé afin de renforcer leur capacité d'offrir des services de santé essentiels en français dans les régions désignées.				
<i>Planification des immobilisations</i> : planification et gestion de la construction et du financement d'immobilisations des hôpitaux, des foyers de soins personnels et autres établissements de santé.				
<i>Section de la politique de gestion des médicaments</i> : élaboration, à l'échelle du système de santé, de politiques stratégiques spécialisées; coordination des mesures de maîtrise des coûts touchant l'offre et la demande; analyse de dossiers pour assurer la durabilité des programmes de médicaments du Manitoba.				
<i>Services du Laboratoire provincial Cadham</i> : tests généraux de santé publique et tests de référence relatifs à des maladies transmissibles pour d'autres laboratoires à l'échelle de la province. Offre de services d'éducation, d'information et de consultation aux intervenants dans le système de soins de santé.				
<i>Centre de santé mentale de Selkirk</i> : soins psychiatriques de longue durée et services de réadaptation en établissement à l'intention de tous les Manitobains et Manitobaines dont les besoins exigeants en matière de traitement et de réadaptation ne peuvent être comblés par les autres services offerts dans la province.				
<i>Bureau de la coordination des programmes provinciaux de produits sanguins</i> : supervision de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un service de médecine transfusionnelle coordonné, intégré et de qualité pour la province.				
<i>Centre manitobain des politiques en matière de santé</i> : financement des projets d'évaluation et de recherche en matière de politiques de santé.				
a)		Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	232	232
		2) Autres dépenses	53	53
		Sous-total a)	285	285
b)		Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 324	4 326
		2) Autres dépenses	956	956
		3) Frais de soutien des programmes provinciaux	5 181	5 181
		Sous-total b)	10 461	10 463

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	c)	Programmes de médicaments		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 475	2 404
		2) Autres dépenses	524	524
		Sous-total c)	2 999	2 928
	d)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 252	1 250
		2) Autres dépenses	742	742
		3) Organismes externes	255	253
		Sous-total d)	2 249	2 245
	e)	Planification des immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	874	874
		2) Autres dépenses	207	207
		Sous-total e)	1 081	1 081
	f)	Section de la politique de gestion des médicaments		
		1) Salaires et avantages sociaux	708	646
		2) Autres dépenses	178	178
		3) Organismes externes	95	95
		Sous-total f)	981	919
	g)	Services du Laboratoire provincial Cadham		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 605	7 297
		2) Autres dépenses	7 444	6 769
		Sous-total g)	15 049	14 066
	h)	Centre de santé mentale de Selkirk		
		1) Salaires et avantages sociaux	32 887	31 943
		2) Autres dépenses	5 323	5 146
		Sous-total h)	38 210	37 089
	i)	Bureau de la coordination des programmes provinciaux de produits sanguins		
		1) Salaires et avantages sociaux	316	316
		2) Autres dépenses	61	61
		Sous-total i)	377	377
	j)	Centre manitobain des politiques en matière de santé	2 200	2 200

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.3	3.	Main-d'œuvre de la santé	11 120	11 037
		<i>Services assurés</i> : administration des services assurés et des programmes de prestations, y compris les services de soins médicaux, les ententes interprovinciales de réciprocité, le Programme des résumés de dossiers d'hôpitaux, l'indemnisation pour services hors province, les vérifications et enquêtes, le Programme de récupération des coûts de responsabilité civile et le Programme d'aide au transport hors province.		
		<i>Relations de travail avec les professionnels de la santé</i> : établissement d'objectifs en vue de négociations collectives avec les médecins et d'autres professionnels de la santé, et négociations avec les organismes professionnels de la santé et les organismes de services paramédicaux.		
		<i>Stratégies relatives à la main-d'œuvre de la santé</i> : élaboration de prévisions sur le marché du travail et surveillance des besoins en ressources humaines; création de stratégies, afin de garantir l'offre de professionnels de la santé requise pour satisfaire à la demande; coordination et gestion des renseignements liés au recrutement des médecins pour la province.		
	a)	Services assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 789	5 717
		2) Autres dépenses	2 056	2 056
		Sous-total a)	7 845	7 773
	b)	Relations de travail avec les professionnels de la santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 012	1 008
		2) Autres dépenses	375	375
		3) Organismes externes	1 137	1 132
		Sous-total b)	2 524	2 515
	c)	Stratégies relatives à la main-d'œuvre de la santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	651	649
		2) Autres dépenses	100	100
		Sous-total c)	751	749
21.4	4.	Santé publique et soins de santé primaires	42 174	40 987
		Prestation de services liés à la <i>Loi sur la santé publique</i> et d'autres lois. Gestion et administration de programmes de prestation de services directs au sein du ministère.		
		<i>Programmes et stratégies relatifs à la santé publique</i> : évaluation des risques et des menaces pour la santé; élaboration et surveillance de normes, de protocoles et de stratégies pour d'autres problèmes liés à la santé publique et la lutte contre ceux-ci; coordination de la lutte contre les épidémies et la gestion des questions environnementales liées à l'air, à l'eau, au sol et aux aliments; gestion de l'inventaire de vaccins, de produits biologiques et d'autres médicaments pour le système de soins de santé, et élaboration de politiques en la matière.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
<i>Planification en santé publique</i> : surveillance des maladies transmissibles à déclaration obligatoire et prestation de services épidémiologiques; rôle de leadership dans la préparation à une situation d'urgence en matière de santé publique relativement aux maladies et problèmes de santé actuels et émergents.				
<i>Bureau de la santé des Autochtones et des résidents du Nord</i> : élaboration de la politique et planification d'initiatives visant à améliorer de façon générale la santé et le bien-être de la population autochtone du Manitoba; fonctionnement des postes de soins infirmiers du Nord.				
<i>Innovation dans le système de santé</i> : stratégie provinciale et programmes communautaires de prévention des maladies chroniques; orientation, direction et appui fournis aux offices de la santé, aux fournisseurs des services et aux communautés afin de les aider à planifier, à mettre en œuvre et à évaluer les services de soins de santé primaires.				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	341	341
		2) Autres dépenses	294	294
		3) Prestation des programmes	2 991	2 081
		Sous-total a)	3 626	2 716
	b)	Programmes et stratégies relatifs à la santé publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 423	8 423
		2) Autres dépenses	5 408	5 408
		3) Programme provincial de vaccination et de médicaments	15 343	15 343
		4) Organismes externes	12	12
		Sous-total b)	29 186	29 186
	c)	Planification en santé publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 047	1 045
		2) Autres dépenses	99	99
		Sous-total c)	1 146	1 144
	d)	Bureau de la santé des Autochtones et des résidents du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 298	3 299
		2) Autres dépenses	2 601	2 563
		Sous-total d)	5 899	5 862
	e)	Innovation dans le système de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	895	899
		2) Autres dépenses	1 143	901
		3) Organismes externes	279	279
		Sous-total e)	2 317	2 079

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.5	5.	Programmes et services régionaux	18 655	16 611
		Gestion des relations entre le ministère et les offices régionaux de la santé; analyse de l'environnement, vérification de la performance et évaluation des activités des offices régionaux de la santé.		
		<i>Préparation aux situations d'urgence et mesures d'intervention</i> : élaboration et soutien d'un réseau complet et coordonné de soins et de transport d'urgence pour la population.		
		<i>Gestion des opérations en cas de catastrophe</i> : maintien de la capacité d'intervention coordonnée et efficace du système de soins de santé en fonction des besoins de la population dans l'éventualité d'une catastrophe.		
		<i>Surveillance du système de santé</i> : appui aux offices régionaux de la santé afin qu'ils surveillent et évaluent des services de santé sûrs, de haute qualité, efficaces et reposant sur des données factuelles, et qu'ils informent la population du Manitoba sur la qualité, la sécurité, l'utilisation et la capacité des services de santé ainsi que sur l'accès à ceux-ci.		
		<i>Soutien au système de santé</i> : appui aux offices régionaux de la santé afin qu'ils planifient et fournissent des services de santé sûrs, de haute qualité, efficaces et reposant sur des données factuelles.		
		<i>Bureau du psychiatre en chef de la Province</i> : conseils de spécialistes en psychiatrie sur toutes les questions concernant la pratique de la profession et l'élaboration des politiques, des programmes et de la législation en matière de santé mentale.		
		<i>Santé mentale et soins spirituels</i> : leadership dans l'élaboration de politiques provinciales, planification et prestation de conseils dans les domaines de la santé mentale et des soins spirituels; financement du programme provincial de prévention et de guérison des troubles de l'alimentation, du programme provincial pour les besoins spéciaux et du tribunal de la santé mentale. Gestion des rapports entre le ministère et les organismes bénéficiant de subventions, et des résultats attendus de leurs activités.		
		<i>Amélioration du système de santé</i> : appui au ministère et aux offices de la santé afin qu'ils améliorent l'obligation redditionnelle du système de santé.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	302	302
		2) Autres dépenses	57	57
		Sous-total a)	359	359
	b)	Préparation et mesures d'intervention aux situations d'urgence		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 223	1 221
		2) Autres dépenses	5 342	5 342
		3) Organismes externes	23	23
		Sous-total b)	6 588	6 586
	c)	Gestion des opérations en cas de catastrophe		
		1) Salaires et avantages sociaux	403	402
		2) Autres dépenses	545	65
		Sous-total c)	948	467

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	d)	Surveillance du système de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 161	1 156
		2) Autres dépenses	352	352
		3) Organismes externes	729	725
		Sous-total d)	2 242	2 233
	e)	Soutien au système de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 301	1 308
		2) Autres dépenses	243	243
		Sous-total e)	1 544	1 551
	f)	Psychiatre en chef de la Province		
		1) Salaires et avantages sociaux	440	382
		2) Autres dépenses	60	60
		Sous-total f)	500	442
	g)	Santé mentale et soins spirituels		
		1) Salaires et avantages sociaux	675	675
		2) Autres dépenses	2 399	911
		3) Organismes externes	2 434	2 420
		Sous-total g)	5 508	4 006
	h)	Amélioration du système de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	799	800
		2) Autres dépenses	167	167
		Sous-total h)	966	967
21.6	6.	Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba	1 090	1 084
		Surveillance de l'état de santé de la population du Manitoba et établissement de rapports à cet égard; promotion de l'amélioration de l'état de santé général de la population du Manitoba et de la réduction des disparités en matière de santé; adoption de mesures appropriées conformes aux pouvoirs et aux responsabilités décrits dans la <i>Loi sur la santé publique</i> ; établissement d'un environnement propice à l'éducation et à la formation des professionnels de la santé; collaboration dans le domaine de la recherche visant l'amélioration de la pratique dans le secteur de la santé publique au Manitoba.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	943	937
		2) Autres dépenses	147	147
		Sous-total a)	1 090	1 084

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.7	7.	Fonds d'assurance-maladie	4 650 917 (1)	4 399 469
		Paiements aux offices de la santé pour qu'ils offrent des soins actifs, des soins de longue durée, des soins à domicile, des soins de santé mentale et communautaire, ainsi que des services d'intervention et de transport d'urgence; versements directs aux services de santé, aux services médicaux et au régime d'assurance-médicaments de la province.		
	a)	Financement des offices de la santé		
		Soins actifs	2 193 486	2 040 618
		Soins de longue durée	577 635	554 215
		Soins à domicile	280 928	279 866
		Services de santé mentale et communautaire	223 709	211 666
		Services d'intervention et de transport d'urgence	66 215	62 180
			3 341 973	3 148 545
		Moins : Sommes récupérées de tiers	(16 076) (2)	(11 136)
		Sommes récupérées d'ententes de réciprocité	(63 272) (2)	(56 593)
		Sommes récupérables des initiatives de développement urbain	(2 000)	(2 000)
		Sous-total a)	3 260 625	3 078 816
	b)	Services de santé provinciaux		
		Services hors province	50 090	45 319
		Services de transfusion sanguine	59 738	58 602
		Hôpitaux fédéraux	2 579	2 507
		Prothèses et orthèses	14 780	14 308
		Promotion de la santé au sein des communautés	5 722	4 928
		Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs	3 730	2 180
		Sous-total b)	136 639	127 844
	c)	Services médicaux		
		Médecins	960 969	910 094
		Autres professionnels	21 546	19 559
		Médecins hors province	26 846	24 972
		Autre	21 862	19 701
			1 031 223	974 326
		Moins : Sommes récupérées de tiers	(9 267) (2)	(6 478)
		Sommes récupérées d'ententes de réciprocité	(14 103) (2)	(12 714)
		Sous-total c)	1 007 853	955 134

1. Le montant total versé au Fonds d'assurance-maladie s'élève à 4 762 807 \$, soit 4 650 917 \$ à titre de subventions de fonctionnement et 111 890 \$ à titre de subventions en capital.
2. Ces sommes, récupérées directement par le Fonds d'assurance-maladie, ne constituent pas une partie du Trésor.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	d)	Régime d'assurance-médicaments	301 885	291 425
		Moins : Dépenses en médicaments engagées par Services à la famille et Consommation	(56 085)	(53 750)
		Sous-total d)	245 800	237 675
21.8	8.	Subventions en capital	111 890	95 172
		Financement accordé aux offices de la santé à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés, d'achat de matériel et d'autres dépenses en immobilisations.		
	a)	Remboursement du principal		
	1)	Soins actifs	65 045	59 045
	2)	Soins de longue durée	14 200	14 980
	3)	Services de santé mentale et communautaire	3 938	2 780
		Sous-total a)	83 183	76 805
	b)	Achat et remplacement de matériel		
	1)	Soins actifs	15 373	7 755
	2)	Soins de longue durée	5 683	2 762
		Sous-total b)	21 056	10 517
	c)	Autres		
	1)	Soins actifs	3 901	5 450
	2)	Soins de longue durée	3 750	2 400
		Sous-total c)	7 651	7 850
21.9	9.	Coûts liés aux immobilisations	5 301	7 126
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	3 927	4 306
	b)	Frais d'intérêts	1 374	2 820
Total de la Partie A - Fonctionnement			4 925 016	4 653 008

Partie B - Investissements en immobilisations

21.10	21.	Immobilisations	813	1 685
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	813	1 685

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

VIE SAINE, JEUNESSE ET AÎNÉS (34)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	860	(2,3)	880
2. Vie saine	20 822	6,6	19 537
3. Personnes âgées et vieillissement en santé	1 709	(1,4)	1 733
4. Jeunesse	6 076	59,2	3 817
5. Bureau d'Enfants en santé Manitoba	29 024	2,9	28 197
6. Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances	19 399	4,0	18 648
7. Coûts liés aux immobilisations	7	-	7
Total de la Partie A - Fonctionnement	77 897	7,0	72 819

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	77 890	7,0	72 812
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	7	-	7
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	77 897	7,0	72 819

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	76 577
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de fonctions venant de :	
- Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	87
- Santé	212
Transfert de fonctions allant à :	
- Santé	(402)
- Logement et Développement communautaire	(61)
Transfert du pouvoir de recouvrement venant de :	
- Services à la famille et Consommation	(3 850)
Transfert de crédits venant de :	
- Éducation	80
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	285
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(100)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	72 819

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
VIE SAINE, JEUNESSE ET AÎNÉS (34), suite				
Partie A - Fonctionnement				
34.1	1.	Administration et finances	860	880
		Haute direction, planification et contrôle des politiques et programmes du ministère.		
		<i>Finances</i> : gestion financière générale et planification financière stratégique pour le ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	557	542
		2) Autres dépenses	55	55
		Sous-total b)	612	597
	c)	Finances		
		1) Salaires et avantages sociaux	195	230
		2) Autres dépenses	16	16
		Sous-total c)	211	246
34.2	2.	Vie saine	20 822	19 537
		<i>Vie saine et population en santé</i> : soutien de politiques et de programmes fondés sur des données probantes qui visent à promouvoir la vie saine grâce à des partenariats stratégiques en améliorant le bien-être des particuliers et des communautés et en appuyant la promotion de la santé et la prévention. Réduction des disparités pour les populations à risque, en collaboration avec la communauté et au moyen de partenariats avec d'autres ministères.		
		<i>Loisirs et services régionaux</i> : aide financière et services de consultation offerts à des organismes dans l'ensemble du Manitoba pour favoriser les possibilités récréatives communautaires. Appui à des organismes afin qu'ils mettent sur pied des services de loisirs régionaux.		
		<i>Lutte contre le tabagisme et renoncement au tabac</i> : application des dispositions législatives et mise en œuvre de la Stratégie manitobaine de lutte contre le tabagisme.		
		<i>Section de gestion des dépendances</i> : leadership dans l'élaboration de politiques provinciales, planification et prestation de conseils en ce qui concerne la prévention, l'intervention précoce, le traitement et les soins continus dans le domaine des dépendances. Évaluation du rendement, organisation des résultats attendus et maintien des relations avec tous les organismes bénéficiant de subventions qui offrent des services de lutte contre les dépendances.		
	a)	Vie saine et population en santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 174	1 019
		2) Autres dépenses	3 472	3 081
		3) Organismes externes	3 150	2 910
		Sous-total a)	7 796	7 010

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
VIE SAINTE, JEUNESSE ET AÎNÉS (34), suite				
	b)	Loisirs et services régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 412	1 370
		2) Autres dépenses	451	451
		3) Organismes externes	1 579	1 450
			3 442	3 271
		4) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(200)	(200)
		Sous-total b)	3 242	3 071
	c)	Lutte contre le tabagisme et renoncement au tabac		
		1) Salaires et avantages sociaux	230	216
		2) Autres dépenses	702	702
		3) Organismes externes	166	165
		Sous-total c)	1 098	1 083
	d)	Section de gestion des dépendances		
		1) Salaires et avantages sociaux	286	191
		2) Autres dépenses	62	55
		3) Organismes externes	8 338	8 127
		Sous-total d)	8 686	8 373
34.3	3.	Personnes âgées et vieillissement en santé	1 709	1 733
		Conseille et informe le gouvernement sur les questions concernant les personnes âgées et le vieillissement; évalue les politiques et programmes du gouvernement, ainsi que les textes législatifs, afin que les besoins des personnes âgées du Manitoba soient satisfaits; informe partout dans la province sur les programmes gouvernementaux qui touchent les personnes âgées, afin de faciliter l'accès à ces programmes; coordonne dans toute la province l'Initiative du Manitoba, province amie des aînés; dirige une stratégie de vieillissement en santé avec ses partenaires communautaires; coordonne une approche multidisciplinaire visant à combattre le problème du mauvais traitement des personnes âgées; met sur pied des projets en collaboration avec d'autres ministères, des groupes communautaires et le secteur privé; fournit des services de soutien au Conseil manitobain du vieillissement dans les domaines de l'administration et de l'élaboration de politiques concernant les questions liées au vieillissement.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	701	729
	b)	Autres dépenses	295	295
	c)	Organismes externes	713	709

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
VIE SAINTE, JEUNESSE ET AÎNÉS (34), suite				
34.4	4.	Jeunesse	6 076	3 817
		Finance et appui des programmes et des services visant à améliorer les possibilités de formation, d'emploi et d'actions civiques des jeunes, ainsi que l'accès aux renseignements sur les carrières. Offre des services de présentation et de placement, et facilite la transition au marché du travail pour les élèves et les jeunes. Verse des fonds pour appuyer les entreprises lancées par des jeunes et la formation des jeunes au rôle d'entrepreneur. Appuie le développement du leadership et la promotion du civisme chez les jeunes. Finance et appui des programmes et des services visant à améliorer les résultats scolaires à l'école secondaire ainsi que l'accès aux études postsecondaires.		
	a)	Jeunesse		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 271	2 145
		2) Autres dépenses	1 061	549
		3) Organismes externes	12 957	10 836
		Sous-total a)	16 289	13 530
	b)	Moins : Somme récupérable des Affaires autochtones et du Nord	(200)	(200)
	c)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(4 163)	(4 163)
	d)	Moins : Somme récupérable de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation	(2 000)	(1 500)
	e)	Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail	(3 850)	(3 850)
34.5	5.	Bureau d'Enfants en santé Manitoba	29 024	28 197
		Sous la direction du Comité ministériel pour Enfants en santé et conformément à la <i>Loi sur la stratégie « Enfants en santé Manitoba »</i> , coordination de la politique publique du gouvernement du Manitoba axée sur l'enfant et de sa stratégie interministérielle à long terme de prévention et d'intervention précoce auprès des enfants et des adolescents, en donnant la priorité au développement du jeune enfant. Recherche et études intersectorielles, innovation au niveau des lignes directrices et des programmes, développement communautaire, y compris une collaboration avec les coalitions axées sur les parents et les enfants, et évaluation de programmes. Financement d'initiatives spéciales et gestion des rapports entre le ministère et les organismes bénéficiant de subventions, et des résultats attendus de leurs activités.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 202	2 300
	b)	Autres dépenses	482	382
	c)	Aide financière et subventions	26 340	25 515

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
VIE SAINE, JEUNESSE ET AÎNÉS (34), suite				
34.6	6.	Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances	19 399	18 648
		Services de sensibilisation, de prévention et de traitement dans les domaines de l'abus des drogues et de l'alcool, et de l'obsession du jeu.		
		Prestation des programmes	21 032	20 281
		Services de lutte contre l'obsession du jeu	3 238	3 238
			24 270	23 519
		Moins : Sommes récupérées de tiers	(1 633) (1)	(1 633)
		Sommes récupérées de la Corporation manitobaine des loteries	(3 238) (1)	(3 238)
34.7	7.	Coûts liés aux immobilisations	7	7
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
Total de la Partie A - Fonctionnement			77 897	72 819

1. Ces sommes, récupérées directement par la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances, ne constituent pas une partie du Trésor.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (30)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration	1 466	1,3	1 447
2. Logement	66 453	17,2	56 704
3. Développement communautaire	14 237	6,2	13 409
4. Coûts liés aux immobilisations	170	-	170
Total de la Partie A - Fonctionnement	82 326	14,8	71 730

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	78 291	15,7	67 695
Subventions en capital	3 865	-	3 865
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	170	-	170
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	82 326	14,8	71 730

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	72 345
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de fonctions venant de :	
- Vie saine, Jeunesse et Aînés	61
Transfert de fonctions allant à :	
- Administrations locales	(100)
Transfert de crédits venant de :	
- Services à la famille et Consommation	328
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	89
Transfert de crédits allant à :	
- Commission de la fonction publique	(505)
- Innovation, Énergie et Mines	(479)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	71 730

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (30), suite				
Partie A - Fonctionnement				
30.1	1.	Administration.....	1 466	1 447
		Haute direction, planification, soutien et contrôle administratif des politiques et des programmes du ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	640	636
	2)	Autres dépenses	66	66
		Sous-total b)	706	702
	c)	Services de soutien		
	1)	Salaires et avantages sociaux	660	647
	2)	Autres dépenses	63	61
		Sous-total c)	723	708
30.2	2.	Logement.....	66 453	56 704
		<i>Société d'habitation et de rénovation du Manitoba</i> : paiement de transfert pour l'élaboration, la prestation, la gestion et l'administration des politiques et des programmes en matière de logement.		
		Versement de subventions et d'allocations pour le logement aux locataires et aux propriétaires à revenu faible ou modeste, prestation de suppléments au loyer et soutien opérationnel à la gestion de logements à but non lucratif et d'habitations coopératives.		
		<i>Allocation-logement transférable et aide au logement d'urgence</i> : soutien aux personnes à faible revenu ayant des problèmes de santé mentale afin qu'elles trouvent un logement dans le marché locatif privé et aide aux refuges hébergeant les sans-abri à titre urgent et temporaire.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	63 281 (1)	53 538
	b)	Allocation-logement transférable et aide au logement d'urgence	3 172	3 166

1. Des fonds supplémentaires sont prévus dans la *Loi d'emprunt* annuelle.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (30), suite				
30.3	3.	Développement communautaire	14 237	13 409
		Coordination ou prestation de programmes en vue d'aider les communautés à offrir des possibilités durables de développement récréatif, social et coopératif.		
		Coordination et mise en œuvre de programmes dans le cadre de Quartiers vivants, une initiative d'envergure à long terme, axée sur la communauté, qui vise à soutenir les efforts de revitalisation de quartiers vulnérables au Manitoba en mettant à la disposition des résidents et d'autres intervenants de ces quartiers les outils que ces efforts exigent.		
	a)	Aide communautaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	325	331
		2) Autres dépenses	103	97
		3) Subventions	5 472	5 362
		4) Programme Place aux communautés	3 915	3 915
			9 815	9 705
		5) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(500)	(500)
		Sous-total a)	9 315	9 205
	b)	Quartiers vivants		
		1) Salaires et avantages sociaux	742	589
		2) Autres dépenses	100	114
		3) Aide aux quartiers	6 120	5 555
			6 962	6 258
		4) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(2 442)	(2 442)
		Sous-total b)	4 520	3 816
	c)	Développement coopératif		
		1) Salaires et avantages sociaux	247	243
		2) Autres dépenses	335	325
			582	568
		3) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(180)	(180)
		Sous-total c)	402	388
30.4	4.	Coûts liés aux immobilisations	170	170
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	112	112
	b)	Frais d'intérêts	58	58
			170	170
		Total de la Partie A - Fonctionnement	82 326	71 730

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	8 561	0,4	8 530
2. Programmes - Voirie et transports	75 058	12,4	66 755
3. Programmes - Services gouvernementaux	49 325	2,1	48 307
4. Travaux d'infrastructure	181 233	0,5	180 383
5. Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba ..	2 104	-	2 104
6. Ententes Canada-Manitoba	1 151	(86,9)	8 782
7. Coûts liés aux immobilisations	274 463	14,7	239 355
8. Organisation des mesures d'urgence	2 404	-	2 404
Total de la Partie A - Fonctionnement	594 299	6,8	556 620
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	319 522	3,3	309 308
Subventions en capital	314	(96,1)	7 957
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	51 253	31,1	39 109
Infrastructure	223 210	11,5	200 246
Total de la Partie A - Fonctionnement	594 299	6,8	556 620
Partie B - Investissements en immobilisations			
15. Immobilisations			
Actif général	223 739	2,0	219 296
Infrastructure	525 283	(1,1)	531 240
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	749 022	(0,2)	750 536

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	614 213
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de crédits allant à :	
- Commission de la fonction publique	(124)
- Innovation, Énergie et Mines	(1 625)
- Administrations locales	(41 477)
- Crédits d'autorisation - Mise en œuvre de certaines ententes - Stimulation de l'économie	(14 358)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	556 620

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
Partie A - Fonctionnement				
15.1	1.	Administration et finances	8 561	8 530
		Orientation de la politique et des programmes, services comptables et budgétaires centralisés, élaboration des systèmes, soutien administratif général et programmes de santé et de sécurité au travail dans le but de veiller à la prestation efficace des programmes et à l'utilisation judicieuse des ressources du ministère. Assure le fonctionnement du Bureau du lieutenant-gouverneur.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	991	991
		2) Autres dépenses	140	140
		Sous-total b)	1 131	1 131
	c)	Services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 139	1 139
		2) Autres dépenses	797	837
		Sous-total c)	1 936	1 976
	d)	Services financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 411	1 411
		2) Autres dépenses	469	398
		Sous-total d)	1 880	1 809
	e)	Technologies de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 954	1 954
		2) Autres dépenses	669	669
		Sous-total e)	2 623	2 623
	f)	Santé, sécurité et gestion des risques au travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	523	523
		2) Autres dépenses	87	87
		Sous-total f)	610	610
	g)	Bureau du lieutenant-gouverneur		
		1) Salaires et avantages sociaux	216	216
		2) Autres dépenses	102	102
		Sous-total g)	318	318
	h)	Commission de l'évaluation foncière	26 (1)	26

1. Fonds pour le fonctionnement de la Commission de l'évaluation foncière, dont l'administration a été fusionnée avec celle de la Commission municipale au sein du ministère des Administrations locales.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
15.2	2.	Programmes - Voirie et transports	75 058	66 755
		<i>Haute direction de la division</i> : services de gestion centralisés pour faciliter le bon fonctionnement des programmes d'infrastructure.		
		<i>Opérations et contrats</i> : services de soutien spécialisés en matière d'entretien et de construction de routes.		
		<i>Régularisation des eaux et ouvrages d'art</i> : supervision de la conception, de la construction et de l'entretien des ponts, des échangeurs, des panneaux de signalisation suspendus, des ouvrages de régularisation des eaux et d'autres structures.		
		<i>Transporteurs routiers</i> : veille à la sécurité sur les routes du Manitoba en faisant appliquer les règlements.		
		<i>Bureaux régionaux</i> : mise sur pied et prestation des programmes du ministère se rapportant à la construction et à l'entretien des routes, aux routes d'hiver et à l'aide aux municipalités.		
		<i>Autres administrations</i> : services spécialisés aux autres ministères et à d'autres administrations, telles que les villes, les villages, les municipalités, les districts d'administration locale, les organismes gouvernementaux, les sociétés d'État et le gouvernement fédéral.		
		<i>Planification, conception et services fonciers</i> : aide à la planification et à la conception des routes, et examen de l'aménagement le long des routes, afin de développer un réseau efficace de routes principales et secondaires.		
		<i>Aéroports et service de traversiers du Nord</i> : administration des aéroports provinciaux et des traversiers du nord du Manitoba.		
		<i>Génie des matériaux</i> : services de soutien spécialisés dans les domaines des matériaux et de la recherche.		
		<i>Contrôle de la circulation routière</i> : services de soutien spécialisés dans tous les domaines de la circulation routière.		
		<i>Politique du transport</i> : conseils en matière de politique et services de planification, de recherche et de coordination se rapportant à tous les modes de transport de personnes et de marchandises; soutien et financement de l'Initiative de développement de la porte d'accès de Churchill; service de liaison avec le gouvernement fédéral, les autres provinces et les entreprises; soutien continu de la politique gouvernementale relative aux permis de conduire et à l'immatriculation des véhicules.		
		<i>Entente avec la Société d'assurance publique du Manitoba</i> : paiement de transfert à la Société d'assurance publique du Manitoba pour l'administration des programmes de délivrance des permis et d'immatriculation des véhicules, et pour la perception des droits prévus par le <i>Code de la route</i> .		
		<i>Commissions, conseils et comités</i> : réglementation des transporteurs routiers; application de la <i>Loi sur la protection des voies publiques</i> , du <i>Code de la route</i> et de la <i>Loi sur les véhicules à caractère non routier</i> ; mécanisme d'appel pour les personnes dont les privilèges de conduite ont été suspendus; réglementation de la délivrance de permis pour les taxis, les limousines et les fourgonnettes pour personnes handicapées circulant dans la ville de Winnipeg.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	a)	Haute direction de la division		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 364	1 362
		2) Autres dépenses	155	155
			1 519	1 517
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(246)	(246)
		Sous-total a)	1 273	1 271
	b)	Opérations et contrats		
		1) Opérations spéciales		
		a) Salaires et avantages sociaux	602	599
		b) Autres dépenses	243	243
		Sous-total 1)	845	842
		2) Contrats		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 479	1 430
		b) Autres dépenses	402	402
		Sous-total 2)	1 881	1 832
		3) Services d'appui à la construction		
		a) Salaires et avantages sociaux	998	995
		b) Autres dépenses	206	206
		Sous-total 3)	1 204	1 201
		4) Services de fonctionnement		
		a) Salaires et avantages sociaux	802	802
		b) Autres dépenses	172	172
		Sous-total 4)	974	974
		5) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 218)	(790)
		Sous-total b)	3 686	4 059
	c)	Régularisation des eaux et ouvrages d'art		
		1) Conception et construction		
		a) Salaires et avantages sociaux	2 927	2 914
		b) Autres dépenses	706	706
		Sous-total 1)	3 633	3 620
		2) Opérations de régularisation des eaux		
		a) Salaires et avantages sociaux	2 184	2 184
		b) Autres dépenses	681	681
		Sous-total 2)	2 865	2 865

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	3)	Services de préservation et de planification		
	a)	Salaires et avantages sociaux	814	814
	b)	Autres dépenses	119	119
		Sous-total 3)	933	933
	4)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 897)	(3 897)
		Sous-total c)	3 534	3 521
	d)	Transporteurs routiers		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 130	5 034
	2)	Autres dépenses	1 711	1 711
		Sous-total d)	6 841	6 745
	e)	Bureaux régionaux		
	1)	Bureau de la région de l'Est		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 726	2 702
	b)	Autres dépenses	727	727
		Sous-total 1)	3 453	3 429
	2)	Bureau de la région du Centre-Sud		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 314	2 303
	b)	Autres dépenses	664	672
		Sous-total 2)	2 978	2 975
	3)	Bureau de la région du Sud-Ouest		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 738	2 728
	b)	Autres dépenses	660	660
		Sous-total 3)	3 398	3 388
	4)	Bureau de la région du Centre-Ouest		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 157	2 154
	b)	Autres dépenses	590	595
		Sous-total 4)	2 747	2 749
	5)	Bureau de la région du Nord		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 359	2 246
	b)	Autres dépenses	737	724
		Sous-total 5)	3 096	2 970
	6)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 641)	(3 641)
		Sous-total e)	12 031	11 870

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	f)	Autres administrations		
		1) Dépenses brutes	2 782	2 777
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(500)	(500)
		Sous-total f)	2 282	2 277
	g)	Planification, conception et services fonciers		
		1) Planification et conception		
		a) Salaires et avantages sociaux	2 016	2 010
		b) Autres dépenses	494	494
		Sous-total 1)	2 510	2 504
		2) Services fonciers		
		a) Salaires et avantages sociaux	285	285
		b) Autres dépenses	44	44
		Sous-total 2)	329	329
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(137)	(137)
		Sous-total g)	2 702	2 696
	h)	Aéroports et service de traversiers du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 402	1 379
		2) Autres dépenses	735	735
		Sous-total h)	2 137	2 114
	i)	Génie des matériaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 187	3 172
		2) Autres dépenses	1 042	1 042
			4 229	4 214
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 160)	(2 160)
		Sous-total i)	2 069	2 054
	j)	Contrôle de la circulation routière		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 620	1 620
		2) Autres dépenses	433	433
			2 053	2 053
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(677)	(677)
		Sous-total j)	1 376	1 376

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	k)	Politique du transport		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 624	2 609
		2) Autres dépenses	4 877	3 277
		3) Initiative de développement de la porte d'accès de Churchill	200	200
			7 701	6 086
		4) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(55)	(55)
		Sous-total k)	7 646	6 031
	l)	Entente avec la Société d'assurance publique du Manitoba	27 900	21 197
	m)	Commissions, conseils et comités		
		1) Commission du transport routier et Conseil routier		
		a) Salaires et avantages sociaux	304	300
		b) Autres dépenses	148	148
		Sous-total 1)	452	448
		2) Commission d'appel des suspensions de permis et Comité d'étude des dossiers médicaux		
		a) Salaires et avantages sociaux	291	288
		b) Autres dépenses	65	65
		Sous-total 2)	356	353
		3) Commission de réglementation des taxis		
		a) Salaires et avantages sociaux	615	585
		b) Autres dépenses	158	158
		Sous-total 3)	773	743
		Sous-total m)	1 581	1 544

15.3	3. Programmes - Services gouvernementaux	49 325	48 307
-------------	--	---------------	--------

Gestion des projets : dans le contexte des installations que la Province possède ou qu'elle loue, conception, planification et contrôle de l'exécution des projets d'immobilisations mineurs ainsi que des projets financés par les clients, y compris les vérifications de mise en service des immeubles afin de garantir la conformité de tous les systèmes aux normes gouvernementales; directives concernant les initiatives écologiques du gouvernement telles que la politique de bâtiments écologiques.

Grands projets : dans le contexte des installations que la Province possède, conception, planification et contrôle de l'exécution des grands projets d'immobilisations, y compris la prestation de services de consultation technique et professionnelle; évaluation des projets d'immobilisations en fonction de la réglementation et des politiques afin de veiller à leur conformité aux dispositions législatives en matière d'environnement et de sécurité.

Fonctionnement : entretien et fonctionnement quotidien de toutes les installations que la Province possède ou qu'elle loue.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite

Location, gestion des locaux et stationnement : acquisition et contrôle des installations que la Province loue, et renouvellement des contrats de location; service de stationnement axé sur l'accès équitable au stationnement, la bonne conduite des affaires gouvernementales et le recouvrement des coûts.

Services de soutien divisionnaires : services administratifs et financiers à toutes les directions de la division.

Services de sécurité : contrôle des installations provinciales afin d'assurer la protection et la sécurité des employés du gouvernement, ainsi que du public qui s'y présente.

Recouvrement des coûts liés aux locaux : détermination du coût des dépenses relatives aux locaux que la Province possède ou qu'elle loue aux fins de l'exécution efficace des programmes gouvernementaux, et imputation de ce coût auxdits programmes.

Planification des besoins en locaux du gouvernement : planification stratégique à long terme, et élaboration de procédures, de lignes directrices et de normes, dans le but de répondre aux besoins en locaux du gouvernement.

Direction des services d'approvisionnement : prestation de services d'approvisionnement ministériel à tous les ministères et à certains organismes afin de garantir que chaque contrat d'achat constitue une dépense juste et raisonnable pour les contribuables; protection du système concurrentiel à l'intention des fournisseurs intéressés; services d'approvisionnement et de gestion du matériel de télécopie et de photocopie.

Service de transport aérien : services de transport aérien efficaces et économiques offerts aux clients grâce à l'utilisation efficace de la flotte aérienne et à la coordination des services aériens d'ambulance, de lutte contre les incendies et de transport général.

Organismes de service spécial : Organisme chargé de la distribution du matériel, Terres domaniales et acquisition foncière et Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd.

a) Gestion des projets				
1) Salaires et avantages sociaux			4 059	4 059
2) Autres dépenses			7 811	7 819
			11 870	11 878
3) Moins : Somme récupérable d'autres postes			(5 256)	(5 256)
4) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations			(4 873)	(4 873)
Sous-total a)			1 741	1 749
b) Grands projets				
1) Salaires et avantages sociaux			1 131	1 131
2) Autres dépenses			302	302
			1 433	1 433
3) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations			(1 433)	(1 433)
Sous-total b)			-	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	c)	Fonctionnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	22 764	22 668
		2) Autres dépenses	43 032	42 946
			65 796	65 614
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(854)	(854)
		Sous-total c)	64 942	64 760
	d)	Location, gestion des locaux et stationnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 348	1 348
		2) Autres dépenses	35 686	35 483
			37 034	36 831
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 400)	(2 400)
		Sous-total d)	34 634	34 431
	e)	Services de soutien divisionnaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 377	1 377
		2) Autres dépenses	550	554
			1 927	1 931
		3) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(485)	(485)
		Sous-total e)	1 442	1 446
	f)	Services de sécurité		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 471	5 471
		2) Autres dépenses	1 143	1 143
			6 614	6 614
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 259)	(1 259)
		Sous-total f)	5 355	5 355
	g)	Recouvrement des coûts liés aux locaux	(61 905)	(62 550)
	h)	Planification des besoins en locaux du gouvernement		
		1) Salaires et avantages sociaux	587	587
		2) Autres dépenses	158	158
		Sous-total h)	745	745
	i)	Direction des services d'approvisionnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 018	2 018
		2) Autres dépenses	353	353
		Sous-total i)	2 371	2 371

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	j)	Service de transport aérien		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 290	7 290
		2) Autres dépenses	8 755	7 341
			16 045	14 631
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(16 045)	(14 631)
		Sous-total j)	-	-
	k)	Organisme chargé de la distribution du matériel	- (2)	-
	l)	Terres domaniales et acquisition foncière	- (2)	-
	m)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	- (2)	-
15.4	4.	Travaux d'infrastructure	181 233	180 383
		Programmes de construction et d'entretien des routes praticables en tout temps et des routes d'hiver provinciales, ainsi que programmes concernant l'exploitation des traversiers et des aéroports du Nord, l'aide aux municipalités et les projets d'entretien des voies d'eau.		
	a)	Programme d'entretien et de conservation des routes provinciales à grande circulation et des routes provinciales secondaires, et projets connexes		
		1) Dépenses brutes	172 282	170 682
		2) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(23 881)	(22 881)
		Sous-total a)	148 401	147 801
	b)	Projets d'entretien des voies d'eau		
		1) Entretien des voies d'eau	10 252	8 388
		2) Projets mineurs se rapportant aux immobilisations	175	175
			10 427	8 563
		3) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(2 614)	(1 000)
		Sous-total b)	7 813	7 563
	c)	Travaux dans les municipalités, les districts d'administration locale et les territoires non organisés	2 266	2 266

2. L'Organisme chargé de la distribution du matériel, l'Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd, et Terres domaniales et acquisition foncière sont des organismes de service spécial pour lesquels aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	d)	Exploitation des aéroports du Nord et du service de traversiers		
	1)	Exploitation des aéroports du Nord	9 703	9 653
	2)	Exploitation du service de traversiers	4 350	4 350
			14 053	14 003
	3)	Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(325)	(275)
		Sous-total d)	13 728	13 728
	e)	Routes d'hiver	9 025	9 025
15.5	5.	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba Ressources sur le terrain qui offrent des conseils et des renseignements techniques permettant d'installer et d'améliorer les infrastructures d'égouts et d'approvisionnement en eau. Financement pour le fonctionnement et les immobilisations en vue d'appuyer les administrations locales.	2 104	2 104
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 018	2 018
	b)	Autres dépenses	436	436
	c)	Projets de service d'eau et d'égouts	10 813	10 813
			13 267	13 267
	d)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et d'autres postes	(3 334)	(3 334)
	e)	Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(7 829)	(7 829)
15.6	6.	Ententes Canada-Manitoba Contribution du Manitoba au programme Infrastructures Canada-Manitoba pour la construction, la rénovation, l'expansion ou l'amélioration substantielle de l'infrastructure dans tout le Manitoba.	1 151	8 782
	a)	Programmes d'infrastructures	36 395	42 430
	b)	Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(35 244)	(33 648)
15.7	7.	Coûts liés aux immobilisations Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.	274 463	239 355
	a)	Service de transport aérien		
	1)	Amortissement	5 351	4 632
	2)	Frais d'intérêts	5 137	2 171
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 683)	(4 337)
		Sous-total a)	6 805	2 466

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	b)	Actif général		
		1) Amortissement	20 767	18 536
		2) Frais d'intérêts	27 932	21 062
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(4 251)	(2 955)
		Sous-total b)	44 448	36 643
	c)	Infrastructure - Routes provinciales		
		1) Amortissement	116 595	103 460
		2) Frais d'intérêts	99 060	90 180
		Sous-total c)	215 655	193 640
	d)	Infrastructure - Ressources hydriques		
		1) Amortissement	3 237	2 747
		2) Frais d'intérêts	4 318	3 859
		Sous-total d)	7 555	6 606
15.8	8.	Organisation des mesures d'urgence	2 404	2 404
		En étroite collaboration avec tous les ordres gouvernementaux, le secteur privé, des organismes bénévoles, ainsi que d'autres organismes non gouvernementaux, l'Organisation des mesures d'urgence du Manitoba appuie et coordonne la planification des mesures d'urgence, la procédure en cas d'urgence et la reprise après une catastrophe afin de veiller à la sécurité des résidents et à la protection des biens et de l'environnement. L'Organisation est chargée de la gestion et de la prestation du Programme d'aide financière aux sinistrés, lequel aide les Manitobains et Manitobaines ayant subi des dommages en conséquence directe d'une catastrophe d'envergure.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 789	1 789
	b)	Autres dépenses	615	615
Total de la Partie A - Fonctionnement			594 299	556 620

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
Partie B - Investissements en immobilisations				
15.9	15.	Immobilisations.	749 022	750 536
		<i>Actif général</i> : acquisition de biens corporels; projets majeurs de construction et de rénovation d'immeubles; acquisition et entretien des aéronefs du gouvernement.		
		<i>Infrastructure</i> : construction et amélioration des routes, des ponts, des pistes d'atterrissage des aéroports et des ouvrages de régularisation des eaux de la province, et aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est.		
	a)	Actif général		
		1) Projets d'immobilisations - Services gouvernementaux	147 336	160 482
		2) Projets d'immobilisations et matériel - Transports	16 000	16 000
		3) Projets d'immobilisations - Service de transport aérien	60 403	42 814
		Sous-total a)	223 739	219 296
	b)	Infrastructure		
		1) Infrastructure routière	366 000	366 225
		2) Immobilisations liées aux pistes d'atterrissage des aéroports	2 000	850
		3) Immobilisations liées à la gestion des ressources hydriques	24 150	10 600
		4) Commission d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est	133 133	153 565
		Sous-total b)	525 283	531 240

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	752	-	752
2. Initiatives de développement énergétique	1 799	-	1 799
3. Sciences, innovation et développement des entreprises	22 761	7,1	21 261
4. Technologie et transformation opérationnelle	41 333	0,9	40 966
5. Ressources minières	10 748	6,3	10 114
6. Coûts liés aux immobilisations	10 265	8,7	9 446
Total de la Partie A - Fonctionnement	87 658	3,9	84 338
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	77 393	3,3	74 892
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	10 265	8,7	9 446
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	87 658	3,9	84 338
Partie B - Investissements en immobilisations			
18. Immobilisations			
Actif général	2 742	(26,8)	3 746
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	2 742	(26,8)	3 746

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18), suite

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	72 793
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de crédits venant de :	
- Affaires autochtones et du Nord	3
- Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	179
- Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	427
- Commission de la fonction publique	130
- Conservation	848
- Culture, Patrimoine et Tourisme	395
- Éducation	1 840
- Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	565
- Services à la famille et Consommation	2 154
- Finances	703
- Vie saine, Jeunesse et Aînés	100
- Logement et Développement communautaire	479
- Infrastructure et Transports	1 625
- Justice	1 597
- Travail et Immigration	51
- Gestion des ressources hydriques	354
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	104
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	84 338

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18), suite				
Partie A - Fonctionnement				
18.1	1.	Administration et finances	752	752
		Haute direction, planification et contrôle des politiques et programmes du ministère. Le soutien administratif est fourni par le ministère de l'Entrepreneuriat, de la Formation professionnelle et du Commerce dans les domaines suivants : finances et administration, et gestion des systèmes d'information.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	492	492
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	565	565
	c)	Administration et finances	150	150
18.2	2.	Initiatives de développement énergétique	1 799	1 799
		Élaboration et mise en œuvre d'initiatives se rapportant au développement énergétique et de stratégies d'expansion économique faisant appel aux ressources hydroélectriques ou favorisant la mise en valeur d'énergies de remplacement. Élaboration d'initiatives et de programmes provinciaux ayant trait à l'énergie ainsi que d'activités de surveillance et de coordination nécessaires à leur mise en œuvre.		
	a)	Initiatives de développement énergétique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 005	1 005
		2) Autres dépenses	794	794
		Sous-total a)	1 799	1 799
18.3	3.	Sciences, innovation et développement des entreprises	22 761	21 261
		<i>Sciences, innovation et développement des entreprises</i> : organe central du gouvernement quant à l'offre de services de développement des entreprises à l'industrie et aux collectivités dans les domaines des sciences de la vie, des nouveaux médias et des technologies de l'information et de la communication afin de favoriser la croissance de l'économie et de l'emploi; établit, analyse et communique des politiques relatives à l'innovation, à la recherche et au développement, ainsi qu'à la technologie et aux télécommunications; veille à la mise en œuvre du Fonds pour la recherche et l'innovation du Manitoba et du Fonds pour les centres d'excellence du Manitoba; coordonne à l'échelle du gouvernement la réalisation de tous les projets dans le domaine de la recherche, de l'innovation, des sciences et de la technologie.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18), suite				
		<i>Conseil manitobain de la recherche en matière de santé</i> : se charge de la promotion et du soutien de la recherche (fondamentale, clinique et appliquée) dans le domaine des sciences de la santé au Manitoba en offrant des subventions et des bourses.		
		<i>Centre de technologie industrielle</i> : facilite le développement économique au Manitoba en offrant des services de technologie industrielle.		
		<i>Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN)</i> : facilite et coordonne la prestation de services technologiques à la communauté éducative partout au Manitoba.		
	a)	Sciences, innovation et développement des entreprises		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 579	1 579
		2) Autres dépenses	613	613
		3) Fonds pour la recherche et l'innovation du Manitoba	13 300	11 800
		4) Fonds pour les centres d'excellence du Manitoba	720	720
			<hr/>	<hr/>
			16 212	14 712
		5) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement urbain	(750)	(750)
			<hr/>	<hr/>
		Sous-total a)	15 462	13 962
	b)	Conseil manitobain de la recherche en matière de santé	6 003	6 003
	c)	Centre de technologie industrielle	900 (1)	900
	d)	Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN)	396 (1)	396
18.4	4.	Technologie et transformation opérationnelle	<hr/> 41 333	<hr/> 40 966
		<i>Technologie et transformation opérationnelle</i> : assure le leadership quant aux activités de prestation de services, aux activités de transformation opérationnelle et à la mise en œuvre du logiciel SAP dans l'ensemble du gouvernement du Manitoba, veillant ainsi à ce que les ressources de technologies de l'information et des communications, systèmes, plates-formes, logiciels d'application et compétences existants soient utilisés de façon optimale tout en trouvant de nouveaux moyens de répondre aux défis liés au service, de planifier les besoins futurs et de profiter des possibilités économiques.		
		<i>Service d'informatique du Palais législatif</i> : offre un environnement technologique sécuritaire à l'aide de services de soutien efficaces et de systèmes fiables qui répondent aux exigences professionnelles de divers utilisateurs au Palais législatif.		

1. Le Centre de technologie industrielle et les Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN) sont des organismes de service spécial pour lesquels le ministère prévoit une aide de fonctionnement dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18), suite				
	a)	Technologie et transformation opérationnelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	18 029	18 029
		2) Autres dépenses	76 935	74 844
		Sous-total a)	94 964	92 873
	b)	Recouvrements de Technologie et transformation opérationnelle	(54 951)	(53 227)
	c)	Service d'informatique du Palais législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 010	1 010
		2) Autres dépenses	310	310
		Sous-total c)	1 320	1 320
18.5	5.	Ressources minières	10 748	10 114
		<i>Levés géologiques du Manitoba</i> : fournit de la documentation référentielle sur le potentiel géologique et minéral de la province.		
		<i>Mines</i> : administration des lois et règlements régissant l'aliénation des droits miniers, l'exploration, le développement et la production des ressources minières de la province, ainsi que la restauration des mines et des carrières.		
		<i>Ressources pétrolières</i> : administration des lois et règlements régissant l'aliénation des droits pétroliers, l'exploration, l'exploitation et la production des ressources pétrolières, ainsi que l'abandon et la restauration des puits et des installations pétrolières.		
		<i>Conseils et commissions</i> : règlement des différends entre détenteurs de droits de surface et détenteurs de droits miniers en ce qui concerne l'accès aux minéraux, au pétrole et au gaz naturel.		
	a)	Levés géologiques du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 830	3 830
		2) Autres dépenses	1 535	1 535
		Sous-total a)	5 365	5 365
	b)	Mines		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 312	1 312
		2) Autres dépenses	531	531
		Sous-total b)	1 843	1 843
	c)	Ressources pétrolières		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 426	1 321
		2) Autres dépenses	348	319
		Sous-total c)	1 774	1 640

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18), suite				
	d)	Conseils et commissions		
		1) Salaires et avantages sociaux	30	30
		2) Autres dépenses	16	16
		Sous-total d)	46	46
	e)	Programmes de soutien à l'industrie des minéraux		
		1) Programme d'aide à l'exploration minière	1 500	1 000
		2) Programme d'aide à la prospection	23	23
		3) Projet de développement de l'industrie de la potasse au Manitoba	197	197
		Sous-total e)	1 720	1 220
18.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	10 265	9 446
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Gestion globale des systèmes		
		1) Amortissement	3 448	3 448
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 448)	(3 448)
		Sous-total a)	-	-
	b)	Amortissement	6 394	6 175
	c)	Frais d'intérêts	3 871	3 271
		Total de la Partie A - Fonctionnement	87 658	84 338

Partie B - Investissements en immobilisations

18.7	18.	Immobilisations	2 742	3 746
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général		
		1) Gestion globale des systèmes	364	627
		2) Autres projets de technologie de l'information	506	1 821
		3) Projets de technologie de l'information du gouvernement	1 872	1 298

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
JUSTICE (4)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration, finances et innovation judiciaire	4 215	-	4 215
2. Justice criminelle	154 868	4,4	148 293
3. Justice civile	33 368	9,2	30 555
4. Services correctionnels	180 889	10,0	164 387
5. Tribunaux	50 970	2,2	49 867
6. Coûts liés aux immobilisations	3 433	16,5	2 947
Total de la Partie A - Fonctionnement	427 743	6,9	400 264
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	424 310	6,8	397 317
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	3 433	16,5	2 947
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	427 743	6,9	400 264
Partie B - Investissements en immobilisations			
4. Immobilisations			
Actif général	3 448	(40,4)	5 783
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	3 448	(40,4)	5 783

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	402 166
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de fonctions allant à :	
- Commission de la fonction publique	(296)
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(1 597)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	400 264

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
Partie A - Fonctionnement				
4.1	1.	Administration, finances et innovation judiciaire.	4 215	4 215
		Direction, orientation de la politique et coordination des programmes du ministère. Appui administratif de toutes les divisions opérationnelles dans les domaines suivants : élaboration et analyse des politiques relatives aux programmes, planification financière, centralisation des services financiers, comptables et budgétaires, gestion des documents, mise au point de systèmes et de services d'informatique. Direction et soutien pour les améliorations innovatrices aux processus dans tout le ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	637	637
		2) Autres dépenses	95	95
		Sous-total b)	732	732
	c)	Élaboration et analyse des politiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	443	443
		2) Autres dépenses	121	121
		Sous-total c)	564	564
	d)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 388	1 388
		2) Autres dépenses	375	375
		Sous-total d)	1 763	1 763
	e)	Services d'informatique		
		1) Salaires et avantages sociaux	562	533
		2) Autres dépenses	636	636
			1 198	1 169
		3) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(79)	(50)
		Sous-total e)	1 119	1 119
4.2	2.	Justice criminelle	154 868	148 293
		Administration de la justice criminelle au Manitoba.		
		<i>Service des poursuites du Manitoba</i> : poursuit les auteurs d'actes criminels en conformité avec les lois provinciales, le <i>Code criminel</i> du Canada et d'autres lois fédérales.		
		<i>Services de police de la province</i> : font appliquer la loi et fournissent un service municipal de police à de nombreuses petites localités rurales. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) assure nombre de ces services aux termes de contrats conclus avec le Manitoba.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

JUSTICE (4), suite

Services d'application de la loi offerts aux Autochtones et à la communauté : voient à la supervision et à la coordination des activités de la GRC, des corps de police municipaux, des enquêteurs privés, des gardes de sécurité et des agents de police spéciaux. Administrent le financement des services de police mis en place dans les communautés des Premières nations. Veillent à la gestion des services relatifs aux témoins à haut risque et à l'application de la *Loi visant à accroître la sécurité des collectivités et des quartiers* et de la *Loi sur les bâtiments fortifiés*. Exercent diverses activités de sécurité communautaire intéressant les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Services aux victimes : fournissent un cadre de travail aux activités qui se déroulent sur de multiples fronts pour promouvoir la *Déclaration des droits des victimes*, ainsi qu'un service de soutien aux victimes de violence familiale et aux enfants victimes. Administrent le Programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels et le Programme d'aide aux victimes et aux témoins d'actes criminels. Financent certains projets d'organismes qui offrent des services aux victimes.

Indemnisation des victimes d'actes criminels : a pour rôle d'indemniser lesdites victimes pour certaines blessures et pertes subies.

Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi : enquête sur les plaintes concernant la conduite des policiers municipaux au Manitoba.

Bureau du médecin légiste en chef : en conformité avec la *Loi sur les enquêtes médico-légales*, enquête sur toute mort subite, violente ou inexplicable survenue au Manitoba.

Confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement : veille à la gestion et à l'application de la *Loi sur la confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement*, qui permet de confisquer des biens obtenus ou utilisés criminellement dont la confiscation a été ordonnée par le tribunal et de disposer de ceux-ci.

Commission de police du Manitoba : conseille le gouvernement sur la prestation de services de police au Manitoba.

Section des enquêtes indépendantes : enquête sur les incidents graves impliquant des agents de police au Manitoba.

a) Administration		
1) Salaires et avantages sociaux	415	415
2) Autres dépenses	49	49
Sous-total a)	464	464
b) Service des poursuites du Manitoba		
1) Salaires et avantages sociaux	21 544	20 323
2) Autres dépenses	3 987	3 841
3) Programme d'aide aux témoins	762	742
Sous-total b)	26 293	24 906

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	c)	Services de police de la province		
		1) Dépenses brutes	113 672	109 710
		2) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(2 000)	(2 000)
		Sous-total c)	111 672	107 710
	d)	Services d'application de la loi offerts aux Autochtones et à la communauté		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 854	1 689
		2) Autres dépenses	699	651
		3) Programmes	285	285
		Sous-total d)	2 838	2 625
	e)	Services aux victimes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 472	3 472
		2) Autres dépenses	606	606
		3) Subventions	240	220
		Sous-total e)	4 318	4 298
	f)	Indemnisation des victimes d'actes criminels	2 904	2 904
	g)	Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi		
		1) Salaires et avantages sociaux	505	505
		2) Autres dépenses	109	109
		Sous-total g)	614	614
	h)	Bureau du médecin légiste en chef		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 323	994
		2) Autres dépenses	2 392	2 392
		Sous-total h)	3 715	3 386
	i)	Confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement		
		1) Salaires et avantages sociaux	440	440
		2) Autres dépenses	334	334
		Sous-total i)	774	774
	j)	Commission de police du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	268	268
		2) Autres dépenses	195	281
		Sous-total j)	463	549
	k)	Section des enquêtes indépendantes		
		1) Salaires et avantages sociaux	217	44
		2) Autres dépenses	596	19
		Sous-total k)	813	63

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.3	3.	Justice civile	33 368	30 555
		Services juridiques et programmes qui protègent les droits des Manitobains et Manitobaines.		
		<i>Commission des droits de la personne du Manitoba</i> : veille à l'application du <i>Code des droits de la personne du Manitoba</i> et met l'accent sur l'égalité des chances en vue de réduire la discrimination dans la province.		
		<i>Conseiller législatif</i> : fournit des services de rédaction et de traduction de textes législatifs au gouvernement et, conformément au règlement de l'Assemblée, aux députés; veille à ce que les projets de loi, les lois et les règlements soient publiés.		
		<i>Commission de réforme du droit du Manitoba</i> : conseille le gouvernement sur la mise à jour et l'amélioration des lois manitobaines.		
		<i>Direction du droit de la famille</i> : assure un soutien administratif et juridique au gouvernement en ce qui a trait à ses programmes d'exécution des ordonnances alimentaires et de protection de l'enfance; aide à l'élaboration de lois se rapportant au droit de la famille.		
		<i>Direction du droit constitutionnel</i> : fournit aux ministères des consultations et des services juridiques, y compris la représentation en cour.		
		<i>Aide juridique Manitoba</i> : protège les droits, reconnus par la loi, de ceux qui ne peuvent se permettre les services d'un avocat.		
		<i>Bureau du contentieux civil</i> : donne des avis juridiques à tous les ministères et organismes gouvernementaux sur tout ce qui relève du droit civil.		
		<i>Curateur public</i> : gère les biens des personnes décédées et représente les intérêts des enfants, ainsi que des personnes ayant une déficience intellectuelle.		
	a)	Commission des droits de la personne du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 532	1 532
		2) Autres dépenses	447	447
		Sous-total a)	1 979	1 979
	b)	Conseiller législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 205	2 205
		2) Autres dépenses	353	353
		Sous-total b)	2 558	2 558
	c)	Subvention à la Commission de réforme du droit du Manitoba	85	85
	d)	Direction du droit de la famille		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 705	1 705
		2) Autres dépenses	169	169
		Sous-total d)	1 874	1 874
	e)	Direction du droit constitutionnel		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 114	1 114
		2) Autres dépenses	227	227
		Sous-total e)	1 341	1 341

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	f)	Aide juridique Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 263	14 263
		2) Autres dépenses	11 268	8 455
		Sous-total f)	25 531	22 718
	g)	Bureau du contentieux civil	-	-
	h)	Curateur public	-	-
4.4	4.	Services correctionnels	180 889	164 387
		Protection de la société au moyen de programmes et de services correctionnels offerts dans tout le Manitoba.		
		<i>Services divisionnaires</i> : assurent un soutien à la Division des services correctionnels en ce qui a trait, entre autres, à la formation, au recrutement, aux services administratifs, à l'élaboration de programmes, à la recherche, aux services d'information, à l'élaboration de la politique et aux services aux Autochtones.		
		<i>Services correctionnels pour les adultes</i> : ont la charge des contrevenants adultes qui sont condamnés à une incarcération maximale de deux ans moins un jour ou qui demeurent en détention en attendant une décision du tribunal; offrent des services et des programmes correctionnels communautaires pour les contrevenants adultes dans tout le Manitoba.		
		<i>Services correctionnels pour les jeunes</i> : ont la charge des jeunes contrevenants condamnés à une incarcération ou qui demeurent en détention en attendant une décision du tribunal; offrent des services et des programmes correctionnels communautaires pour les jeunes contrevenants dans tout le Manitoba.		
	a)	Services divisionnaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 161	2 161
		2) Autres dépenses	670	595
		Sous-total a)	2 831	2 756
	b)	Services correctionnels pour les adultes		
		1) Salaires et avantages sociaux	111 750	102 766
		2) Autres dépenses	17 577	13 739
		3) Programmes et organismes externes	2 926	2 445
			132 253	118 950
	4)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(5)	(5)
		Sous-total b)	132 248	118 945

1. Le Bureau du contentieux civil et le Curateur public sont des organismes de service spécial pour lesquels aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	c)	Services correctionnels pour les jeunes		
		1) Salaires et avantages sociaux	39 265	36 327
		2) Autres dépenses	4 485	4 175
		3) Programmes et organismes externes	2 060	2 184
		Sous-total c)	45 810	42 686
4.5	5.	Tribunaux	50 970	49 867
		La Division est chargée de l'administration des tribunaux fédéraux et provinciaux, de la Commission d'examen, et d'autres services de soutien judiciaire en vue de la résolution des questions se rapportant aux actes criminels prévus par les lois provinciales, le <i>Code criminel</i> du Canada et d'autres lois fédérales, ainsi qu'aux délits relevant des autorités provinciales ou municipales, aux litiges en matière civile ou familiale, et aux faillites.		
	a)	Administration judiciaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 377	5 219
		2) Autres dépenses	2 687	2 351
			8 064	7 570
		3) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(357)	(227)
		Sous-total a)	7 707	7 343
	b)	Tribunaux de Winnipeg		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 547	7 456
		2) Autres dépenses	1 266	1 266
		Sous-total b)	8 813	8 722
	c)	Tribunaux régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 308	4 297
		2) Autres dépenses	2 182	2 182
		Sous-total c)	6 490	6 479
	d)	Services judiciaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	17 121	16 973
		2) Autres dépenses	2 042	2 011
		Sous-total d)	19 163	18 984
	e)	Bureau du Shérif		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 836	6 511
		2) Autres dépenses	1 961	1 828
		Sous-total e)	8 797	8 339

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	3 433	2 947
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	2 492	2 139
	b)	Frais d'intérêts	941	808
		Total de la Partie A - Fonctionnement	427 743	400 264

Partie B - Investissements en immobilisations

4.7	4.	Immobilisations	3 448	5 783
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général		
	1)	Acquisition de matériel	1 990	4 458
	2)	Système de mise en commun de l'information en justice criminelle	300	167
	3)	Système d'exécution des ordonnances alimentaires	1 158	1 158

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Haute direction	809	-	809
2. Programmes - Travail	20 258	(11,4)	22 866
3. Immigration	37 173	10,0	33 789
4. Coûts liés aux immobilisations	521	(3,5)	540
Total de la Partie A - Fonctionnement	58 761	1,3	58 004
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	58 240	1,4	57 464
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	521	(3,5)	540
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	58 761	1,3	58 004

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	58 064
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(51)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	58 004

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
Partie A - Fonctionnement				
11.1	1.	Haute direction	809	809
		Assure le fonctionnement du cabinet du ministre et du bureau du sous-ministre.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	692	702
	2)	Autres dépenses	80	70
		Sous-total b)	772	772
11.2	2.	Programmes - Travail	20 258	22 866
		<i>Services financiers et administratifs</i> : service central de soutien des programmes du ministère dans les domaines des services financiers et administratifs, dont la planification, la communication, le contrôle financier et l'obligation redditionnelle.		
		<i>Technologies de l'information</i> : service central de soutien des programmes du ministère dans les domaines des technologies de l'information et des communications.		
		<i>Recherche, législation et politique</i> : service central de soutien des programmes du ministère dans les domaines de la recherche, de l'analyse des politiques et de l'élaboration de la législation, y compris la planification et la communication.		
		<i>Services de conciliation et de médiation</i> : conciliation et médiation pour les employeurs et les travailleurs.		
		<i>Bureau du surintendant - Commission manitobaine des pensions</i> : aide à la création, à l'expansion et à l'amélioration des régimes de retraite; protection des droits actuels des employés dans ce domaine.		
		<i>Commission du travail du Manitoba</i> : administration et règlement des demandes qui lui sont adressées directement ou indirectement en vertu de la <i>Loi sur les relations du travail</i> et des autres textes législatifs traitant des rapports entre les employeurs et les travailleurs.		
		<i>Sécurité et hygiène du travail</i> : prestation de services de prévention des blessures et des maladies en milieu de travail au Manitoba, en veillant au respect de la <i>Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail</i> et de ses règlements et en aidant les employeurs et les travailleurs à participer aux systèmes de sécurité et d'hygiène en place dans leur milieu de travail.		
		<i>Normes d'emploi</i> : application des normes en matière de conditions d'emploi; programmes permettant aux travailleurs mis à pied à cause de changements au sein du marché du travail ou de la structure des entreprises de retrouver un emploi ou de se recycler.		
		<i>Bureau des conseillers des travailleurs</i> : aide aux accidentés du travail en ce qui a trait aux demandes d'indemnisation.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
<i>Bureau du commissaire aux incendies : visites de prévention et services d'inspections techniques conformément aux dispositions législatives. Enquêtes sur les incendies suspects ayant causé la mort, des blessures ou des dommages matériels. Prestation d'une formation reconnue sur la prévention des incendies et l'intervention d'urgence, et de services de sécurité publique. Intervention d'urgence partout dans la province en cas d'incidents de grande envergure.</i>				
<i>Situation de la femme : conseils au gouvernement sur les dossiers et les enjeux d'intérêt pour les femmes du Manitoba afin d'aider à l'élaboration de politiques et de programmes appropriés; encouragement du dialogue et de partenariats avec des organismes communautaires et avec d'autres ministères; participation à des activités et à des projets de promotion de l'égalité des sexes et de sensibilisation aux questions touchant les femmes.</i>				
<i>Bureau des personnes handicapées : appui au ministre responsable des Personnes handicapées; point central des ressources pour tous les ministères afin d'appuyer et de coordonner les initiatives qui ont des incidences pour les personnes handicapées et de favoriser la communication entre la communauté des personnes handicapées et le gouvernement.</i>				
	a)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	391	511
		2) Autres dépenses	137	143
		Sous-total a)	528	654
	b)	Technologie de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	261	273
		2) Autres dépenses	81	69
		Sous-total b)	342	342
	c)	Recherche, législation et politique		
		1) Salaires et avantages sociaux	578	578
		2) Autres dépenses	66	66
		3) Subventions	212	105
		Sous-total c)	856	749
	d)	Direction de la mécanique et de la technique		
		1) Salaires et avantages sociaux	-	2 280
		2) Autres dépenses	-	662
		Sous-total d)	-	2 942
	e)	Services de conciliation et de médiation		
		1) Salaires et avantages sociaux	600	594
		2) Autres dépenses	131	136
		Sous-total e)	731	730

1. Le 1^{er} avril 2011, les fonctions de la Direction de la mécanique et de la technique ont été transférées au Bureau du commissaire aux incendies, un organisme de service spécial. De ce fait, aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
	f)	Bureau du surintendant - Commission manitobaine des pensions		
		1) Salaires et avantages sociaux	412	409
		2) Autres dépenses	150	216
		Sous-total f)	562	625
	g)	Commission du travail du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 306	1 316
		2) Autres dépenses	449	449
		Sous-total g)	1 755	1 765
	h)	Sécurité et hygiène du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 296	7 025
		2) Autres dépenses	2 149	2 054
		3) Subventions	20	-
		Sous-total h)	9 465	9 079
	i)	Normes d'emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 817	2 817
		2) Autres dépenses	581	591
		Sous-total i)	3 398	3 408
	j)	Bureau des conseillers des travailleurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	735	732
		2) Autres dépenses	191	184
		Sous-total j)	926	916
	k)	Bureau du commissaire aux incendies	-	-
			(2)	
	l)	Situation de la femme		
		1) Salaires et avantages sociaux	642	661
		2) Autres dépenses	329	320
		3) Subventions	100	100
		Sous-total l)	1 071	1 081
	m)	Bureau des personnes handicapées		
		1) Salaires et avantages sociaux	457	444
		2) Autres dépenses	167	131
		Sous-total m)	624	575

2. Le Bureau du commissaire aux incendies est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2011-2012 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
11.3	3.	Immigration	37 173	33 789
		<i>Immigration</i> : veille à l'élaboration de principes et de programmes relatifs aux critères d'immigration et coordonne l'établissement et l'intégration des immigrants et des réfugiés, tant sur le plan social qu'économique.		
		<i>Bureau du commissaire à l'équité du Manitoba</i> : fournit aux organismes de réglementation des renseignements et des conseils pour les aider à observer les exigences découlant de la <i>Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées</i> .		
	a)	Immigration		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 910	4 751
		2) Autres dépenses	1 598	1 546
		3) Aide financière et subventions	30 285	27 112
		Sous-total a)	36 793	33 409
	b)	Bureau du commissaire à l'équité du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	297	294
		2) Autres dépenses	83	86
		Sous-total b)	380	380
11.4	4.	Coûts liés aux immobilisations	521	540
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	436	436
	b)	Frais d'intérêts	85	104
Total de la Partie A - Fonctionnement			58 761	58 004

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
ADMINISTRATIONS LOCALES (13)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	2 862	1,7	2 815
2. Aménagement et développement communautaires	33 199	-	33 202
3. Soutien provincial-municipal	11 558	0,7	11 481
4. Aide financière aux municipalités	259 880	4,0	249 807
5. Coûts liés aux immobilisations	53	-	53
Total de la Partie A - Fonctionnement	307 552	3,4	297 358
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	104 018	(16,4)	124 353
Subventions en capital	203 481	17,7	172 952
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	53	-	53
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	307 552	3,4	297 358

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	255 790
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de fonctions venant de :	
- Logement et Développement communautaire	100
Transfert de crédits venant de :	
- Infrastructure et Transports	41 477
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	<u>297 358</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
Partie A - Fonctionnement				
13.1	1.	Administration et finances	2 862	2 815
		Planification, direction et contrôle, au niveau exécutif, de la politique et des programmes du ministère. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et examen du budget.		
		<i>Commission municipale</i> : conformément aux dispositions législatives, examen des emprunts, de l'évaluation, de l'aménagement et d'autres questions municipales, et décisions sur ces questions. Soutien administratif de la Commission de l'évaluation foncière et de la Commission d'appel de l'aide aux sinistrés.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	606	606
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	686	686
	c)	Bureau de Brandon		
		1) Salaires et avantages sociaux	223	223
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total c)	288	288
	d)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	523	523
		2) Autres dépenses	190	190
		Sous-total d)	713	713
	e)	Commission municipale		
		1) Salaires et avantages sociaux	903	856
		2) Autres dépenses	235	235
		Sous-total e)	1 138	1 091

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
13.2	2.	Aménagement et développement communautaires	33 199	33 202
		Coordonne l'élaboration, l'intégration et la prestation des services d'aménagement du territoire et de développement communautaire dans le but de faciliter la croissance et le développement durables des communautés manitobaines.		
		Fournit le cadre législatif, stratégique et méthodologique requis pour guider l'aménagement et le développement durables du territoire dans toute la province, y compris la coordination intergouvernementale et l'intégration des initiatives d'aménagement locales, régionales et provinciales.		
		Fournit des services consultatifs et des services professionnels de planification aux communautés et aux organismes des administrations locales dans les domaines suivants : aménagement du territoire, développement communautaire et revitalisation.		
		Élabore et met en œuvre des lignes directrices et des programmes visant la revitalisation urbaine, la réhabilitation du centre-ville et le développement économique communautaire dans les villes de Winnipeg et de Brandon, en collaboration avec l'ensemble de l'administration gouvernementale et en partenariat avec d'autres administrations et avec des partenaires dans la communauté.		
		Met en œuvre, soutient et facilite la Stratégie de régénération de Winnipeg.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	175	186
		2) Autres dépenses	44	44
		Sous-total a)	219	230
	b)	Planification communautaire et régionale		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 585	3 575
		2) Autres dépenses	1 149	1 149
			4 734	4 724
		3) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(628)	(627)
		Sous-total b)	4 106	4 097
	c)	Programmes et politiques de planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 111	994
		2) Autres dépenses	303	268
		3) Subventions	559	422
			1 973	1 684
		4) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(849)	(559)
		Sous-total c)	1 124	1 125

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
	d)	Stratégie de régénération de Winnipeg		
		1) Autres dépenses	3 428	3 428
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	<u>(3 428)</u>	<u>(3 428)</u>
		Sous-total d)	-	-
	e)	Initiatives de développement urbain	27 750	27 750
13.3	3.	Soutien provincial-municipal	<u>11 558</u>	<u>11 481</u>
		Gestion de programmes et de services dans le but de permettre à la population de bénéficier d'administrations locales à la fois efficaces et efficientes, y compris en ce qui concerne le renforcement des capacités locales.		
		Cadre législatif pour les administrations municipales, et services et programmes consultatifs et financiers pour toutes les municipalités, sauf la Ville de Winnipeg. Conseils au gouvernement sur les politiques liées à des questions gouvernementales locales.		
		Soutien financier aux municipalités, y compris la gestion de paiements de transfert intergouvernementaux et de subventions visant à permettre aux administrations locales de maintenir des localités viables. Subventions de fonctionnement et subventions en capital à la Ville de Winnipeg, et subventions en remplacement d'impôt pour les biens fonciers appartenant à la Province qui sont exempts d'impôt.		
		Services complets d'évaluation offerts à toutes les municipalités (sauf la Ville de Winnipeg), aux localités du nord du Manitoba et au ministère de l'Éducation.		
		Services de technologies de l'information pour le ministère. Conception, gestion et soutien des applications informatiques majeures qu'utilisent les administrations locales dans le cadre de leurs fonctions d'évaluation et d'imposition.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	183	186
		2) Autres dépenses	<u>29</u>	<u>29</u>
		Sous-total a)	212	215
	b)	Services d'évaluation		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 217	8 264
		2) Autres dépenses	<u>1 861</u>	<u>1 846</u>
			10 078	10 110
		3) Moins : Somme récupérable d'Éducation	<u>(2 519)</u>	<u>(2 528)</u>
		Sous-total b)	7 559	7 582

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
	c)	Services consultatifs et financiers aux municipalités		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 275	1 272
	2)	Autres dépenses	449	449
		Sous-total c)	1 724	1 721
	d)	Systèmes d'information		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 114	1 114
	2)	Autres dépenses	1 465	1 315
			2 579	2 429
	3)	Moins : Somme récupérable d'Éducation	(516)	(466)
		Sous-total d)	2 063	1 963
13.4	4.	Aide financière aux municipalités	259 880	249 807
		Aide financière aux administrations locales pour leurs dépenses de fonctionnement et leurs dépenses en capital.		
	a)	Fonds de croissance du Manitoba		
	1)	Ville de Winnipeg		
		Aide à l'infrastructure municipale	98 846	77 518
		Transport	40 915	34 415
		Ententes Canada – Manitoba	7 460	4 150
		Sous-total 1)	147 221	116 083
	2)	Autres municipalités		
		Aide concernant l'infrastructure municipale	60 998	57 788
		Transport	3 178	2 969
		Ententes Canada – Manitoba	27 784	29 498
		Sous-total 2)	91 960	90 255
		Sous-total a)	239 181	206 338
	b)	Aide de fonctionnement		
	1)	Ville de Winnipeg		
		Subvention inconditionnelle aux programmes	-	19 888
		Subvention générale de soutien	5 388	11 150
		Développement communautaire urbain (jeux de hasard)	16 762	15 750
		Soutien à la sécurité publique	14 101	9 382
		Autre aide conditionnelle	1 400	5 300
			37 651	61 470
		Moins : Rajustement reflétant les transferts de programmes de la Ville de Winnipeg	(23 650)	(23 650)
		Sous-total 1)	14 001	37 820

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
	2)	Autres municipalités		
		Subvention générale de soutien	2 069	1 776
		Développement communautaire rural (jeux de hasard)	8 600	9 190
		Soutien à la sécurité publique	2 258	1 412
		Autre aide conditionnelle	550	50
		Sous-total 2)	13 477	12 428
		Sous-total b)	27 478	50 248
	c)	Subventions aux municipalités en remplacement d'impôt		
	1)	Subventions	14 393	15 693
	2)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(14 219)	(15 519)
		Sous-total c)	174	174
	d)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(6 953)	(6 953)
13.5	5.	Coûts liés aux immobilisations	53	53
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
		Total de la Partie A - Fonctionnement	307 552	297 358

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
SPORT (28)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Sport	11 959	0,3	11 919
Total de la Partie A - Fonctionnement	11 959	0,3	11 919
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	11 959	0,3	11 919
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	11 959	0,3	11 919

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	11 919
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	11 919

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
SPORT (28), suite				
Partie A - Fonctionnement				
28.1	1.	Sport.....	11 959	11 919
		Fournit une aide financière et des services de consultation à Sport Manitoba et à d'autres organismes pour le développement et l'amélioration des activités sportives partout dans la province.		
	a)	Sport Manitoba	11 543	11 504
	b)	Secrétariat du sport		
	1)	Salaires et avantages sociaux	177	177
	2)	Autres dépenses	75	75
	3)	Subventions	164	163
		Sous-total b)	416	415
Total de la Partie A - Fonctionnement			11 959	11 919

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (25)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	1 191	-	1 191
2. Services écologiques	16 075	(0,6)	16 170
3. Services de la réglementation et des opérations	10 075	3,6	9 727
4. Initiatives de gestion des ressources hydriques	7 579	33,1	5 696
5. Coûts liés aux immobilisations	330	11,9	295
Total de la Partie A - Fonctionnement	35 250	6,6	33 079

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	34 920	6,5	32 784
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	330	11,9	295
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	35 250	6,6	33 079

Partie B - Investissements en immobilisations

25. Immobilisations			
Actif général	77	156,7	30
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	77	156,7	30

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	33 436
Moins : Rajustement du traitement du ministre	(9)
Transfert de crédits venant de :	
- Commission de la fonction publique	6
Transfert de crédits allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(354)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	33 079

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (25), suite				
Partie A - Fonctionnement				
25.1	1.	Administration et finances	1 191	1 191
		Haute direction et services à l'ensemble du ministère : services financiers, technologies de l'information et autre soutien administratif.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	537	532
	2)	Autres dépenses	167	167
		Sous-total b)	704	699
	c)	Administration et finances		
	1)	Salaires et avantages sociaux	312	317
	2)	Autres dépenses	36	36
		Sous-total c)	348	353
	d)	Technologies de l'information		
	1)	Salaires et avantages sociaux	96	96
	2)	Autres dépenses	6	6
		Sous-total d)	102	102
25.2	2.	Services écologiques	16 075	16 170
		Planification de l'élaboration des politiques, recherche scientifique, services de surveillance, et programmes de gestion des ressources hydriques pour assurer la qualité et la viabilité des ressources hydriques et halieutiques ainsi que des écosystèmes du Manitoba, et pour protéger le public.		
	a)	Administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	171	167
	2)	Autres dépenses	51	52
	3)	Subventions	15	15
	4)	Projets mineurs se rapportant aux immobilisations	54	166
		Sous-total a)	291	400
	b)	Planification et coordination		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 885	1 861
	2)	Autres dépenses	287	293
		Sous-total b)	2 172	2 154
	c)	Gestion et sciences de l'eau		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 611	2 620
	2)	Autres dépenses	1 533	1 561
		Sous-total c)	4 144	4 181

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (25), suite				
	d)	Direction de la pêche		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 176	3 145
		2) Autres dépenses	582	580
		3) Aide au transport pour les pêcheurs du Nord	410	410
		4) Fonds de mise en valeur de la pêche	850	850
		Sous-total d)	5 018	4 985
	e)	Aide aux districts de conservation et à la gestion des bassins versants	5 615	5 615
		Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(1 165)	(1 165)
		Sous-total e)	4 450	4 450
25.3	3.	Services de la réglementation et des opérations	10 075	9 727
		Services de surveillance et de réglementation pour assurer la qualité de l'eau potable au Manitoba, et délivrance de licences relatives au drainage et à l'utilisation de l'eau d'une façon efficace et respectueuse de l'environnement. Services de recherche et de planification pluriannuelle intégrés à l'échelle de la province en ce qui a trait au développement et à l'entretien, axés sur les bassins versants, des infrastructures de voies d'eau, de rétention d'eau, de drainage et de protection contre les inondations, afin d'assurer la protection de la population et de contribuer au développement durable de l'économie provinciale. Prévision des inondations; coordination et orientation des services d'intervention en cas d'inondation.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	433	431
		2) Autres dépenses	629	631
		Sous-total a)	1 062	1 062
	b)	Prévision des inondations et coordination des services d'intervention en cas d'inondation		
		1) Salaires et avantages sociaux	873	865
		2) Autres dépenses	97	162
		Sous-total b)	970	1 027
	c)	Gestion des systèmes de régularisation des eaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	932	907
		2) Autres dépenses	166	166
		Sous-total c)	1 098	1 073

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (25), suite				
	d)	Services de réglementation		
	1)	Service de l'eau potable		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 852	1 557
	b)	Autres dépenses	1 093	1 006
		Sous-total 1)	2 945	2 563
	2)	Licences relatives au drainage et aux ouvrages de régularisation des eaux		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 596	1 467
	b)	Autres dépenses	535	535
		Sous-total 2)	2 131	2 002
	3)	Licences relatives à l'utilisation de l'eau		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 442	1 533
	b)	Autres dépenses	156	156
		Sous-total 3)	1 598	1 689
		Sous-total d)	6 674	6 254
	e)	Planification des voies d'eau et soutien des services opérationnels	356	396
		Moins : Somme récupérable du Fonds des innovations de développement durable	(85)	(85)
		Sous-total e)	271	311
25.4	4.	Initiatives de gestion des ressources hydriques	7 579	5 696
		Financement de la recherche scientifique, des projets, des mesures incitatives et des activités qui accroissent la protection et la gestion des ressources hydriques et halieutiques, et des écosystèmes aquatiques du Manitoba; aide à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de gestion des bassins versants et de programmes de conservation de l'eau; de façon générale, promotion et soutien de partenariats et d'initiatives prioritaires visant à atteindre les objectifs provinciaux relatifs à la qualité de l'eau, à la protection des eaux à la source, à la protection des zones riveraines et marécageuses, à la gestion des ressources hydriques, à la protection contre les inondations et au développement économique lié à l'eau.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (25), suite				
25.5	5.	Coûts liés aux immobilisations	330	295
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	289	254
		2) Frais d'intérêts	41	41
		Sous-total a)	330	295
		Total de la Partie A - Fonctionnement	35 250	33 079

Partie B - Investissements en immobilisations

25.6	25.	Immobilisations	77	30
		Poste prévoyant l'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	77	30

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

CRÉDITS D'AUTORISATION (26)

Partie A - Fonctionnement

1. Mise en œuvre de certaines ententes	22 030	(76,5)	93 567
2. Fonds des innovations de développement durable	3 400	-	3 400
3. Initiatives concernant l'administration de la justice	2 250	-	2 250
4. Rajustements liés aux services internes	14 625	12,9	12 958
Total de la Partie A - Fonctionnement	42 305	(62,3)	112 175

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	42 305	(48,7)	82 515
Subventions en capital	-	(100,0)	29 660
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	42 305	(62,3)	112 175

Partie B - Investissements en immobilisations

26. Immobilisations - Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)			
Actif général	20 555	198,2	6 892
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	20 555	198,2	6 892

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	81 796
Transfert de crédits allant à Mise en œuvre de certaines ententes venant de :	
- Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	17 183
- Infrastructure et Transports	14 358
Transfert de crédits venant de Rajustements liés aux services internes et allant à :	
- Commission de la fonction publique	(350)
- Culture, Patrimoine et Tourisme	(253)
- Éducation	(5)
- Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	(76)
- Vie saine, Jeunesse et Aînés	(285)
- Logement et Développement communautaire	(89)
- Innovation, Énergie et Mines	(104)
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	112 175

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
Partie A - Fonctionnement				
26.1	1.	Mise en œuvre de certaines ententes	22 030	93 567
		Dépenses du Manitoba liées aux activités entreprises dans le cadre de diverses ententes intergouvernementales et d'autres ententes.		
	a)	Ententes Canada-Manitoba		
	1)	Accord-cadre sur les droits fonciers issus de traités	500	500
	2)	Entente relative aux services en français	850	850
	3)	Stimulation économique		
	a)	Renouvellement de l'infrastructure	-	29 660
	b)	Ententes sur le marché du travail	-	17 183
		Sous-total 3)	-	46 843
	4)	Entente de partenariat économique Canada-Manitoba	5 145	5 454
	5)	Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques	7 500	7 500
	6)	Initiative de perfectionnement des athlètes	750	750
		Sous-total a)	14 745	61 897
	b)	Autres ententes		
	1)	Programme de développement international	1 000	1 000
	2)	Projets liés à l'immigration	6 285	5 670
	3)	Initiatives de réduction des délais d'attente	-	25 000
		Sous-total b)	7 285	31 670
26.2	2.	Fonds des innovations de développement durable	3 400	3 400
		Fonds visant l'élaboration, la mise en œuvre et la promotion de projets du gouvernement, d'entreprises privées et de groupes communautaires se rapportant au développement durable et à l'innovation dans le domaine de l'environnement.		
26.3	3.	Initiatives concernant l'administration de la justice	2 250	2 250
		Fonds destinés à l'élaboration et à la mise en œuvre de diverses initiatives concernant les questions autochtones et autres questions relatives à l'administration de la justice.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
26.4	4.	Rajustements liés aux services internes	14 625	12 958
		Coût prévu de divers rajustements liés aux services internes et autres coûts pouvant découler de modifications au chapitre de la conception ou de la prestation des programmes. Coûts des rajustements liés aux salaires ou aux avantages sociaux qui ne sont pas compris dans les crédits des ministères.		
Total de la Partie A - Fonctionnement			42 305	112 175

Partie B - Investissements en immobilisations

26.5	26.	Immobilisations - Rajustements liés aux services internes	20 555	6 892
		<i>Actif général</i> : Investissements prévus en immobilisations de l'actif général pour divers rajustements liés aux services internes et autres initiatives.		
		<i>Infrastructure</i> : Investissements prévus en immobilisations d'infrastructure pour divers rajustements liés aux services internes et autres initiatives.		
	a)	Actif général	20 555	6 892
	b)	Infrastructure	-	-

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)*
AUTRES CRÉDITS (27)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Urgences diverses	58 000	107,1	28 000
2. Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux	500	-	500
3. Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est.	1 651	-	1 651
Total de la Partie A - Fonctionnement	60 151	99,5	30 151
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	60 151	99,5	30 151
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure.	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	60 151	99,5	30 151

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2010-2011	30 151
Budget des dépenses 2010-2011 (après rajustement)	30 151

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2010-2011 (milliers de \$)
AUTRES CRÉDITS (27), suite				
Partie A - Fonctionnement				
27.1	1.	Urgences diverses	58 000	28 000
		Dépenses entraînées par les feux de forêt, les inondations et autres désastres naturels; dépenses liées aux interventions en cas d'éco- urgences; aide aux personnes sinistrées et autres dépenses connexes. Remboursement partiel accordé aux ministères pour pertes de biens non assurés.		
	a)	Urgences diverses	28 000	28 000
	b)	Inondation printanière de 2011	30 000	-
27.2	2.	Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux.	500	500
		Financement des pertes et des dépenses des sociétés d'État et des organismes, commissions, conseils et autres entités gouvernementales pour lesquels aucun crédit n'est prévu ailleurs dans le présent Budget.		
27.3	3.	Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est	1 651	1 651
		Financement correspondant à la part de la Province dans le projet d'agrandissement du canal de dérivation de la rivière Rouge et de développement du réseau de transport situé du côté est.		
Total de la Partie A - Fonctionnement			60 151	30 151

ANNEXE A

ORGANISMES DE SERVICE SPÉCIAL

Comme l'indique l'aperçu à la page 17, les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe en matière de résultats d'exploitation et auxquels on accorde une plus grande souplesse de gestion. Normalement, aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses annuel pour ces organismes, car ils s'autofinancent généralement à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent.

ANNEXE A
ORGANISMES DE SERVICE SPÉCIAL

	PLAN STRATÉGIQUE 2011-2012				PLAN STRATÉGIQUE 2010-2011 BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) (milliers de \$)
	RECETTES (milliers de \$)	DÉPENSES (milliers de \$)	BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) (milliers de \$)	PARTAGE DES RECETTES (milliers de \$)	
Bureau du contentieux civil	6 909	6 692	217	250	141
Office des compagnies	6 933	5 260	1 673	2 500	1 332
Terres domaniales et acquisition foncière	5 199	6 173	(974)	-	(1 187)
Centre de développement de produits alimentaires	4 726	4 712	14	-	328
Manitoba vert - Solutions écologiques	5 139	4 953	186	-	-
Centre de technologie industrielle	3 051	3 051	-	-	(18)
Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN)	4 949	4 949	-	-	(50)
Commission des valeurs mobilières du Manitoba	11 500	4 670	6 830	8 800	5 384
Centre des manuels scolaires du Manitoba	7 721	7 718	3	-	-
Organisme chargé de la distribution du matériel	23 240	23 235	5	-	6
Bureau du commissaire aux incendies	13 705	12 677	1 028	750	44
Perfectionnement et formation	1 400	1 466	(66)	-	179
Pépinière forestière Pineland	2 412	3 043	(631)	-	(482)
Office d'enregistrement des titres et des instruments	22 502	15 748	6 754	11 000	7 443
Curateur public	6 116	6 076	40	-	-
Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	80 938	77 902	3 036	2 500	3 290
Bureau de l'état civil	4 119	3 971	148	380	66

Remarque : Des renseignements détaillés sur chaque organisme de service spécial figurent dans le rapport annuel de l'organisme en question et dans les documents budgétaires supplémentaires du ministère responsable.

Des renseignements généraux sur les organismes de service spécial figurent dans le rapport annuel de l'Office de financement des organismes de service spécial.

ANNEXE B

CONVENTION COMPTABLE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL

ANNEXE B

CONVENTION COMPTABLE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL

Au cours de l'exercice financier 1999-2000, la Province a adopté une nouvelle convention comptable pour les immobilisations corporelles générales, selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). En vertu des normes de l'ICCA, les dépenses d'immobilisations corporelles doivent être amorties sur la durée de vie utile des biens. Ainsi, les coûts des immobilisations corporelles sont étalés sur leur durée d'utilisation et l'amortissement est inscrit au chapitre des dépenses dans l'état des opérations.

On entend par immobilisations corporelles les biens dont la durée de vie utile dépasse une année et qui sont acquis, construits ou développés, et conservés pour être utilisés et non revendus. Les immobilisations corporelles dont la valeur est inférieure à la limite de capitalisation établie seront inscrites au chapitre des dépenses dans l'année de leur acquisition.

Pour déterminer la vie utile d'un bien, on prend en considération le passage du temps, l'usure normale qu'entraîne son utilisation ainsi que les effets de l'obsolescence de la technologie. La Province a adopté une durée de vie utile standardisée pour chaque catégorie de biens, laquelle devrait rester inchangée. La méthode de l'amortissement linéaire consiste à imputer un coût constant en fonction de la durée de vie utile des biens en cause.

Les tableaux ci-dessous résument les catégories de biens standardisées, les limites de capitalisation et les taux d'amortissement découlant de cette convention comptable.

Description des biens	Limite de capitalisation (en dollars)	Durée de vie utile (en années)	Taux d'amortissement linéaire (en %)
<u>ACTIF GÉNÉRAL</u>			
BIENS-FONDS	-	s.o.	s.o.
IMMEUBLES - briques, mortier et acier	100 000	40	2,50
IMMEUBLES - charpente en bois	100 000	25	4,00
VÉHICULES	10 000	5	20,00
AÉRONEFS ET NAVIRES			
- cadres d'aéronefs	10 000	24	4,17
- moteurs d'aéronefs	10 000	5	20,00
- navires	10 000	24	4,17
MATÉRIEL ET OUTILLAGE - autre que pour la construction et l'entretien des routes	10 000	10	10,00
MATÉRIEL ET OUTILLAGE - construction et entretien des routes	10 000	15	6,67
MATÉRIEL INFORMATIQUE			
- hébergement	50 000	5	20,00
- ordinateurs personnels	10 000	4	25,00
INFORMATIQUE - application majeure	500 000	15	6,67
LOGICIEL INFORMATIQUE - autre	10 000	4	25,00
MOBILIER	10 000	10	10,00
AMÉLIORATIONS LOCATIVES	100 000	<u>sur la durée du bail</u>	

ANNEXE B
CONVENTION COMPTABLE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL

Description des biens	Limite de capitalisation (en dollars)	Durée de vie utile (en années)	Taux d'amortissement linéaire (en %)
<u>INFRASTRUCTURE</u>			
AMÉNAGEMENT DES TERRAINS	100 000	30	3,33
CIRCULATION ET ÉCLAIRAGE	100 000	20	5,00
PONTS ET OUVRAGES D'ART	100 000	40	2,50
ROUTES PROVINCIALES SECONDAIRES ET ROUTES PROVINCIALES À GRANDE CIRCULATION			
- microsurfaçage	50 000	7	7,14
- tapis d'enrobés mince	100 000	10	10,00
- revêtement	100 000	20	5,00
- plate-forme	100 000	40	2,50
PISTES D'ATTERRISSAGE - plate-forme	100 000	40	2,50
BARRAGES ET INFRASTRUCTURE HYDRAULIQUE	100 000	40	2,50
PONTS ET OUVRAGES D'ART MINEURS	50 000	10	10,00
PONCEAUX	50 000	40	2,50

Par exemple, pour une machine servant à la construction des routes et coûtant 30 000 \$, l'amortissement annuel estimatif serait calculé ainsi :

$$\frac{\text{coût d'origine}}{30\ 000\ \$} \div \frac{\text{durée de vie utile}}{15} = \frac{\text{amortissement}}{2\ 000\ \$/\text{année}}$$

**BUDGET
DES RECETTES
DU MANITOBA
DE 2011**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2012**

APERÇU

Le Budget des recettes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 donne le détail des recettes prévues par le gouvernement du Manitoba pour ses opérations fondamentales, dans le cadre du Budget sommaire 2011.

Budget des recettes de l'année précédente

Il peut être nécessaire, afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, de rajuster les chiffres du Budget des recettes de l'année précédente. Ceci permet de tenir compte des réorganisations internes, ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison. En général, le total des recettes de l'année précédente ne change pas après ces rajustements. Le Budget des recettes pour 2010-2011 a été rajusté de manière à être conforme au budget sommaire. Ces rajustements n'ont cependant pas eu d'effet sur le total des prévisions des recettes de l'année précédente.

Catégories de recettes

Les recettes sont groupées en fonction de trois sources principales : recettes fiscales, recettes non fiscales et gouvernement du Canada. Sous chacune de ces rubriques figurent des renseignements additionnels sur les ministères chargés de la perception et sur les types de recettes.

Renseignements supplémentaires sur le Budget des recettes

Le document *Supplementary Information for Legislative Review* qui est publié annuellement par le ministère des Finances renferme des renseignements plus détaillés sur le Budget des recettes, afin d'aider les députés de l'Assemblée législative du Manitoba à examiner ce dernier.

BUDGET DES RECETTES

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2010-2011	BUDGET DES RECETTES 2010-2011 (milliers de \$)*
RECETTES FISCALES	6 012 290	10,7	5 432 698
RECETTES NON FISCALES	1 112 423	7,6	1 034 060
GOUVERNEMENT DU CANADA	3 647 816	(2,7)	3 750 895
TOTAL AVANT RECOUVREMENT POUR L'INONDATION PRINTANIÈRE DE 2011	10 772 529	5,4	10 217 653
GOUVERNEMENT DU CANADA - INONDATION PRINTANIÈRE DE 2011	27 000	s.o.	-
TOTAL DES RECETTES	10 799 529	5,7	10 217 653

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Budget des recettes publié 2010-2011	10 217 653
Budget des recettes 2010-2011 (après rajustement)	10 217 653

BUDGET DÉTAILLÉ DES RECETTES

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2010-2011 (milliers de \$)
1. Recettes fiscales		
Impôts		
a) Impôt sur le revenu des particuliers	2 724 800	2 420 500
b) Impôt sur les bénéfices des sociétés	423 400	246 900
	3 148 200	2 667 400
Autres taxes et impôts		
a) Impôts divers sur les sociétés	188 000	196 200
b) Taxes sur le carburant	247 200	229 900
c) Taxe sur les transferts fonciers	62 500	51 000
d) Impôt destiné à l'enseignement et aux services de santé	395 400	377 650
e) Taxe sur la concession ou la location de terrains miniers	72	72
f) Taxe minière	35 000	6 000
g) Taxe sur le pétrole et le gaz naturel	8 218	7 676
h) Taxe sur les ventes au détail	1 671 100	1 668 600
i) Taxe sur le tabac	253 400	225 000
j) Taxe destinée à la protection de l'environnement	3 200	3 200
	2 864 090	2 765 298
Total des recettes fiscales	6 012 290	5 432 698

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2010-2011 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales		
Assemblée législative		
a) Bureau du vérificateur général - Paiement de services	500	450
b) Divers	6	6
	506	456
Affaires autochtones et du Nord		
a) Divers	130	130
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation		
a) Paiement de services	66	62
b) Divers	1 390	1 390
	1 456	1 452
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales		
a) Paiement de services	3 147	3 431
b) Divers	47	47
	3 194	3 478
Commission de la Fonction publique		
a) Divers	135	133
Conservation		
a) Commission de protection de l'environnement - Recouvrements	100	-
b) Initiative de développement de lotissements pour chalets	3 837	3 837
c) Environnement - Paiement de services et divers	539	561
d) Forêts - Paiement de services et divers	4 128	4 335
e) GeoManitoba - Paiement de services et divers	368	373
f) Information géographique - Vente et paiement de services	1 222	1 422
g) Parcs - Paiement de services	9 968	9 924
h) Opérations régionales - Paiement de services et recouvrements	4 720	4 720
i) Faune - Divers	4 178	4 646
j) Divers	319	326
	29 379	30 144

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2010-2011 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales, suite		
Culture, Patrimoine et Tourisme		
a) Archives du Manitoba - Paiement de services	347	333
b) Services de communication du Manitoba - Paiement de services	336	336
c) Fondation historique de la Baie d'Hudson	800	800
d) Commission de classification cinématographique du Manitoba - Paiement de services	448	567
e) Publications officielles - Paiement de services	388	388
f) Service de traduction - Paiement de services	160	160
g) Divers	172	3
	2 651	2 587
Éducation		
a) Paiement de services	647	713
b) Divers	332	332
	979	1 045
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce		
a) Paiement de services	464	464
b) Divers	7 711	7 116
	8 175	7 580
Services à la famille et Consommation		
a) Commission d'appel des accidents de la route - Recouvrements	1 417	1 303
b) Allocations spéciales pour enfants - Recouvrements	20 030	19 922
c) Bureau des conseillers des demandeurs - Recouvrements	1 156	1 156
d) Consommation - Paiement de services	2 109	2 109
e) Municipalités - Recouvrements	1 378	1 378
f) Aide au revenu - Recouvrements	7 510	8 710
g) <i>Loi sur les assurances</i> - Paiement de services et recouvrements	1 160	1 160
h) Taxe pour l'aide sociale des administrations locales des territoires non organisés	210	210
i) Régie des services publics - Recouvrements	1 382	1 382
j) Corporations de fiducie et de prêt - Paiement de services	245	245
k) Divers	1 362	1 416
	37 959	38 991
Finances		
a) Recouvrement de dépenses antérieures	4 500	4 500
b) Divers	1 599	1 656
	6 099	6 156
Santé		
a) Divers	5 571	5 571

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2010-2011 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales, suite		
Vie Saine, Jeunesse et Aînés		
a) Divers	25	25
Infrastructure et Transports		
a) Immatriculation des automobiles et des transporteurs routiers et paiement de services	130 026	118 026
b) Municipalités et autres tiers - Recouvrements	8 882	4 257
c) Permis de conduire	19 916	19 416
d) Commission d'appel des suspensions de permis - Paiement de droits	100	100
e) Loyers de diverses propriétés gouvernementales	847	1 396
f) Taxis - Permis et paiement de services	200	200
g) Divers	1 567	1 527
	161 538	144 922
Innovation, Énergie et Mines		
a) Minéraux - Redevances et paiement de services	4 051	4 051
b) Énergie pétrolière - Redevances et paiement de services	18 263	8 210
c) Divers	1 359	504
	23 673	12 765
Justice		
a) Ville de Winnipeg - Recouvrements	486	486
b) Municipalités - Recouvrements	2 820	2 722
c) Caisse d'assistance aux victimes - Recouvrements	5 552 (1)	5 507
d) Biens en déshérence dévolus à la Couronne	50	50
e) Amendes et frais	34 256	34 256
f) Services juridiques	7 418	7 169
g) Divers	3 057	3 052
	53 639	53 242
Travail et Immigration		
a) Commission des accidents du travail - Recouvrements	10 339	10 058
b) Paiement de services	592	4 003
c) Divers	80	80
	11 011	14 141

1. Représente un montant équivalent à l'autorisation de dépenses prévue pour diverses dépenses affectées à l'assistance aux victimes dans le Budget des dépenses 2011-2012. Le montant réel des dépenses affectées à l'assistance aux victimes en 2011-2012 déterminera le montant des fonds portés au débit de la Caisse d'assistance aux victimes et crédités aux recettes.

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2010-2011 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales, suite		
Administrations Locales		
a) Municipalités - Recouvrements	9 793	9 638
b) Paiement de services	747	646
c) Divers	52	52
	10 592	10 336
Gestion des ressources hydriques		
a) Pêche - Paiement de services et divers	3 107	3 398
b) Loyer de l'énergie hydraulique	115 000	110 000
c) Ressources hydriques - Divers	89	88
	118 196	113 486
Urgences diverses		
a) Divers	25	25
Recettes nettes des entreprises publiques		
a) Société des alcools du Manitoba	254 800	246 800
b) Corporation manitobaine des loteries	348 300	312 700
	603 100	559 500
Organismes de service spécial		
a) Bureau du contentieux civil	250	250
b) Office des compagnies	2 500	2 500
c) Commission des valeurs mobilières du Manitoba	8 800	8 800
d) Bureau du commissaire aux incendies	750	-
e) Office d'enregistrement des titres et des instruments	11 000	11 000
f) Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	2 500	2 500
g) Bureau de l'état civil	380	380
	26 180	25 430
Vente de biens gouvernementaux		
a) Infrastructure et Transports	8 210	2 465
	1 112 423	1 034 060

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2010-2011 (milliers de \$)
3. Gouvernement du Canada		
Péréquation	1 941 700	2 001 500
Transfert canadien en matière de santé	1 002 200	953 358
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	416 000	404 698
Renouvellement de l'infrastructure	66 500	48 100
Stimulation économique	17 903	119 905
Agrandissement du canal de dérivation de la rivière Rouge	22 491	39 869
Fonds pour la santé	9 000	9 038
Paiement de transition - Élimination progressive de l'impôt sur le capital des corporations	-	9 100
Autres		
a) Affaires autochtones et du Nord	100	100
b) Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	6 523	8 523
c) Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	8 492	5 829
d) Conservation	265	720
e) Culture, Patrimoine et Tourisme	278	260
f) Éducation	10 363	11 639
g) Entrepreneuriat, Formation professionnelle et Commerce	75 164	69 621
h) Services à la famille et Consommation	4 507	4 507
i) Finances	2 298	2 298
j) Santé	2 316	4 775
k) Vie saine, Jeunesse et Aînés	2 142	2 142
l) Infrastructure et Transports	6 711	5 198
m) Justice	13 106	13 219
n) Travail et Immigration	34 332	31 071
o) Urgences diverses	32 000	5 000
p) Services en langue française	425	425
	199 022	165 327
Total des recettes venant du gouvernement du Canada	3 674 816	3 750 895